



Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12315 - 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

JEUDI 30 AOUT 1984

Echec à l'apartheid en Afrique du Sud

La voie étroite

Arrestations, violences et, surtout, faible participation ont caractérisé les scrutins grâce auxquels la minorité blanche entendait, en Afrique du Sud, associer à l'exercice du pouvoir deux communautés encore plus minoritaires, celles des métis et des Indiens. La « réforme » de l'apartheid n'a donc guère séduit des communautés volontairement marginalisées par le « pouvoir blanc », même celle, assez fermée, de descendants d'Asiatiques qui, à première vue, auraient pu mieux s'accommoder d'un « développement séparé ».

Ces résultats ne sont guère surprenants. Tout d'abord, la communauté internationale avait fait savoir avant la tenue des scrutins, par le biais d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU que seuls les Etats-Unis et la Grande-Bretagne n'ont pas voté, qu'elle considérait ces élections comme « nulles et non avenues ». L'association — discriminatoire dans son esprit — de métis et d'Indiens à l'exercice du pouvoir en Afrique du Sud a été rejetée à l'étranger de la même façon que l'accession à l'indépendance — ces dernières années, de quatre hantises noirs (Etat séparé et autonomes), Indiens et métis auraient eu d'autant plus tort de ne pas en tenir compte que leur sécurité, à plus long terme, dépend des relations qu'ils sauront entretenir avec les Noirs, qui forment les trois quarts de la population sud-africaine.

En outre, le « pouvoir blanc » ne leur offre qu'un strapontin, puisque les deux Chambres au sein desquelles siègeront leurs représentants n'ont guère d'autre rôle que celui d'un rôle consultatif. Aussi ceux d'entre eux qui ont plaidé pour la participation aux élections, afin de disposer d'un pied dans le système, ont-ils eu du mal à se faire entendre auprès d'une majorité qui, apparemment, a jugé qu'il s'agissait avant tout d'un piège.

Il reste que M. Pieter Botha, quelle que soit sa déception, semble condamné à aller de l'avant. Début septembre, le premier ministre sud-africain sera très vraisemblablement porté à la présidence de la République, véritable siège de l'exécutif aux termes d'une Constitution qui instaure un régime présidentiel. Mais, encore plus que par le passé, il sera tiraillé entre l'électorat blanc, qui dans sa majorité estime que métis et Indiens ne sont pas encore « mûrs » pour être associés au pouvoir, et les réserves confirmées de ces deux communautés à contribuer au ravalement de l'apartheid.

Pour M. Botha, la voie est étroite. Quelles que soient ses intentions réelles, il ne peut que constater la difficulté de réformer un système mis en place pour assurer la pérennité du pouvoir blanc en Afrique australe. L'organisation des syndicats noirs, qui commencent à prendre conscience de leur pouvoir de pression, offre un bon exemple des dangers qui menacent un régime prisonnier de sa rigidité. Pretoria ne pourra pas éternellement éviter le seul vrai problème, celui de la participation de la majorité noire au gou-

Après les métis les Indiens ont boycotté massivement les élections au Parlement

De notre correspondant

Johannesbourg. — Le pourcentage d'abstention aux élections à la Chambre des députés (Indiens), le mardi 28 août, a été très élevé. En fin de matinée, ce mercredi, sur les trois-huit résultats connus, la participation au scrutin était de 18,2 %; 62.000 suffrages ont été exprimés sur les quelque 400.000 inscrits. Les résultats des huit autres circonscriptions n'ont pas encore été révélés. Cependant, il est vraisemblable que le taux d'abstention sera supérieur à 80 %.

Les abstentions les plus nombreuses ont été enregistrées à Lenasia, ville indienne des faubourgs de Johannesburg, avec 91,3 %. De violents incidents ont opposé dans cette localité les forces de l'ordre aux boycotteurs. Dans la province du Natal, où vivent les trois quarts de la communauté indienne, seulement 10,5 % des électeurs se sont rendus aux urnes.

Sur les 32 sièges pourvus, un nouveau parti, Solidarité, en a remporté 15, le Parti national populaire 12, le Parti indépendant progressiste 1 et quatre autres ont été élévés par des

candidats indépendants. Il se confirme donc que deux des cinq partis politiques en lice, Solidarité et le Parti national populaire, ont de bonnes chances d'être les mieux représentés à la Chambre indienne sans que l'on puisse savoir actuellement lequel des deux l'emportera.

Les Indiens d'Afrique du Sud, que le docteur D.F. Malan, ancien premier ministre, avait décrits comme « des étrangers et des éléments inassimilables », ont refusé la participation au pouvoir qui leur était proposée. Plus encore que les métis, lors du scrutin du 22 août, cette communauté de huit cent quatre-vingt-sept âmes a dit « non » à la nouvelle Constitution qui leur offrait de siéger au Parlement dans une chambre séparée appelée « Chambre des députés ».

Certes, les « députés » ont été élus, mais pas à peine le sixième des électeurs potentiels de cette minorité, soit environ cent mille électeurs.

MICHEL BOLE-RICHARD.
(Lire la suite page 5.)

Nouveau cap pour l'emploi

Moins d'assistance plus de responsabilité estime le gouvernement

S'il fallait résumer la politique sociale du gouvernement Fabius d'une formule, il faudrait retenir l'intention « de mettre de l'huile dans les rouages » à défaut de pouvoir, en ces temps difficiles, « donner du grain à moudre », comme ne cesse de le réclamer M. André Bergeron.

De même, s'il fallait caractériser sa façon d'aborder le dossier de l'emploi, il faudrait souligner son refus de « mener une politique artificielle », étant entendu que les mesures spectaculaires ne sont plus à l'ordre du jour.

Le traitement de Citroën préfigure la « trame » future de ce nouveau cap. On entend discuter, consulter et, dès lors que les parties en présence sont disposées à faire un effort, on tranche. Quant à ce que chacun prenne ensuite les responsabilités qui sont les siennes. Quitte, aussi, à ce que le gouvernement supporte la charge de la majeure partie du financement retenu.

Citroën, d'ailleurs, servirait d'exemple pour traiter l'ensemble du dossier automobile, à cette réserve près qu'on se refuse à glo-

biliser la méthode. Il n'est pas question de rééditer ce qui a pu se faire hier pour la sidérurgie et, avant-hier, pour les charbonnages et les mines de fer. « Il faut en finir avec les belles et énormes constructions de l'esprit », dit-on, en souhaitant privilégier les solutions adaptées aux entreprises et aux sites.

Socialement, on rejette aussi l'idée d'une « assa integration » (lire notre encadré page 19), convaincu que l'on est des effets pervers provoqués par des couvertures sociales qui rendent frileux les travailleurs d'un secteur en difficulté.

ALAIN LEBEAUME.
(Lire la suite page 19.)

Le sauvetage de Creusot-Loire

Les syndicats s'opposent au plan de reprise
Lire page 19, l'article de BRUNO DETHOMAS

Ecole privée : aller vite

Le gouvernement veut aller vite pour régler la question scolaire. Les signes d'une accélération dans la préparation de nouvelles mesures se multiplient.

Mardi 28 août, le secrétaire général du Comité national d'action laïque (CNAL), M. Michel Bouchareissas, a été longuement reçu par M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Éducation nationale. Les deux interlocuteurs sont convenus de ne rien révéler pour l'instant du contenu de leur échange de vues, dont le climat a été qualifié de « correct » par M. Bouchareissas.

Le même jour, le chanoine Paul Guibert, secrétaire général de l'enseignement catholique, a eu un contact avec le ministre de l'Éducation nationale. D'autres conversations doivent avoir lieu en ce milieu de semaine avec d'autres responsables de l'enseignement catholique. Là aussi, le mystère et le silence semblent être la consigne.

Dans cette parité de cache-cache et de bouches cousues, il apparaît que les mots de « contact » et de « conversation » sont plus appropriés que celui de « négociation ». Le ministre de l'Éducation nationale tourne le dos à la méthode Savary. Il ne s'agit plus de se concerter, même s'il est plus que jamais nécessaire d'approcher, vaillamment, un « point d'équilibre ». M. Chevènement propose et teste ses interlocuteurs.

Deux problèmes — l'un concernant l'inscription des postes d'enseignement au budget et l'autre le financement des établissements pour les collectivités — pourraient être traités dès la semaine prochaine, au conseil des ministres du 5 septembre. (M. Laurent Fabius a d'ailleurs fait reporter à ce jour-là son « Heures de vérité » sur Antenne 2, initialement prévue le 3 septembre.) On indique toutefois à l'hôtel Matignon qu'aucune date n'est fixée pour cet examen par le conseil des ministres.

Sur le premier de ces deux points, un accord est possible. Les laïques applaudissent à la fin de ce qu'ils ont toujours considéré comme un « privilège » du secteur privé qui pouvait obtenir des postes sous contrat sans qu'ils aient été exactement prévus dans la loi de finances. Quant aux dirigeants de l'enseignement catholique, ils accepteraient de « prendre leur part de la rigueur » et de se soumettre à des règles de gestion plus draconiennes. Pour régler ce chapitre, le conseil des ministres décidera d'appliquer la procédure des « crédits limitatifs » à l'enseignement privé dès la loi de finances prochaine, celle du budget 1985.

Le second problème, lié à la décentralisation, est plus épineux. Pour combler le vide juridique ouvert par la loi du 22 juillet 1983 sur la décentralisation, qui ne fait pas mention du privé, il faudrait un texte de loi, selon lequel, désormais, le fonctionnement des établissements privés sous contrat serait pris en charge par les départements (pour les collèges) et par les régions (pour les lycées), ainsi qu'il en ira pour les établissements publics.

CHARLES VIAL.
(Lire la suite page 9.)

AU JOUR LE JOUR

Bal

C'est un comportement bien connu qu'on observe au sortir des petits bals du samedi soir.

Sur les trottoirs, à la prime aube, on voit des grappes d'hommes s'agripper, s'écarter à tout va. Les bandes rivales échangent de semaine en semaine, avec une régularité quasiment liturgique, horions, plaies et bosses. Le prétexte de ces combats est souvent dérisoire, et l'origine des litiges s'estompe dans les brumes de l'alcool et du petit matin.

Il y a toujours dans le public quelque noctambule moins éméché que les autres : il s'efforce d'obtenir un cessez-le-feu.

Parfois la lassitude vient, les deux camps se fatiguent, et l'on voit les violents, titubants, tomber soudain dans les bras les uns des autres, recrus de coups.

Alors on arrête tout. Et l'on recommence au bal suivant. En politique, cela s'appelle la description.

BRUNO FRAPPAT.

Point de vue

Rocard est-il encore utile ?

Les militants socialistes appartenant au courant rocardien se réunissent du 30 août au 1^{er} septembre près de Chantilly, dans l'Oise.

Que Michel Rocard soit, dans le gouvernement Fabius, le seul ministre ou secrétaire d'Etat issu de la sensibilité qu'il a incarnée au sein du Parti socialiste, pose problème.

Non pas tant parce que telle ou telle personnalité pourrait ressentir un légitime regret à ne point figurer à la table du conseil des ministres ; d'autres, issus d'autres courants, se trouvent très certainement dans le même état d'esprit. Non pas tant, non plus, parce que les rocardiens n'ont guère été récompensés d'avoir soutenu fidèlement l'action du gouvernement et du président de la République, alors que la verte critique d'un Jean-Pierre Chevènement ou la concurrence des radicaux de gauche face à la liste de Lionel Jos-

par MICHEL SAPIN (*)
pin, aux dernières élections européennes, semblent avoir été payées de retour. Ce ne serait là que l'écluse des choses.

Le problème est plus profond, et les lois de la politique implacables. Une force politique, qu'elle s'exprime au sein d'un parti ou de manière autonome, ne joue un rôle que par la densité et la réalité de son discours.

La morosité de sucre rocardien se serait-elle à ce point dissoute dans l'eau gouvernementale et socialiste qu'il en aurait ainsi perdu toute consistance ? Autrement dit, le rocardisme, les rocardiens, Rocard, sont-ils encore utiles à la gauche socialiste et singulièrement au président de la République ?

Michel Rocard incarne une tradition du socialisme français, qualifiée (*) Député socialiste de l'Indre, vice-président de l'Assemblée nationale.

La décision d'extrader ou non les Basques espagnols réclamés par Madrid n'est pas juridique, mais politique. Le droit, avant et depuis le changement de majorité, a servi de habillage aux variations d'une politique menée depuis des années à l'écart.

Les gouvernements successifs ont toujours affirmé leur attachement au droit d'asile, une tradition française qui remonte à la Révolution et que le premier ministre ou le président de la République en place se doit d'agiter telle une bandière, surtout s'il s'agit de y apporter quelques entorses.

Vues sous cet angle, les récentes déclarations de M. Roland Dumas, porte-parole du gouvernement, interprétées comme un signe encourageant par certains Basques, ne doivent pas faire illusion. Elles ne sont pas très différentes de celles de M. Alain Peyrefitte lorsque le gouvernement de M. Raymond Barre extrada M. Klaus Croissant, l'avocat allemand de la bande à Baader.

Le gouvernement de M. Laurent Fabius bute sur la même difficulté que ses prédécesseurs. Selon un vieux principe républicain, les auteurs de crimes politiques ne doivent pas être extradés. Mais le droit

d'asile doit-il être accordé les yeux fermés ? Autrement dit, quelles doivent être les exceptions ?

A cette question, les gouvernements successifs ont apporté des réponses qui ont varié selon leur perception des périls du moment. La sainte alliance antiterroriste dont M. Valéry Giscard d'Estaing avait eu l'idée en 1977 le poussa à prendre quelques libertés avec le droit d'asile. M. Croissant en fit les frais. (Il est, depuis revenu en France) ainsi, entre autres, que deux pré-tendus complices de l'enlèvement et de l'assassinat d'Aldo Moro en Italie, MM. Francesco Piperno et Lanfranco Pace.

Sous le septennat précédent, le gouvernement n'a pas eu à se prononcer sur l'extradition de militants basques, mais il décida de les priver du statut de réfugiés politiques, en expliquant que l'Espagne était redevenue un pays démocratique. C'était déjà prêter une oreille attentive aux revendications de Madrid.

La fin des « années de plomb » en Italie facilita la tâche du gouvernement de M. Pierre Mauroy. Elle lui permit de refuser l'extradition de militants repentants réfugiés en France sans soulever de véritables

protestations. Le refus de livrer à l'Espagne les séparatistes basques et leur remise en liberté après la victoire de la gauche, provoquèrent en revanche un beau tollé de l'autre côté des Pyrénées.

A l'époque, les socialistes n'étaient pas encore au pouvoir en Espagne. L'argument fut utilisé par Paris pour expliquer que ce pays n'était peut-être pas aussi démocratique que M. Giscard d'Estaing le prétendait. Dès lors, il y avait lieu de s'inquiéter du sort qui serait réservé aux militants. La gauche française, elle, n'avait pas à les livrer.

La justice française, dont l'avis favorable est nécessaire mais non suffisant pour extrader (la décision appartient au gouvernement) est restée insensible à la victoire de la gauche.

BERTRAND LE GENDRE.
(Lire la suite page 8
ainsi qu'un document inédit
établi par le gouvernement.)

(1) Le droit d'asile est « fondamental », a déclaré M. Dumas le 10 août, tout en rappelant que les réfugiés politiques ne devaient pas se servir du territoire français pour monter des opérations contre leur pays d'origine.

Dans « le Monde des arts et des spectacles »

Pages 11 à 13

« Les Nuits de la pleine lune » d'Eric Rohmer, à la Mostra de Venise

Lire la critique de CLAIRE DEVARREUX et un entretien d'HERVÉ GUIBERT avec le cinéaste

Dialogue entre Jacques Rivette et Jean Rouch

Lire les propos recueillis par LOUIS MARCORELLES

Le Monde

idées

Le matérialisme de l'Est et de l'Ouest pilier de la dissuasion

par JEAN DUBOIS (*)

dresser des plans adéquats pour
l'avenir (1).

Pourant la paix armée et parfois tendue que nous connaissons depuis 1945 a encore de longs jours — nous n'osons écrire beaux — devant elle. En effet, le facteur principal qui s'oppose à ce que la logique d'effacement de la dissuasion soit abandonnée est la dissuasion elle-même. Elle est le produit de la recherche d'une doctrine stratégique. Cela même en France et en Grande-Bretagne, pays pourtant concernés au premier chef par l'éventualité d'un passage de leurs forces de dissuasion nationale en dessous du seuil de crédibilité.

Armes et politique

Georges Mesmin estime que la France a poussé un peu loin la notion d'indépendance en refusant de faire partie du comité de coordination pour la conduite du déminage de la mer Rouge. Dans la stratégie Est-Ouest, Jean Dubois défend la thèse selon laquelle la dissuasion est étayée par le fait que les antagonistes ont chacun trop à perdre pour « presser le bouton ». Selon Alexei Vassiliev, le contrôle des systèmes antisatellites est difficile mais possible si la volonté politique existe.

Les gouvernements semblent pris au dépourvu par l'apparition de ces systèmes d'armes hors de portée des puissances moyennes et capables de détruire le fondement de la dissuasion, sur laquelle reposait — directement ou par l'intermédiaire de l'allié américain — leur politique de défense. Une impasse due à un affaiblissement irrémédiable de la doctrine Sun Tse il y a vingt-quatre siècles : « Lorsque vos armes auront perdu de leur tranchant, que votre ardeur sera éteinte, que vos forces seront épuisées et que votre trésorerie sera réduite à rien, les souverains voisins profiteront de votre faiblesse pour agir. Et même si vous avez des conseillers avisés, aucun d'entre eux ne sera en mesure de

Guerre « théorique » et guerre « absolue »

Les systèmes antisatellites ne doivent être considérés ni comme une arme absolue efficace presque à 100 %, et privant de toute défense ceux qui n'en seraient pas dotés, ni comme un gadget sans valeur.

Par hypothèse, ces armes fonctionnent dans le cas d'une bataille nucléaire, et il est bien évident que chaque adversaire aurait intérêt à limiter les coups reçus afin d'acquiescer, même faiblement, le déséquilibre en sa faveur à l'issue du combat. On retrouve ici exactement les problèmes soulevés il y a peu par l'apparition des capacités de frappe antinavires. Comme l'affirmait Napoléon : « Après une bataille perdue, la différence du vainqueur au vaincu est peu de chose (2) ».

Un conflit nucléaire, avec ou sans antisatellites, n'entraînerait probablement pas la disparition de l'espèce humaine — même les rapports les plus pessimistes de l'OMS finissent par l'admettre. Ce qui engagerait certes certaines personnes à vouloir d'être un peu moins exigeant, mais cela ne signifie pas pour autant qu'il n'est pas possible une guerre qui ne l'entraîne pas.

En effet, on s'illusionnerait beaucoup en imaginant que c'est la destruction de tant de vies qui peut arrêter « absolument » les princes qui gouvernent cette planète. Hormis les pacifistes intégraux, tout le monde admet qu'il existe des cas où il est légitime de faire la guerre, et un principe moral ne peut s'inverser en franchissant un seuil statistique exprimé en millions de morts. Ce qui, par contre, peut s'inverser, concrètement, c'est l'intérêt que l'on a à atteindre un objectif politique, car la guerre réelle, « théorique » pour reprendre la nomenclature clauswitzienne, n'est pas, comme la guerre « absolue » qu'il lui oppose, un mécanisme abstrait « sans connexion avec la vie antérieure de l'Etat » (3). Elle n'est que le moyen pratique d'atteindre un but politique bien réel, et la valeur de ce but est la mesure des sacrifices et des risques que l'on est disposé à accepter.

De l'avis unanime des spécialistes — et peu importe s'ils se trompent, l'essentiel est que les gouvernements le croient — la guerre nucléaire ferait disparaître, à défaut de la race humaine, notre forme de civilisation. Les structures complexes et donc vulnérables de nos sociétés post-industrielles seraient complètement brisées par quelques centaines de coups au but mégatonniques, et il faudrait au moins une génération pour relever les ruines. Le moyen thermonucléaire est irrémédiablement incompatible avec l'objectif politique consistant à imposer à l'adversaire son système sociopolitique dans le cadre d'une société post-industrielle.

Mao avait raison

Mao, stratège aussi génial que politicien discuté, était cohérent lorsqu'il affirmait que la Chine gagnerait la guerre atomique : son socialisme implanté dans une société agraire et arriérée avec de rares îlots de modernisation pourrait survivre, pas nos sociétés sophistiquées. C'est donc, à paradoxer, la compatibilité entre les systèmes de valeur fondement matérialistes de l'Est et de l'Ouest qui est l'un des piliers les plus solides de la dissuasion. Cela ne doit guère surprendre si l'on songe que ces deux frères ennemis sont issus de la révolution industrielle, qui, au dix-neuvième siècle, se répandit à partir de la Grande-Bretagne, et qu'ils perdent la majeure partie de leur signification hors de ce contexte : on le voit bien dans certains pays du tiers-monde, où ils font figure d'ectoplasmes idéologiques, d'écume des choses.

Pour les mêmes raisons, le problème du passage des forces françaises et britanniques en dessous du seuil de crédibilité ne nous semble guère posé du seul fait de l'apparition des antisatellites. Elles n'ont pour fonction que d'effrayer les dommages incompatibles avec la valeur de l'objectif politique que représente la défaite des pays qu'elles protègent. Le maintien d'une capacité de pénétration résiduelle est à cet égard suffisant, et on ne voit pas pourquoi les techniciens — et les contribuables de France et de Grande-Bretagne ne pourraient pas continuer à l'assurer.

En effet, il n'est pas réaliste de comparer les forces de frappe actuelles à un système de défense qui sera opérationnel à l'horizon 2000. Les spécialistes de nos deux pays ont réussi jusqu'à présent, grâce notamment à l'avance occidentale en matière d'électronique et d'information, à fabriquer des engins susceptibles de surmonter les contre-mesures soviétiques existantes (4) : aucun élément ne permet d'affirmer qu'ils perdront à l'avenir la course du canon contre la cuirasse. Cette stratégie n'a pas un besoin absolu d'antisatellites, qui, eux seuls, pourraient bien être trop coûteux. Nous continuons à être protégés par le sage précepte de Sun Tse : « Si ce n'est pas dans l'intérêt de l'Etat, n'agissez pas. Si vous n'êtes pas en mesure de réussir, n'ayez pas recours à la force armée. Si vous n'êtes pas en danger, ne vous battez pas (5) ».

Carrefour des rivalités des nations limitrophes, l'actuelle région du Nord-Pas-de-Calais n'aura finalement connu le paix que pendant un peu moins d'un siècle : de 1794, date de la victoire décisive de Tourcoing, jusqu'au début du premier conflit mondial de 1870, prélude hélas à deux autres affrontements encore plus meurtriers. Le reste du temps, il ne se passa pratiquement pas une décennie sans que cette terre soit le théâtre de combats sans merci.

Dès les années 50, avant J.-C., Jules César y intervient par (1) Sun Tse : *L'Art de la guerre*, ch. II, p. 5.
(2) Napoléon : *Comment faire la guerre*, recueil de maximes réunies par Yann Clouzet, p. 14, n° 5.
(3) Clausewitz : *De la guerre*, éd. de Minuit, p. 56.
(4) Sur ce point, lire M. Solonowicz : *La Stratégie militaire soviétique*.
(5) Sun Tse : *L'Art de la guerre*, ch. IX, p. 17. Sun Tse est le principal classique chinois. Son œuvre date de l'époque des Royaumes combattants (453 av. J.-C. - 221 av. J.-C.).

publiées sous la direction d'Alain Lottin, professeur à l'université de Lille, les *Grandes Batailles du Nord* offrent un exemple assez réussi de cette nouvelle approche. Rédigé par une pléiade de spécialistes qui sont parvenus à adopter une méthode unitaire de ton, l'ouvrage n'est pas une simple succession de faits d'armes : en filigrane, il constitue une fresque très vivante du passé d'une de nos provinces les plus touchées par le fléau de la guerre.

Carrefour des rivalités des nations limitrophes, l'actuelle région du Nord-Pas-de-Calais n'aura finalement connu le paix que pendant un peu moins d'un siècle : de 1794, date de la victoire décisive de Tourcoing, jusqu'au début du premier conflit mondial de 1870, prélude hélas à deux autres affrontements encore plus meurtriers. Le reste du temps, il ne se passa pratiquement pas une décennie sans que cette terre soit le théâtre de combats sans merci.

Dès les années 50, avant J.-C., Jules César y intervient par

publiées sous la direction d'Alain Lottin, professeur à l'université de Lille, les *Grandes Batailles du Nord* offrent un exemple assez réussi de cette nouvelle approche. Rédigé par une pléiade de spécialistes qui sont parvenus à adopter une méthode unitaire de ton, l'ouvrage n'est pas une simple succession de faits d'armes : en filigrane, il constitue une fresque très vivante du passé d'une de nos provinces les plus touchées par le fléau de la guerre.

Carrefour des rivalités des nations limitrophes, l'actuelle région du Nord-Pas-de-Calais n'aura finalement connu le paix que pendant un peu moins d'un siècle : de 1794, date de la victoire décisive de Tourcoing, jusqu'au début du premier conflit mondial de 1870, prélude hélas à deux autres affrontements encore plus meurtriers. Le reste du temps, il ne se passa pratiquement pas une décennie sans que cette terre soit le théâtre de combats sans merci.

Dès les années 50, avant J.-C., Jules César y intervient par

publiées sous la direction d'Alain Lottin, professeur à l'université de Lille, les *Grandes Batailles du Nord* offrent un exemple assez réussi de cette nouvelle approche. Rédigé par une pléiade de spécialistes qui sont parvenus à adopter une méthode unitaire de ton, l'ouvrage n'est pas une simple succession de faits d'armes : en filigrane, il constitue une fresque très vivante du passé d'une de nos provinces les plus touchées par le fléau de la guerre.

Carrefour des rivalités des nations limitrophes, l'actuelle région du Nord-Pas-de-Calais n'aura finalement connu le paix que pendant un peu moins d'un siècle : de 1794, date de la victoire décisive de Tourcoing, jusqu'au début du premier conflit mondial de 1870, prélude hélas à deux autres affrontements encore plus meurtriers. Le reste du temps, il ne se passa pratiquement pas une décennie sans que cette terre soit le théâtre de combats sans merci.

Dès les années 50, avant J.-C., Jules César y intervient par

publiées sous la direction d'Alain Lottin, professeur à l'université de Lille, les *Grandes Batailles du Nord* offrent un exemple assez réussi de cette nouvelle approche. Rédigé par une pléiade de spécialistes qui sont parvenus à adopter une méthode unitaire de ton, l'ouvrage n'est pas une simple succession de faits d'armes : en filigrane, il constitue une fresque très vivante du passé d'une de nos provinces les plus touchées par le fléau de la guerre.

Carrefour des rivalités des nations limitrophes, l'actuelle région du Nord-Pas-de-Calais n'aura finalement connu le paix que pendant un peu moins d'un siècle : de 1794, date de la victoire décisive de Tourcoing, jusqu'au début du premier conflit mondial de 1870, prélude hélas à deux autres affrontements encore plus meurtriers. Le reste du temps, il ne se passa pratiquement pas une décennie sans que cette terre soit le théâtre de combats sans merci.

Dès les années 50, avant J.-C., Jules César y intervient par

publiées sous la direction d'Alain Lottin, professeur à l'université de Lille, les *Grandes Batailles du Nord* offrent un exemple assez réussi de cette nouvelle approche. Rédigé par une pléiade de spécialistes qui sont parvenus à adopter une méthode unitaire de ton, l'ouvrage n'est pas une simple succession de faits d'armes : en filigrane, il constitue une fresque très vivante du passé d'une de nos provinces les plus touchées par le fléau de la guerre.

Carrefour des rivalités des nations limitrophes, l'actuelle région du Nord-Pas-de-Calais n'aura finalement connu le paix que pendant un peu moins d'un siècle : de 1794, date de la victoire décisive de Tourcoing, jusqu'au début du premier conflit mondial de 1870, prélude hélas à deux autres affrontements encore plus meurtriers. Le reste du temps, il ne se passa pratiquement pas une décennie sans que cette terre soit le théâtre de combats sans merci.

Dès les années 50, avant J.-C., Jules César y intervient par

publiées sous la direction d'Alain Lottin, professeur à l'université de Lille, les *Grandes Batailles du Nord* offrent un exemple assez réussi de cette nouvelle approche. Rédigé par une pléiade de spécialistes qui sont parvenus à adopter une méthode unitaire de ton, l'ouvrage n'est pas une simple succession de faits d'armes : en filigrane, il constitue une fresque très vivante du passé d'une de nos provinces les plus touchées par le fléau de la guerre.

LU

LES GRANDES BATAILLES DU NORD

sous la direction d'Alain Lottin

Une région accablée par la guerre

DÉDAIGNÉE durant plusieurs décennies, peut-être pour avoir été trop longtemps l'objet d'un intérêt exclusif et réducteur, l'histoire militaire retrouve aujourd'hui ses lettres de noblesse. Sous l'influence de l'école des annales, le territoire de l'histoire des armées s'est, il est vrai, singulièrement élargi. A présent, il englobe non seulement l'étude de la stratégie, mais aussi la vie des populations durant ces périodes troublées, les conséquences des hostilités sur l'économie et la mémoire collective.

Publiées sous la direction d'Alain Lottin, professeur à l'université de Lille, les *Grandes Batailles du Nord* offrent un exemple assez réussi de cette nouvelle approche. Rédigé par une pléiade de spécialistes qui sont parvenus à adopter une méthode unitaire de ton, l'ouvrage n'est pas une simple succession de faits d'armes : en filigrane, il constitue une fresque très vivante du passé d'une de nos provinces les plus touchées par le fléau de la guerre.

Carrefour des rivalités des nations limitrophes, l'actuelle région du Nord-Pas-de-Calais n'aura finalement connu le paix que pendant un peu moins d'un siècle : de 1794, date de la victoire décisive de Tourcoing, jusqu'au début du premier conflit mondial de 1870, prélude hélas à deux autres affrontements encore plus meurtriers. Le reste du temps, il ne se passa pratiquement pas une décennie sans que cette terre soit le théâtre de combats sans merci.

Dès les années 50, avant J.-C., Jules César y intervient par

la force, ides d'établir l'autorité de Rome. Celle-ci subsiste pendant près d'un demi-siècle, ponctuée d'échauffourées sporadiques. Mais, après l'extraordinaire expansion française sous Clovis, les invasions Vikings viennent de 850 à 900 mettre la contrée à feu et à sang, tandis que le pouvoir royal s'affaiblit. Il en résulte, du onzième au quatorzième siècle, des luttes perpétuelles entre la puissance capétienne et les comtes de Flandre qui, jouant de la rivalité entre la France et l'Angleterre, parviennent souvent à sauvegarder l'autonomie de leur territoire. Par la suite, les ducs de Bourgogne font de la région le pivot de leurs possessions, et la guerre reprend de plus belle, quand l'héritage bourguignon revient à l'Espagne. Plus tard, d'autres conflits se produisent quand Louis XIV, qui a repris le pouvoir après sa captivité, se heurte à l'Autriche, se heurte à la Grande-Bretagne et à la Hollande.

Echoué, précis, très accessible aux non-initiés, ce livre enrichi d'une iconographie de qualité fait prendre conscience d'un des paradoxes de l'histoire universelle : à savoir que le « progrès » en matière militaire a essentiellement abouti depuis l'Antiquité à détruire le nombre des victimes. Pour l'avoir appris à nos dépens, les habitants restent imprégnés d'une mentalité particulière, bien mise en évidence ici.

ERIC ROUSSEL

* Avec la collaboration de Roland Delmaire, Monique Soum et Robert Vandenbrouche. Editions Mazarine, 280 p., 82 F.

Cavalier seul ?

par GEORGES MESMIN (*)

Le gouvernement a répondu positivement, début août, à l'appel lancé par l'Egypte à la France et aux autres puissances occidentales pour faire face à la situation créée par le minage — en tout cas ce qui s'apparente à un minage — du golfe de Suez et plus largement de la mer Rouge. Il convient de s'en féliciter.

On se félicite moins, en revanche, d'avoir appris le 14 août que « la France se tient à l'écart du comité de coordination créé par les Etats-Unis, l'Egypte et la Grande-Bretagne », pour la conduite d'une opération difficile et complexe (1). Et l'on ne sait s'il faut pleurer ou rire lorsqu'on entend les annonceurs de nos journaux télévisés vanter à l'occasion de cette affaire ce qu'ils appellent l'« indépendance » de la France.

Déjà, il y a quelques années, comme si une constante de notre diplomatie transcendait le phénomène gauche-droite, la France avait pris grand soin de nier toute coordination avec ses partenaires occidentaux, alors que ses belligères montraient la faction aux approches du golfe Persique, de conserve avec ceux des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Nous devons certes être jaloux de notre indépendance et de l'autonomie des grandes décisions impliquant notre pays, mais, oui ou non, appartenons-nous à l'Ouest ?

Avant d'accéder au pouvoir, François Mitterrand semblait répondre à cette question par l'affirmative, en appelant de ses vœux le grand réexamen des objectifs et des structures de l'alliance atlantique. Depuis 1981, son soutien à nos alliés

dans l'affaire cruciale des euromissiles, l'affirmation de la place de la France dans l'alliance, l'évocation de la nécessité d'une défense européenne commune semblent confirmer que la réponse demeure positive. Mais l'acte ne suit pas la parole.

On ne dira que ce qui se passe en mer Rouge ne concerne pas la défense européenne. Rien n'est plus faux. On m'objectera que ce qui se passe entre Suez et Djibouti ne relève pas de l'alliance atlantique. C'est exact. Mais la menace à laquelle est confronté le monde libre est globale, sans égard à quelque tropique du Cancer. L'Occident doit pouvoir y faire face de façon coordonnée.

Il ne saurait être question, à cet effet, d'étendre l'aire d'application du traité de l'Atlantique nord, mais, à l'extérieur de cette aire, des concertations appropriées doivent être mises en place entre alliés concernés et responsables. L'affaire de la mer Rouge offre le cas type d'une telle concertation de cette nature, qui, à l'évidence, implique une coordination sur le terrain.

Les marins français n'ont donc aujourd'hui leur action de déminage en pleine « indépendance », comme on se plaît à le proclamer à Paris, alors que leurs camarades américains, britanniques et italiens ont été, comme eux, appelés par l'Egypte, et, comme eux, chassés ou dragués les mines dans les mêmes eaux. Cette situation est proprement absurde. Il est temps, plus que jamais, que la réalité de l'indépendance, non son incantation, devienne la constante de la diplomatie de la France.

(1) Le Monde du 15 août 1984.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4307-23 PARIS — Tél. MONDIPAR 686372 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA : Maroc, 4,20 dir. : Tunisie, 200 m. : Allemagne, 1,70 DM : Autriche, 17 sch. : Belgique, 28 fr. : Canada, 1,20 \$: Côte d'Ivoire, 300 F CFA : Danemark, 1,50 kr. : Espagne, 110 pes. : E.-U., 1 \$: G.-B., 55 p. : Grèce, 60 dr. : Irlande, 85 p. : Italie, 1.800 L. : Liban, 375 P. : Libye, 0,350 DL : Luxembourg, 28 f. : Norvège, 3,50 kr. : Pays-Bas, 1,75 fl. : Portugal, 85 esc. : Suède, 300 F CFA : Suisse, 7,75 fr. : Thaïlande, 150 baht. : Yougoslavie, 110 ud.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bourne-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé à Paris
S. r. de l'Industrie
PARIS-12

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 683 F 859 F 1080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

661 F 1245 F 1519 F 2368 F

ÉTRANGER

(par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

381 F 683 F 979 F 1240 F

IL - SUISSE, TUNISIE

454 F 859 F 1197 F 1530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

rediger tous les sous-projets en

capitales d'imprimerie.

Le Monde classés et documents

SEPTEMBRE 1984

LES JEUNES DANS LA SOCIÉTÉ

Dans ce numéro

un second dossier

LA

DÉSERTIFICATION

CHEZ VOTRE MARCHAND

DE JOURNAUX 5,50 F

Le Monde

EUROPE

« Le slogan
est de

Le Monde

Le Monde

Le Monde

DIPLOMA

LES LECON

L'union

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

مكتبة الأصل

EUROPE

Pologne

« Le slogan de l'école gratuite est démobilisateur »

Versov (AFP). — Le rédacteur en chef d'un des plus grands hebdomadaires polonais, *Tygodnik* (ici et maintenant), a joué cette semaine aux poubelles de l'histoire un des principes sacrés du socialisme, « la gratuité de l'école », qu'il a qualifié de « slogan démobilisateur, démagogique et nuisible ».

Analysant les moyens de remédier à la « situation catastrophique » des écoles polonaises, « vétustes et pas assez nombreuses », M. Kazimierz Kozniowski, membre d'une commission spécialisée du PRON (Mouvement rassemblant les partis et les organisations proches du pouvoir), a trouvé la solution : faire payer les parents. « C'est-à-dire, explique-t-il, peuvent presque toujours payer, ils peuvent souvent donner du temps et de la main-d'œuvre, et même parfois fournir des matériaux de construction. Il faut l'exiger d'eux ».

Bien sûr, reconnaît l'éditorialiste, « lors de sa création, il y a quarante ans, le *Tygodnik* avait fait deux promesses : l'école pour tous et gratuite. Aujourd'hui, le slogan de l'école gratuite est en fait démobilisateur, démagogique et nuisible ». M. Kozniowski en veut pour preuve « la nature de l'homme qui est de ne pas respecter ce qui

est gratuit ». L'article 72 de la Constitution polonaise indique pourtant : « Le droit à l'instruction est assuré dans une mesure toujours plus large par l'enseignement gratuit ».

L'éditorialiste, qui affirme s'inspirer des travaux du PRON, ne laisse aucun choix aux parents d'élèves, car dit-il, « dans cette affaire, il s'agit pour eux de comprendre qu'il n'y aura plus jamais d'école gratuite en Pologne ». Il avance quelques chiffres : sur les trente-cinq mille établissements scolaires recensés dans le pays, « la moitié, datant d'avant-guerre, sont vétustes, mille quatre cent sont à détruire et le seront », et dans certaines écoles, comme à Ursynow, une ville nouvelle de la banlieue de Varsovie, l'enseignement est, faute de place, dispensé par roulement. Trois groupes d'élèves se succèdent dans la même classe en une seule journée, de 8 h à 19 h.

Pour remédier à cette « situation catastrophique », il faudrait construire, estime le journaliste, « mille écoles par an, alors que le plan en prévoit deux cents », d'où cet appel aux parents, qui, si l'on en croit M. Kozniowski, doivent se préparer à payer la construction de nouvelles écoles, ou s'attendre à des difficultés accrues pour assurer la scolarisation de leurs enfants.

La condamnation de M^{me} Bonner prive M. Sakharov de tout contact avec le monde extérieur

URSS

Ba. condamnant, le 17 août dernier, M^{me} Elena Bonner à cinq ans d'exil intérieur, les autorités soviétiques ont parachevé le processus d'isolement de M. Andreï Sakharov. En assignant à résidence en janvier 1980 à Gorki, dans une ville distante de 400 km de Moscou, mais surtout interdite aux étrangers, le Kremlin avait voulu couper l'académicien et Prix Nobel de la paix de ses contacts avec le monde extérieur et surtout avec ses interlocuteurs occidentaux, journalistes et diplomates en poste dans la capitale soviétique. Il avait voulu également l'empêcher de jouer son rôle de pôle d'attraction du mouvement pour les droits de l'homme en URSS.

Car M. Sakharov n'agissait pas les autorités soviétiques par ses déclarations critiques envers le pouvoir ou par ses contacts avec les Occidentaux ; il les gênait aussi surtout parce qu'il recensait les violations des droits en URSS, s'informait constamment sur le sort des victimes et les aidait ainsi que leurs familles. Profitant de sa notoriété et des privilèges liés à son statut de membre de l'Académie des sciences, il était le centre, le point fixe du mouvement soviétique pour les droits de l'homme.

Son exil à Gorki, s'inscrivant dans une aggravation de la répression, devait porter un coup fatal au mouvement. Mais il n'avait pas mis totalement fin à l'activité de M. Sakharov. Aidé par son épouse, qui avait toujours été une militante très active au sein du Comité de surveillance pour l'application des accords d'Helsinki, il a continué pendant quatre ans, depuis Gorki, à protester contre les condamnations et les emprisonnements arbitraires et à alerter l'Occident sur la situation faite aux dissidents.

Un « complot »

Malgré une santé fragile, M^{me} Bonner, qui est âgée de soixante et un ans, faisait régulièrement la navette entre Moscou et Gorki. Elle organisait des conférences de presse pour les correspondants occidentaux dans l'appartement qu'elle avait conservé dans la capitale, puis, après que l'accès en eût été interdit par la police, sur un banc dans un square. Constantement surveillée et suivie par des policiers, M^{me} Bonner sentait bien que le fil se resserrait autour d'elle.

C'est le 12 avril qu'elle avait eu son dernier contact avec un Occidental, un secrétaire de l'ambassade des Etats-Unis à Moscou. Elle lui avait laissé deux lettres : l'une adressée à M. Constantin Tchernenko, dans laquelle l'académicien demandait un visa de sortie pour sa femme, afin qu'elle puisse se faire soigner à l'étranger ; dans l'autre, M. Sakharov informait l'ambassadeur des Etats-

Unis qu'il avait l'intention de commencer, le 2 mai, une grève de la faim illimitée pour appuyer sa demande. Le 12 avril, M^{me} Bonner partait pour Gorki ; elle ne devait plus revenir à Moscou. Les autorités ont pris prétexte de cette rencontre avec le diplomate américain pour l'accuser de « complot ». Pour rendre le dispositif d'isolement aussi étanche que possible, elles interdisent — au besoin en les emprisonnant — aux amis soviétiques des Sakharov de leur rendre visite sur leur lieu d'exil.

Le film tourné par le KGB à Gorki, de toute évidence à l'insu des intéressés (1), n'est guère rassurant quant au sort des Sakharov. L'académicien surtout est montré dans un jardin, assis sur un banc, amaigri et l'air las, dans un pyjama qui doit être une tenue d'hôpital. Son accompagnateur tend complaisamment en

direction de la caméra un numéro de *Paris-Match* datant du 13 juillet.

Désormais, le KGB et ses annexes risquent donc d'être les seules sources « d'information » sur M. Sakharov et M^{me} Bonner. On nous expliquera sans doute qu'ils sont tous deux en parfaite santé, que c'est pour leur bien — pour des « raisons humanitaires », comme l'a dit le président du soviet des nationalités de l'URSS — qu'ils ont été exilés à Gorki. Après tout, M^{me} Bonner aurait pu être envoyée en rééducation dans une autre ville, loin de son mari. Au contraire, on leur a permis d'être prisonniers ensemble. L'« humanisme » soviétique n'a décidément pas de limites.

D. V.

(1) Des extraits ont été montrés, mardi 28 août, par Antenne 2.

RFA

L'AFFAIRE DES FAUX CARNETS DE HITLER

Le faussaire prétend n'avoir pas agi pour de l'argent

Hambourg (AFP). — Le procès des faux carnets de Hitler, ajourné la semaine dernière, a repris le mardi 28 août, après que les juges eurent rejeté le recours introduit par la défense qui accusait le tribunal de « parti pris ».

Konrad Kujau, le faussaire, a renouvelé mardi les aveux qu'il avait déjà faits lors de son arrestation en mai 1983. Très à l'aise et, apparemment, fier de son exploit, Konrad Kujau a expliqué au tribunal qu'il n'avait pas agi pour s'enrichir, mais pour se procurer un uniforme de l'ancien maréchal du Reich, Hermann Göring, que le journaliste du magazine *Stern*, Gerd Heidemann, le principal accusé, proposait de lui

échanger contre les faux carnets intimes du Führer. Konrad Kujau est, en effet, collectionneur et revendeur de souvenirs de la période nazie.

Kujau est accusé d'avoir fourni les faux journaux à l'hebdomadaire de Hambourg et d'avoir touché au moins 1,5 million de marks (4,5 millions de francs). Le journaliste Heidemann est accusé d'avoir demandé pour lui au moins 1,7 million de marks sur les 9,5 millions dépensés entre 1981 et 1983 par le groupe Gruner Jahr, éditeur du *Stern* pour cette affaire. L'un des centres d'intérêt de ce procès, qui doit durer plusieurs mois, est de savoir où est passé le reste de l'argent.

DIPLOMATIE

LES LEÇONS DE L'ÉCHEC, IL Y A TRENTE ANS, DE LA CED

L'union militaire ne peut pas précéder l'union politique

par ALFRED GROSSER

Le 30 août 1954, l'Assemblée nationale repoussait le projet de traité créant une Communauté européenne de défense (CED). Trente ans plus tard, on repart de défense européenne. Mais les obstacles insurmontables d'hier ont-ils pour autant disparu ?

Elle est meurtrière, la question préalable ! L'Assemblée nationale ne refuse pas seulement l'autorisation de ratifier le long traité, signé le 27 mai 1952 et instituant une Communauté européenne de défense. Elle décide qu'il n'y a même pas lieu d'en débiter. 319 députés répondent oui à la question préalable, 264 disent non. La majorité est nette. Comme plusieurs parlementaires notoirement défavorables au traité ont voté avec les « cédistes » pour que le débat ne soit pas étouffé, elle est encore plus forte que ne l'indiquent les chiffres.

Le résultat surprend. On savait que les 99 communistes et progressistes voteraient contre le traité. Que 67 républicains sociaux (gaullistes) aient dit non à la CED n'étonne pas davantage. Mais on ne croyait pas que le MRP serait le seul à apporter un soutien massif à l'armée européenne. Les radicaux se partageaient presque exactement par moitié.

Dans la droite modérée, Antoine Pinay, président du conseil lors de la signature, est soutenu par 80 députés, alors que 44 « anticédistes » se manifestent dans son secteur politique. Et, surtout, 50 socialistes seulement sur 105 ont respecté la discipline du parti, dont la plus haute instance, le congrès, s'est clairement prononcée pour le traité. C'est là le fait le plus important, et non que Pierre Mendès France et les 22 membres de son gouvernement (profondément divisé sur la CED comme l'avaient été les cabinets précédents) n'aient pas pris part au vote (1).

En effet, la SFO avait été unie dans son soutien à la Communauté du charbon et de l'acier. Pourquoi ce changement chez plus de la moitié des parlementaires ? Une cause secondaire : la querelle scolaire. Les élections de 1951 s'étaient faites sur l'« aide publique à l'enseignement privé ». Le coin bien arrosé par les gaullistes à la jonction de la coalition « européenne » des socialistes et des démocrates-chrétiens a fortement contribué à la faire éclater. Une cause principale : malgré les apparences, CED et CEE n'étaient pas de même nature, de même inspiration.

Le 9 mai 1950, le lancement du plan Schuman constituait un acte créateur. Enfin, la France proposait, au lieu de subir en rechignant la

réaction d'opinion fut si favorable que les adversaires de la Communauté charbon-acier durent faire campagne sur le thème : « La CED est bonne, nous critiquons seulement les modalités ». Mais l'euphorie européenne ne dura que six semaines, jusqu'au déclenchement de la guerre de Corée.

Les Etats-Unis, soutenus par la majorité des pays d'Europe occidentale, se mirent à réclamer un réarmement allemand. Alors Jean Monnet eut une idée, sans doute la seule vraiment mauvaise venue à son esprit fertile, que le chef du gouvernement, René Pleven, commença à mettre en œuvre : pourquoi ne pas recouvrir le très impopulaire réarmement allemand du manteau fort populaire de l'idée européenne ? Raymond Aron traduisait cette politique par la formule que, puisqu'on ne voulait pas des Allemands comme alliés, on proposait de les prendre comme frères.

Il fallait convaincre les Américains réticents. Il fallait prouver aux Allemands qu'on voulait effectivement une communauté égalitaire, c'est-à-dire non discriminatoire à leur égard — tout en rassurant les Français. Il en résulta un texte à la fois affreusement complexe avec ses cent trente-deux articles et terriblement clair dans ses dispositions essentielles.

L'armée européenne serait directement soumise au commandement atlantique. La CED aurait un « caractère supranational » et comporterait « des institutions communes, des forces armées communes et un budget commun ». La Commission nommerait les officiers supérieurs de toutes les armées (mais les pays à dépendances coloniales disposeraient de forces indépendantes pour leurs engagements outre-mer). Même les écoles militaires seraient intégrées.

De 1952 à 1954, la querelle de la CED s'était transformée en un affrontement passionné dont le débat scolaire de 1954 ne donne qu'une très faible idée. Les motivations étaient fort diverses. Chez les cédistes, il y avait les hommes convaincus de la nécessité de l'Europe supranationale et des vertus de la coopération égalitaire franco-allemande, mais aussi des anti-allemands confirmés, qui estimaient qu'il fallait faire effectuer l'indispensable réarmement par une Allemagne isolée.

« Les Français souhaitent une armée allemande beaucoup plus faible que l'armée française et beaucoup plus forte que l'armée russe », la formule hystérique d'un journal allemand s'appliquait aussi à nombre

d'adversaires du traité, convaincus que le réarmement allemand était inévitable, mais qu'il ne devait pas défaire la France et l'armée française. Et parmi les « non » figuraient, notamment chez les socialistes, des Européens convaincus qu, comme tant de jeunes Allemands, craignaient que le réarmement ne mît en danger la jeune démocratie allemande.

Le 30 août 1954, et le lendemain de l'échec, on discutait surtout pour savoir si Pierre Mendès France aurait pu sauver le traité (la réponse était et demeure négative) et s'il fallait ou non se réarmer ; la réponse était sans doute que le CED ne lui inspirait aucune passion et qu'il le considérait comme de Gaulle plus tard l'Algérie, à savoir un redoutable obstacle empêchant de s'attaquer à des problèmes plus essentiels, parce qu'il divisait les partisans de l'homme prestigieux.

On discutait aussi de l'après-CED, et, en quelques mois, il se trouve une majorité pour une idée qui portait bien la marque de notre génie créateur : après avoir inventé la CED comme solution de remplacement à l'entrée de la République fédérale d'Allemagne dans l'alliance atlantique, la France inventa comme solution de remplacement à la CED l'entrée de la République fédérale d'Allemagne dans l'alliance atlantique.

La principale leçon à tirer de l'échec était cependant d'un autre ordre : on ne crée pas une union politique en commençant par une union militaire. Au contraire : l'absence d'unité politique exclut l'union militaire. Or l'Europe politiquement intégrée était déjà morte depuis l'année précédente, lorsque Georges Bidault, parlant au nom de ses collègues ministres des affaires étrangères des six pays membres de la CEE et signataires de la CED (2), rejeta pour l'enterrer le projet de la commission spéciale de l'Assemblée parlementaire de ces mêmes six. Dans les années 80, la tentation existe de forcer la voie de l'union politique par une autre forme d'union de défense. L'impossibilité centrale est pourtant demeurée la même.

(1) Il ne faut pas oublier que, comme dans d'autres régimes parlementaires, les ministres de la IV^e République résistèrent d'abord et résistèrent part aux votes. C'est parce qu'ils avaient voté contre le gouvernement dont ils faisaient partie que les ministres communistes ont été révoqués le 5 mai 1947.

(2) France, RFA, Italie, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg — et non la Grande-Bretagne, ce qui a constitué un élément du regret de la CED.

Au forum du Pacifique Sud

PROJET DE ZONE DÉNUCLÉAIRISÉE ET AVENIR DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Les participants au Forum du Pacifique sud, qui s'est tenu le lundi 27 et le mardi 28 août à Funafuti (Îles Tuvalu), ont décidé d'agir pour faire de leur région une zone dénucléarisée tout en laissant chacun d'entre eux libre de décider s'il accepte ou non la présence dans ses eaux de navires américains à propulsion nucléaire.

Le Forum du Pacifique sud, créé en 1971, réunit tous les ans les chefs de gouvernement des pays indépendants de la région.

Les quatorze pays représentés au Forum sont l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Fidji, le Vanuatu, les Îles Cook, Kiribati, Nauru, Nive, Tonga, les Îles Salomon, Tuvalu, Samoa-Occidentales et les Etats fédérés de Micronésie.

On ne s'attend pas que les intentions exprimées par les membres du Forum affectent l'attitude de la France qui, en dépit de protestations successives, entend poursuivre ses essais nucléaires dans l'atoll de Mururoa. Les participants ont néanmoins chargé un groupe d'experts de préparer un projet de traité de zone dénucléarisée et de le présenter à la prochaine réunion du Forum en 1985.

Rendant compte des travaux du Forum, le premier ministre australien, M. Bob Hawke, a indiqué que les pays membres avaient, d'autre part, lancé un appel au gouvernement français pour qu'il accède le processus d'accession à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie — où des élections territoriales doivent avoir lieu à l'automne prochain et un référendum en 1989. Ils ont cependant déploré le glissement vers la violence de certains courants du Front indépendantiste canaque.

Le Forum n'a pas suivi la ligne dure du Père Walter Lini, premier ministre du Vanuatu, qui préconisait de soumettre la question de l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie au comité de décolonisation des Nations unies. Il a, en revanche, accepté que les pays participants « puissent, individuellement, porter leurs préoccupations sur la situation en Nouvelle-Calédonie à l'attention des Nations unies ».

Le Père Lini, dans une conférence de presse à Funafuti, a reproché aux pays participant au Forum de ne pas avoir soutenu son initiative et a affirmé que la violence en Nouvelle-Calédonie était « inévitable ». Il a affirmé qu'elle empirerait dans les prochaines semaines à mesure que se rapprocherait l'échéance des élections territoriales. Il a annoncé que le Vanuatu portera cette question devant les Nations unies. — (Reuters, AP, AFP, UPI.)

CELIBATAIRES
AIMERIEZ-VOUS
CHANGER
VOS RENCONTRES ?



Désormais, rencontrez - grâce à une étude psychologique préalable - des personnes dont le caractère, l'affectivité et même la sexualité sont compatibles avec les vôtres. C'est la chance fantastique que vous offre ION. Le monde change, changez aussi votre façon de découvrir celle que vous cherchez pour la vie.

Ion International

Institut de Psychologie fondé en 1950
PARIS - BRUXELLES - GENEVE

GRATUIT

Veuillez m'envoyer sans engagement, sous pli neutre et cacheté, le livret d'information en couleurs "Pour un couple nouveau".

M. Mme Mlle.....

Prénom..... Age.....

Adresse.....

101 FRANCE (M 30) 34, rue Saint-Lazare, 75008 PARIS - Tél. 32.26.35 +

104 BELGIQUE (M 30) 31, avenue Demessene, 1140 TROIS-ROUSSES - Tél. 21.25.25

105 BELGIQUE (M 30) 10, rue de la Chapelle, 1050 BRUXELLES - Tél. 51.74.20

106 SUISSE (M 30) 10, rue de la Chapelle, 1201 GENEVE 11 - Tél. 022 21.25.21

EUROPE

RDA

SELON UN QUOTIDIEN OUEST-ALLEMAND La visite de M. Honecker en RFA pourrait être différée

La visite que doit faire en République fédérale le chef de l'Etat et du parti est-allemand, M. Erich Honecker, prévue pour le 10 septembre, n'a toujours pas été confirmée par Berlin-Est, où l'on s'en tient pour l'instant aux informations publiées le samedi 25 août par *Neues Deutschland*, le quotidien du parti, selon lesquelles « ni la date ni le contenu de la visite n'ont été réglés ».

Dans son édition de mercredi 29 août, le quotidien ouest-allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* estime que M. Honecker pourrait repousser sa visite à la fin de l'année. Le correspondant de Berlin-Ouest de ce journal relève un certain nombre d'indices « allant dans ce sens. Il note que M. Honecker doit séjourner assez longtemps en Éthiopie dans la première quinzaine de septembre. Il n'aura pas d'occasion de s'entretenir avec M. Tchernenko entre ce voyage et le 26 septembre, date initialement prévue pour sa venue en République fédérale. Selon le journaliste, une rencontre entre les deux hommes était « probablement » prévue pendant les vacances

de M. Tchernenko, mais elle n'a pas eu lieu (1).

La RDA doit en outre, fêter le 7 octobre le trente-cinquième anniversaire de sa création, en présence de délégations des partis communistes de tous les « pays frères ». On s'attendait, à Berlin-Est, que le chef de l'Etat conduise la délégation soviétique, mais « il paraît désormais certain que M. Tchernenko ne viendra pas », écrit le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. D'autre part, M. Jivkov, le chef de l'Etat et du parti bulgares, et M. Ceausescu, le président roumain, sont attendus à Bonn en octobre. M. Honecker pourrait souhaiter disposer des résultats de ces rencontres avant de s'y rendre lui-même. Enfin, les élections présidentielles américaines de novembre étant passées, l'Union soviétique pourrait être plus intéressée que maintenant à une reprise du dialogue Est-Ouest.

(1) Contrairement à la tradition établie sous Brejnev, M. Tchernenko n'a reçu aucun dirigeant des « pays frères » pendant ses vacances. (N.D.L.R.)

Grande-Bretagne

Sept des dix plus grands ports sont paralysés par la grève des dockers

De notre correspondant

Londres. — Après les consultations de la base organisée le mardi 28 août par les sections locales du Syndicat des dockers, de nouveaux ports britanniques sont touchés par la grève. Le mouvement a été déclenché la semaine dernière par le Syndicat des transports (TGWU) à la fois pour la défense des conventions collectives et par solidarité avec les mineurs. Cependant l'impact du mot d'ordre du TGWU reste confus et ni le syndicat ni le gouvernement ne peuvent prétendre avoir remporté une victoire décisive.

Selon le patronat, dans un peu plus de la moitié des ports l'activité est normale, et la plupart des entreprises britanniques pourront faire face sans trop de problèmes aux conséquences de la grève si elle reste à son niveau actuel. La majorité des car-ferris fonctionnent normalement, les importations et les exportations des marchandises par camion ne sont guère affectées.

Néanmoins le mot d'ordre du syndicat a été approuvé par les dockers de plusieurs grands ports couverts par la convention collective sur l'emploi dans les docks. Southampton, Cardiff, Newport, Port-Talbot, Swansea ont ainsi suivi l'exemple de Liverpool, Hull et d'une douzaine de ports écossais en grève depuis plusieurs jours. Par ailleurs les employés des ports d'Immingham et

de Grimsby (Ecosse), qui avaient pourtant voté contre la grève deux jours auparavant ont cessé le travail mardi après avoir été convaincus du bien-fondé du mouvement par les représentants locaux du TGWU. Mardi, sur les dix ports les plus importants de Grande-Bretagne (en termes de tonnage), sept étaient paralysés.

En revanche, près des tiers des grévistes du port de Tilbury (Londres), pourtant réputé pour son militantisme, ont voté en faveur de la reprise du travail à l'occasion d'un meeting « sauvage » organisé par un dockeur hostile au conflit. Enfin, une vingtaine de ports de moindre importance se sont prononcés pour la poursuite du travail.

Dans plusieurs cas, les débats à la base, suivis ou non d'un vote, ont été marqués par de vigoureux échanges entre les délégués du TGWU et les dockers favorables à la poursuite du travail. Face à cette contestation, le TGWU a l'intention de faire respecter la discipline syndicale en formant des piquets de grève dans les ports « sûrs ». De l'efficacité de ces piquets dépendra largement la réussite de la grève. L'exemple des docks d'Immingham et de Grimsby a prouvé que cette tactique pouvait avoir de surprenants résultats, mais, en raison des divisions apparues mardi, le syndicat pourrait rencontrer des problèmes d'effectifs lorsqu'il faudra former ces piquets.

De ce point de vue, certains employeurs estiment que le ministre des transports, M. Nicholas Ridley, a fait le jeu du TGWU en lançant mardi une violente attaque contre le syndicat. Le ministre a dénoncé la « bêtise cynique » de ses dirigeants et les a accusés de vouloir renverser le gouvernement « à la manière communiste ». Les employeurs craignent que de telles diatribes n'incitent les dockers à servir les rangs autour de leurs représentants, plutôt qu'à les désavouer.

(Interim.)

INTERNATIONAL GERMANYOLOGICAL INSTITUTE
Certificat accepté et reconnu dans le monde entier

ANTWERP NEW YORK

COURS INTERNET D'UNE SEMAINE DE CHAQUE ET FERMES DE COULEUR

Pour toutes informations :
Schubertstrasse 177 - 2018 Antwerpen
Tél. : 03/222.07.88 - Belgique

Au nom de Dieu

Lorsque les responsables tombent en martyrs, le peuple choisit d'autres personnes à leur place.

Imam Khameini.

L'ambassade de la République islamique d'Iran à Paris annonce une cérémonie à la mémoire des chers martyrs : M. Rajavi, ancien président de la République et Résistant, et M. Khatami, ancien premier ministre, tous deux assassinés par les terroristes du Front populaire libanais.

Cette cérémonie commémorative aura lieu le vendredi 31 août 1984, de 19 h à 22 h, à la salle Saint-Germain-des-Près, 4, place Saint-Germain-des-Près, 75006 Paris.

APPRENEZ L'ARABE PAR LA RADIO

La radiodiffusion de la République arabe d'Égypte diffusera des leçons de langue arabe à partir du 24 février 1985 dans son programme français à destination de l'Europe centrale.

Si vous vous intéressez à la langue arabe, vous pouvez obtenir — sans engagement de votre part — la série des livres « L'arabe par la radio », livres qui vous aideront à bien suivre les leçons diffusées à la radio, et cela en vous adressant à :

L'Arabe par la radio
B.P. 325 - Le Caire
RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTÉ

N.B. prière de nous écrire au plus tard fin novembre 1984 et d'indiquer par où vous voulez que nous envoyions les livres.

PROCHE-ORIENT

Egypte

Mort du général Néguib premier président de la République

Le général Néguib, premier président de la République égyptienne, est mort mardi soir 28 août au Caire, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, des suites d'une longue maladie. Le président Mous-

siak a déclaré que la dépouille du général Néguib recevra les honneurs militaires au cours des obsèques qui devraient avoir lieu ce mercredi en fin de matinée.

Le « porte-drapeau » des « officiers libres » en 1952

Longtemps considéré comme le véritable chef et inspirateur du coup d'Etat militaire qui, le 23 juillet 1952, mit fin au règne du roi Farouk en Égypte, le général Mohamed Néguib n'avait en fait été que le « porte-drapeau » des « officiers libres » dirigés par le colonel Nasser, afin de donner à leur entreprise un cachet de respectabilité et lui assurer les meilleures chances de succès. Bien qu'inconnu du grand public, le « vieux lévi » (général) — il avait au moment du coup d'Etat cinquante-trois ans, tandis que la moyenne d'âge des jeunes conjurés était de trente-cinq ans — réunissait toutes les qualités requises pour remplir à merveille ce rôle. Militaire de carrière, il était extrêmement populaire au sein de l'armée, dont il connaissait tous les rouages, ayant servi en Égypte et dans de nombreux autres pays du monde. Du grade de lieutenant en 1924 à celui de général, commandant en chef de l'armée en 1951, il s'était particulièrement distingué par son courage en Palestine, où il avait commandé en second le corps expéditionnaire égyptien. C'est d'ailleurs sur les champs de bataille palestiniens qu'il s'était fait connaître des officiers avec les jeunes officiers, avec lesquels il partageait la conviction que la « véritable bataille » devait s'engager en Égypte même contre les forces corrompues de la monarchie. Enfin, de par ses origines — il était né au Soudan de père égyptien et de mère soudanaise, — il symbolisait la vieille aspiration égyptienne à l'unité de la vallée du Nil.

Au cours des premiers mois qui suivirent le coup d'Etat de juillet 1952, les relations entre le vieux lévi et ses cadets furent exemplaires. Désigné par ses jeunes compagnons au poste de commandant en chef de l'armée, le général Néguib eut le privilège d'apposer sa signature sur tous les premiers décrets officiels de la junte. Mais à la radio, au début de la junte, le général Néguib fut le premier à déclarer qu'il ne devait s'engager que dans la mesure où il ne s'agissait pas de la vie politique. Le lendemain, un communiqué du Conseil de la révolution se développait en ces termes : « Le 23 juillet 1952, le colonel Néguib, qui s'apprêtait à démissionner, a été nommé par le Conseil de la révolution et le peuple à la présidence de la République, de chef de gouvernement et de président du Conseil de la révolution. »

Une épreuve de force inévitable

Chassé officiellement du pouvoir le 25, Mohamed Néguib était resté deux jours plus tard grâce à l'action d'une coalition hétéroclite groupant les Frères musulmans, les wahabites et les éléments de gauche au sein de l'Université, des organisations populaires et même de l'armée. Surpris par l'ampleur de l'appui dont jouissait le vieux lévi dans le pays, le colonel Nasser et la majorité du Conseil de la révolution s'inclinèrent. Les retrouvailles exubérantes et publiques entre Néguib et Nasser devaient cependant ne durer longtemps. L'épreuve de force inévitable n'avait été qu'un jeu, et une lutte sérieuse mais inégale s'engageait en mars entre les deux dirigeants égyptiens. Tandis que le général Néguib, devenu le porte-parole des partisans de la libéralisation et du retour à la vie parlementaire, se perdait dans les dédales de la politique, se compromettant de plus en plus avec les représentants de l'ancien régime, Nasser consolidait rapidement son emprise sur les véritables instruments du pouvoir en Égypte. L'armée fut épurée des éléments favorables au chef de l'Etat. Le meilleur soutien de ce dernier, le commandant Khaled Mohamed, commandant du corps de la cavalerie motorisée, dont l'action avait été décisive au cours des journées critiques de fin février, était écarté en mission spéciale en Europe. La répression s'abattait également sur les opposants de tous les bords accusés d'avoir voulu exploiter la crise constitutionnelle. Enfin, le colonel Nasser, qui contrôlait déjà le Rassemblement populaire, embryon d'un parti de masse, plaçait ses hommes à la tête des organisations professionnelles et syndicales.

Ces mesures s'accompagnaient d'habiles décisions tendant à désarmer le mouvement de dissidence du Fath et renforçant plus de cent d'années s'est effondrée à la suite du raid de mardi. La prison était installée dans un bâtiment de trois étages. Les travaux de déblaiement des débris se poursuivaient dans la soirée pour tenter de dégager les victimes. Un premier bilan rapporté par les correspondants au poste à Chaux, dans la Bekaa, faisait état de quatre morts et quinze blessés, dont un mort et quatre blessés civils libanais. On apprenait par la suite

LE DÉTOURNEMENT DE L'ARBUS IRANEN

Téhéran

accuse Bagdad de « piraterie »

L'Airbus iranien qui effectuait la liaison intérieure Chiraz-Téhéran avec deux cent six personnes à bord (et non Dubaï-Téhéran comme il avait été indiqué précédemment) s'est posé mardi 28 août sur un aéroport militaire irakien où les passagers ont été libérés avant d'être emmenés à Bagdad. L'agence iranienne d'information INA — qui a fait état du détournement avec plusieurs heures de retard — n'a pas précisé la localisation de l'aéroport (selon la tour de contrôle de Koweït, il s'agirait de l'aéroport militaire de Habbaniyah, à environ 70 kilomètres de Bagdad).

Les pirates de l'air, un homme et une femme de nationalité iranienne, âgés tous deux d'une vingtaine d'années, ont été libérés à Bagdad. Ils ont affirmé qu'ils étaient membres d'un mouvement politique et que leur seul but était de se réfugier en Irak.

L'avion, selon Radio-Téhéran, a été détourné peu après son décollage de Chiraz et les pirates ont obligé le pilote à faire route sur Koweït, lorsque l'appareil est entré dans l'espace aérien koweïtien, a affirmé la radio, il a été détourné sur l'Irak par deux avions de chasse irakiens. Radio-Téhéran a accusé Bagdad d'acte de piraterie et d'avoir agi « selon un plan prémédité ».

La tour de contrôle de Koweït a indiqué que deux avions de chasse irakiens avaient effectivement intercepté l'appareil et l'avaient obligé à se poser sur la base militaire de Habbaniyah, mais seulement après que celui-ci eut pénétré dans l'espace aérien irakien.

L'Irak a rendu le régime iranien « responsable de la vie des passagers et des membres de l'équipage » et exige le « retour de l'appareil et des passagers en bon état ». Un porte-parole officiel iranien a appelé l'ONU et l'Association internationale du transport aérien (IATA) à « assumer leurs responsabilités face à cet acte de piraterie commis par un gouvernement ».

L'agence d'information officielle iranienne a affirmé, de son côté, que les passagers étaient bien traités et qu'ils avaient le choix entre rester en Irak, repasser l'Irak ou se rendre dans un autre pays. Elle précise que les passagers arrivés à Bagdad avaient été accueillis par des représentants du gouvernement et qu'une visite des lieux sous surveillance (châli), serait organisée à leur intention mercredi. — (AFP.)

Liban

Le dernier raid israélien semble avoir été particulièrement meurtrier

L'invasion israélienne à l'attaque, mardi 28 août, pour la seconde fois en deux semaines, une base palestinienne en territoire libanais sous contrôle syrien, près de Majdal-Anjar, dans la même région où il y a deux semaines un raid aérien avait visé une base du Fath dissident, au nord de la vallée de la Bekaa. Selon Jérusalem, l'objectif du raid de mardi était une base de « commandement et d'entraînement » de commandos palestiniens de l'organisation dissidente du Fath du colonel Abou Moussa.

Le bombardement a eu lieu en début d'après-midi. Les avions sont restés inconnus à leurs bases après avoir attaqué un bâtiment de deux étages. De source proche du ministère israélien de la Défense, on affirmait, mardi, que ce nouveau bombardement était une opération « ne sortant pas de l'ordinaire ». L'objectif était de placer les forces palestiniennes sur la défensive. Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a tenu, de son côté, à réaffirmer que son gouvernement « ne restait pas les bras croisés face aux tentatives des terroristes de se réorganiser au Liban ».

De sources politiques à Beyrouth, on annonce qu'une prison relevant du mouvement de dissidence du Fath et renforçant plus de cent d'années s'est effondrée à la suite du raid de mardi. La prison était installée dans un bâtiment de trois étages. Les travaux de déblaiement des débris se poursuivaient dans la soirée pour tenter de dégager les victimes. Un premier bilan rapporté par les correspondants au poste à Chaux, dans la Bekaa, faisait état de quatre morts et quinze blessés, dont un mort et quatre blessés civils libanais. On apprenait par la suite

qu'une vingtaine de cadavres avaient été retirés des débris de la prison. Selon la radio palestinienne, parmi les victimes figuraient Abou Hani, responsable de la sécurité au sein du Fath avant la dissidence.

A Beyrouth, le chef du mouvement politico-militaire chiite Amal, Nabih Berri, a appelé mardi à une « grève générale pacifique » vendredi dans tout le Liban, pour le sixième anniversaire de la disparition, le 31 août 1978, à l'issue d'un voyage en Libye, de l'imam Moussa Sadr, chef spirituel de la communauté chiite. M. Berri, qui est également ministre des Affaires du Liban du Sud et de la reconstruction, a insisté sur l'aspect pacifique que doit revêtir cette grève. Il a appelé à l'organisation de meetings dans les différentes régions. Au Liban du Sud, des marches populaires et la diffusion, à partir de minarets, d'enregistrements de l'imam disparu marqueront le refus de l'occupation et de la collaboration avec les forces israéliennes. — (AFP, Reuters.)

Un journaliste français interpellé à Beyrouth. — M. Laurent Maillard, directeur adjoint du bureau de l'AFP à Beyrouth, a été interrogé et retenu, le mardi 28 août, pendant plusieurs heures au tribunal militaire de l'armée libanaise. Il a été accusé d'avoir publié une nouvelle fautive portant atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat et provoquant des conflits confessionnels au Liban. M. Maillard a été libéré mardi soir. Cette interpellation fait suite à une dépêche diffusée dimanche par l'Agence France Presse sur les combats au centre de Beyrouth. — (AFP.)

LYCÉEN SUCCOMBE sept de ses cod

Un lycéen de 17 ans, originaire de la région de Paris, est mort mardi 28 août, à la suite d'un accident de voiture, dans la région de Paris. Le jeune homme, qui était en vacances, avait été renversé par un camion. Ses parents ont été informés de la mort de leur fils et ont été très touchés par cet événement. Les autorités locales ont organisé des funérailles pour le jeune homme.

Les sand

Un avion de ligne a été détourné mardi 28 août, à l'issue d'un voyage en Libye, de l'imam Moussa Sadr, chef spirituel de la communauté chiite. M. Berri, qui est également ministre des Affaires du Liban du Sud et de la reconstruction, a insisté sur l'aspect pacifique que doit revêtir cette grève. Il a appelé à l'organisation de meetings dans les différentes régions. Au Liban du Sud, des marches populaires et la diffusion, à partir de minarets, d'enregistrements de l'imam disparu marqueront le refus de l'occupation et de la collaboration avec les forces israéliennes. — (AFP, Reuters.)

Chili

Des manifestations ont eu lieu à Santiago, mardi 28 août, pour protester contre la situation politique au Chili. Les manifestants ont exigé la démission du gouvernement et ont appelé à la tenue d'élections libres.

SAINTO ET MANIFESTA

Des manifestations ont eu lieu à Santiago, mardi 28 août, pour protester contre la situation politique au Chili. Les manifestants ont exigé la démission du gouvernement et ont appelé à la tenue d'élections libres.

SAINTO ET MANIFESTA

Des manifestations ont eu lieu à Santiago, mardi 28 août, pour protester contre la situation politique au Chili. Les manifestants ont exigé la démission du gouvernement et ont appelé à la tenue d'élections libres.

SAINTO ET MANIFESTA

Des manifestations ont eu lieu à Santiago, mardi 28 août, pour protester contre la situation politique au Chili. Les manifestants ont exigé la démission du gouvernement et ont appelé à la tenue d'élections libres.

صكزا من الأهل

AFRIQUE

Maroc

**UN LYCÉEN SUCCOMBE A UNE GRÈVE DE LA FAIM
Dix-sept de ses codétenus sont dans le coma**

La tension risque de monter au Maroc après la mort d'un lycéen de dix-huit ans qui avait entamé une grève de la faim en même temps que trente-quatre autres détenus politiques. Moulay Douraidi avait été arrêté en janvier dernier pendant les « émeutes de la faim », jugé en mai et condamné à dix ans de prison. Les autres inculpés se sont vu infliger des peines allant de un à quinze ans. Ils s'étaient pourtant défendus d'appartenir à une organisation clandestine « marxiste-léniniste » portant le nom d'Illal Amam (En avant).

Selon des membres de leurs familles, ils avaient été soumis au préalable, quatre mois durant, à des tortures pour les obliger à avouer leurs « méfaits ».

Les sévices et les brimades auraient continué après leur condamnation. Trente-cinq détenus - des lycéens, dont certains sont mineurs, des étudiants, un avocat, un poète - ont entamé, le 4 juillet dernier, une grève de la faim pour obtenir le respect de droits généralement réservés aux prisonniers politiques : ceux d'obtenir la visite de parents, de bénéficier de soins médicaux, de poursuivre des études, d'avoir accès aux journaux et aux livres.

Malgré la détérioration de l'état de santé des grévistes de la faim, au fil des semaines, les autorités n'ont pas tenté de fournir le moindre secours médical. Moulay Douraidi en est mort, bien qu'il ait été transporté en hélicoptère dans un hôpital d'Essaouira, une petite ville sur la côte atlantique, ainsi que dix-

sept autres codétenus qui sont actuellement dans le coma.

D'autres prisonniers politiques incarcérés dans diverses prisons du pays ont entamé par solidarité, une grève de la faim qui aurait coûté la vie à l'un d'eux le 18 juillet dernier.

De multiples démarches, diplomatiques ou privées, ont été entreprises pour convaincre les autorités marocaines de normaliser les conditions carcérales. D'une part, le mardi 28 août, une délégation de médecins, composée du professeur Liot et des docteurs Leguay, Rivière, Lopez et Maillard, s'est rendue à l'ambassade du Maroc à Paris pour réclamer des « mesures médicales d'urgence ». Dans un communiqué, la délégation invite les membres du corps médical français à adresser sans tarder des télégrammes à l'ambassade du Maroc.

D'autre part, un groupe d'intellectuels français et arabes, dont Michel Broquet, Fatrice Chérifa, Simone Sigoret, Yves Montand, Cheikh Imam, ont adressé une lettre ouverte au premier ministre ainsi qu'aux ministres de la justice et de la santé du Maroc, leur demandant instamment d'accéder aux revendications des grévistes, afin que ceux-ci « puissent être traités et respectés conformément à l'usage démocratique et au droit international avant qu'il ne soit trop tard... ».

Les autorités marocaines n'ont toujours pas confirmé la mort de Moulay Douraidi, de crainte sans doute que la nouvelle ne relance l'agitation qu'avait connue le royaume au début de cette année.

République Sud-Africaine

Echec à l'apartheid

(Suite de la première page.)

La représentativité des « délégués » est donc moindre que celle de leurs nouveaux collègues élus de la Chambre des représentants, ce qui n'empêchera pas, selon le ministre des affaires intérieures, M. de Klerk, « d'aller de l'avant avec le nouveau Parlement tricolore », le gouvernement estimant que le taux de participation est suffisant pour être accepté comme un mandat.

D'avantage que lors des élections de la semaine dernière, le scrutin de mardi a été marqué par la violence. Des heurts se sont produits dans plusieurs villes, à proximité des bureaux de vote, entre la police et les groupes de boycotteurs, notamment à Actonville, Benoni, Soweto, Potchefstroom et Pretoria. « Ne soyez pas des « qui, patron », ou encore « le peuple rejette la New Deal (nouvelle Constitution) », tels étaient les slogans répétés sur les calicots, à l'adresse des rares personnes se rendant aux urnes.

Des manifestations pacifiques ont été dispersées par la police à coups de matraques et de gaz lacrimogènes. Il s'est ensuivi des courses-poursuites à travers les rues, les boycotteurs répliquant par des jets de pierre. Plusieurs véhicules des forces de l'ordre ont été endommagés. En certains endroits, les supporters des candidats en lice présentaient main forte aux policiers, à Lenasia notamment, la cité indienne aux portes de Johannesburg.

C'est dans cette township que les incidents les plus nombreux et souvent les plus violents se sont produits. Quatre journalistes, dont deux membres d'une équipe de télévision américaine, ont été blessés.

A Azadville, c'est à l'aide de chiens qu'un petit groupe de soixante-dix manifestants, brandissant des pancartes, a été dispersé. Au total, une centaine de personnes ont été blessées ainsi que quatre policiers. Le major Crawford, porte-parole de la police sud-africaine, a confirmé que de nombreuses arrestations avaient été effectuées, sans toutefois pouvoir en préciser le nombre.

En revanche, dans la province du Natal, où vivent les trois quarts de la communauté indienne, les incidents ont été rares. Le mouvement de boycottage a également affecté plusieurs établissements scolaires réservés aux Indiens. La mobilisation anti-élection de la communauté indienne a toujours été très nette. Les Congrès indiens du Transvaal et du Natal avaient, en effet, fait une campagne active en faveur du boycottage, et les meetings organisés par le front démocratique uni (UDF), opposé à la nouvelle Constitution, ont été particulièrement bien suivis dans les cités indiennes.

Candidates à la Chambre et opposants au scrutin se sont disputés l'héritage de Gandhi qui a passé vingt et un ans de sa vie en Afrique du Sud, les premiers affirmant que le Mahatma aurait participé aux élections pour mieux combattre le système de l'apartheid, les seconds prétendant qu'au contraire il aurait, à cette occasion, mis en pratique ses préceptes de la résistance passive.

La petite fille de Gandhi, M^{me} Ella Ramgobin, dont le mari a d'ailleurs été arrêté la semaine dernière, estime que la réponse va de soi. « Gandhi », a-t-elle expliqué, « a passé toute sa vie à lutter contre le système des castes. Comment aurait-il pu adhérer à la Constitution de l'apartheid ? »

Les descendants des coolies et de la main-d'œuvre importée par les Britanniques pour travailler dans les plantations de canne à sucre du Natal ont en tout cas une tradition de lutte bien établie contre le pouvoir.

Même si, aujourd'hui, ils sont mieux intégrés économiquement que les Noirs et ont un niveau de vie plus élevé, ils sont eux aussi victimes de la ségrégation. Ils n'ont par exemple pas le droit de séjourner plus de soixante-douze heures dans la province de l'Etat libre d'Orange et sont astreints vivre dans des zones déterminées. Très soudée, la diaspora indienne - même si ses membres reconnaissent qu'ils auraient plus à perdre dans un pays gouverné par les Noirs que dirigé par les Blancs - a fait bloc contre la maigre participation que leur offrait le « pouvoir pale ».

Plus que les méris, ils ont été particulièrement choqués par la vague d'arrestations opérée la semaine dernière et notamment par celle des dirigeants des Congrès indiens du Transvaal et du Natal. L'un des partis en lice, Solidarité, a même failli se retirer de la compétition.

Les détracteurs de la participation se sont également empressés de faire remarquer que l'un des candidats avait été condamné en Irlande pour le meurtre d'une jeune fille, et se sont montrés très surpris qu'aucune loi ne puisse empêcher de se présenter. Ils se sont par ailleurs étonnés de nombre de votes importants (25 000) des votes spéciaux, sorte de votes par correspondance, les autorités allant recueillir à domicile les bulletins de ceux qui, pour une raison ou une autre, ne peuvent se déplacer, ce qui laisse supposer que de nombreuses irrégularités ont été commises. Certaines ont été dénoncées : votes de personnes décédées, doubles votes, ou enfin votes de personnes connues pour leur opposition à ces élections. Des recours en justice ont été et vont être intentés.

Comme le font remarquer plusieurs dirigeants des organisations de boycottage, si le gouvernement avait procédé à un référendum pour approuver la Constitution, comme il en a été question à un moment donné, celle-ci aurait été massivement rejetée. Même avec un faible taux de participation, les nouveaux députés, qu'ils soient indiens ou méris, pourraient revendiquer une certaine légitimité. Mais leur suffrage-elle pour imposer leurs vues et parler au nom de leurs communautés ?

MICHEL BOLE-RICHARD

● Paris dénonce les arrestations « arbitraires ». - Le gouvernement français a dénoncé, mardi 28 août, les arrestations « arbitraires » opérées récemment en Afrique du Sud et a demandé la « libération immédiate » des personnes détenues pour avoir fait campagne contre la participation des méris et indiens aux élections législatives. Le gouvernement français, a ajouté le porte-parole, « demande la libération immédiate ». Il rappelle sa condamnation d'élections qui excluent du scrutin les citoyens noirs, les « ceux-ci » représentant les deux tiers de la population du pays. « La France », a rappelé le porte-parole du Quai d'Orsay, « a voté le 17 août la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies déclarant ces élections « nulles et non avenues ».

AMÉRIQUES

Nicaragua

**Les sandinistes ont abattu
un avion des « contras »**

Managua (Reuter, AFP). - Les batteries anti-aériennes de l'armée sandiniste ont abattu, le dimanche 26 août, un C-7 américain qui, selon les autorités de Managua, venait du Honduras et transportait du matériel et du ravitaillement pour les « contras » luttant dans le nord du pays.

Le ministère de la défense a d'abord affirmé que le pilote et le copilote avaient été capturés vivants. Le commandant de la junte sandiniste, M. Daniel Ortega, est revenu sur ces affirmations, en indiquant que les occupants de l'appareil avaient été tués.

Son frère, M. Humberto Ortega, ministre de la défense, a déclaré pour sa part que le pilote abattu était l'ancien pilote personnel du fils d'Anastasio Somoza, le dictateur chassé par les sandinistes en 1979.

D'autre part, dans un discours aux forces de sécurité publié mardi, le ministre de l'intérieur, M. Tomas Borge, s'en est pris vivement à l'opposition, qu'il accuse de vouloir retarder les élections prévues pour le 4 novembre, afin de « donner le temps à Reagan d'être réélu pour qu'il puisse (...) donner le coup de grâce à la révolution sandiniste ».

M. Borge a également traité de « politiciens sans scrupules », occupants de « crime contre la nation et de trahison » plusieurs personnalités de l'opposition, parmi lesquelles l'archevêque de Managua, Mgr Obando y Brava, les dirigeants de la Coordination démocratique (la principale force d'opposition) et ceux du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), la confédération patronale résiste indépendante du pouvoir.

Chili

**ATTENTATS ET MANIFESTATIONS
A SANTIAGO ET A VALPARAISO**

Santiago (AFP). - Des dizaines de personnes ont été arrêtées mardi 28 août lors des incidents à Santiago et à Valparaiso. Dans le centre de la capitale, trente personnes - des jeunes gens pour la plupart - qui lançaient des slogans contre le régime du général Pinochet, près du palais présidentiel de la Moneda, ont été appréhendées. Dans un autre secteur de Santiago, la police militaire a dispersé à coups de matraques et de canons à eau quelques centaines de manifestants qui participaient à une « marche contre la faim ».

D'autre part, des habitants du quartier de Renca, dans la banlieue de la capitale, ont affronté la police, après avoir dressé des barricades et allumé des feux. Dans d'autres quartiers, des manifestants ont provoqué des incendies en lançant des chaînes sur des fils électriques.

Enfin, à Valparaiso, des étudiants se sont heurtés aux forces de l'ordre, alors qu'ils tentaient de bloquer la circulation et de prendre d'assaut l'école d'architecture. Des dizaines de personnes ont été arrêtées.

Mardi, une vingtaine d'attentats à la bombe avaient été commis en plusieurs endroits de Santiago, de Valparaiso et de Vina-del-Mar, endommageant des écoles, des autobus, des installations électriques et des succursales de banque. Le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR, interdit) avait revendiqué ces attentats.

Pérou

**LE GÉNÉRAL
CHARGÉ DE LA LUTTE
CONTRE LA GUÉRILLA
A ÉTÉ LIMOGÉ**

Lima (AFP, UPI). - Le général Adrian Huaman Contano, responsable de la région d'Ayacucho pour toutes les opérations menées contre la guérilla, a été démis de ses fonctions le mardi 28 août.

Il avait fait quelques jours auparavant des déclarations jugées choquantes par le gouvernement de M. Fernando Belaunde : c'est une solution politique, et non militaire, qu'il faut donner au problème posé par la guérilla, avait affirmé le général, qui avait accusé le gouvernement de corruption et aussi de négligence à l'égard d'une région où Sentier lumineux a ses principaux bastions.

« Si l'on n'investit pas des millions de dollars dans cette zone, avait ajouté le général, elle risque de se transformer en un autre Nicaragua ».

La région d'Ayacucho, située dans les Andes centrales et peuplée principalement d'indiens, est soumise à l'état d'urgence.

Le général Huaman y commandait environ quatre mille hommes, des trois armes, dans les opérations menées contre Sentier lumineux. Il a été remplacé provisoirement par le colonel Wilfredo Mori, de la région militaire de Lima.

ASIE

Afghanistan

**LE PAKISTAN S'INQUIÈTE
D'UNE FORTE AUGMENTATION
DES EFFECTIFS SOVIÉTIQUES
A SA FRONTIÈRE**

Le gouvernement pakistanais a exprimé, mardi 28 août, sa « profonde préoccupation » après l'envoi d'importantes renforts soviétiques dans la province afghane du Paktia, limitrophe du Pakistan. Selon des sources diplomatiques occidentales à Islamabad, l'armée rouge a massé 12 000 à 14 000 hommes - soit un peu plus du dixième des effectifs soviétiques en Afghanistan - près de la frontière pakistanaise. Ces effectifs, constitués de deux régiments et d'une brigade de commandos, seraient toujours concentrés dans la ville-garnison de Garder, la capitale provinciale.

Selon les milieux diplomatiques, la présence de renforts soviétiques aussi massifs, pour la première fois dans cette région depuis l'intervention de l'armée rouge en Afghanistan en décembre 1979, aurait un double objectif. Il est possible que les Soviétiques soient décidés de boucler toutes les voies d'accès à la frontière. Une telle opération constituerait alors un grave revers pour la résistance afghane, qui verrait coupées ses lignes de ravitaillement à partir du Pakistan. Il est possible aussi que les Soviétiques se sentent aujourd'hui en mesure d'intervenir compte tenu du long et pénible travail mené dans le Paktia par les services secrets afghans pour assurer du soutien ou de la neutralité d'une partie des tribus Mangal et Jaji établies de part et d'autre de la frontière.

L'envoi de ces effectifs, équivalents à ceux lancés lors de l'offensive contre les partisans du commandant Massoud dans la vallée du Panjshir au printemps dernier, pourrait également viser le dégagement des garnisons d'Ali-Khel, à 25 kilomètres de la frontière, et de Hesarak, assiégées depuis plus d'un mois. Les combats font rage depuis cinq semaines autour d'Ali-Khel, et les tentatives des troupes soviétiques-afghanes pour soulager cette position semblent avoir échoué malgré les communications de Kaboul annonçant la fin du siège. Hesarak, pour sa part, serait ravitaillé par des hélicoptères contraints de voler à basse altitude pour échapper aux roquettes des moudjahidins. Les combats autour de ces deux garnisons seraient à l'origine des raids contre le territoire pakistanaise dont Islamabad a fait récemment état et qui ont fait une cinquantaine de morts depuis le mois de mai.

Ces mêmes sources occidentales croient savoir, par ailleurs, que deux cents soldats soviétiques auraient été tués, par erreur, dans la nuit du 23 au 24 août dans le quartier périphérique de Kami Sangi, à l'ouest de Kaboul, lors d'un bombardement effectué par des hélicoptères soviétiques qui pourchassaient des résistants. - (AFP, AP, UPI.)

le nouveau livre de JACQUES ATTALI

Jacques Attali
*La figure
de
Fraser*



On ne sait ce qu'il faut le plus admirer chez Jacques Attali, de sa puissance de travail ou de la merveilleuse agilité intellectuelle qui lui permet de se hisser, depuis son bureau élyséen, sur des échafaudages théoriques dont la hauteur donne le vertige... Les théories politiques valent moins par leurs solutions explicites que par leur aptitude à poser les questions révélatrices du mouvement profond des esprits. C'est de ce point de vue qu'Attali nous intéresse, et que son effort de réflexion doctrinale appellera sans doute une postérité.

Alain-Gérard Slama, Le Point

Dans « La figure de Fraser », on peut lire du Vico et son « retour éternel », ou du Teilhard de Chardin, et sa marche vers le divin point oméga. Jacques Attali ne les cite pas, mais on le sent anxieux de regarder au-delà de l'horizon, de tourner plus vite les pages de l'histoire. Halètement qui, au-delà du brillant exercice intellectuel, donne une vibration pathétique à ces pages.

Pierre Drouin, Le Monde

... Ce compendium de l'attalisme n'est pas qu'un état des lieux de sa pensée dressé par le propriétaire. C'est aussi son œuvre la plus ambitieuse, la plus réussie, peut-être, paradoxalement, parce que toute mauvaise conscience bue, l'auteur s'est délivré des derniers signes d'allégeance aux protocoles universitaires...

... Il s'agit d'un des livres les plus stimulants pour la réflexion parus depuis plusieurs années.

Jérôme Bindé, Les Nouvelles

196 pages
59 F

FAYARD

Le Monde

politique

M. GISCARD D'ESTAING A L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DES JEUNES DÉMOCRATES SOCIAUX

Entre « la mélancolie du temps passé » et « la certitude des idées justes »

Miremont. — M. Valéry Giscard d'Estaing est venu assister, mardi 28 août, pendant un peu plus de trois heures, aux travaux de la neuvième université d'été des Jeunes Démocrates sociaux, qui a lieu jusqu'au 31 août au village de vacances de Confolant, à Miremont (Puy-de-Dôme) (Le Monde du 28 août).

L'ancien président de la République était accompagné de M. Claude Wolff, qui s'est démis de son mandat de député UDF du Puy-de-Dôme, après avoir été lui-même élu à l'Assemblée des Communautés européennes.

M. Giscard d'Estaing, qui venait de faire officiellement acte de candidature à l'élection partielle qui s'ensuivra le 23 septembre, et éventuellement le 30, est arrivé pour déjeuner avec les stagiaires de l'uni-

De notre envoyé spécial

versité d'été avant de prendre la parole en plein air à une tribune dressée sur un terrain de basket aux allures de petit théâtre de verdure.

Accueilli avec une cordialité et une sympathie réelles et mesurées par les Jeunes Démocrates sociaux, l'ancien chef de l'Etat ne s'est pas souvent écarté, dans les propos qu'il leur a tenus, du solide fil conducteur que lui fournit depuis quelques mois son dernier ouvrage 2 Français sur 3. Lorsqu'il le fit, ce fut pour faire porter l'accent sur les résonances symboliques nationales de la situation du Puy-de-Dôme, qu'il juge mauvaise et, en réponse à une question, pour parler de la « description » et du débat politique en général.

Comment concevoir « des relations de coexistence pacifique entre majorité et opposition sans que l'opposition soit suspectée de ralliement ? », lui avait demandé M. Jean-Pierre Abelin, président des Jeunes Démocrates sociaux. A cette unique question publiquement formulée, M. Giscard d'Estaing a répondu : « Il ne faut pas confondre l'ardeur et la fermeté de ses convictions et la manière dont est conduit le débat politique. Il existe deux formes de débat politique : « Le débat civique » et « le débat partitif (...) ». Je suis en faveur d'un débat civique ».

L'ancien président de la République opine donc pour le respect des « règles de tolérance et de désapprobation » dans le débat politique et rejette toute « idée d'exclusion, d'anathème ». Il préconise un débat « beaucoup plus ouvert », demande que l'on sache « reconnaître l'existence de ses adversaires » et faire la part de ce qu'il peut y avoir de vrai dans leur discours.

Mais, a-t-il ajouté à l'adresse des Jeunes Démocrates sociaux, « dans cette période de doute (...), je vous invite à conserver fermement vos convictions et, le moment venu, à les faire prévaloir ».

Le Puy-de-Dôme et la France

M. Giscard d'Estaing avait auparavant évoqué « notre département vert et ensoleillé du Puy-de-Dôme (...) », un département qui a beaucoup de problèmes. Et d'énumérer : les difficultés de l'agriculture, la situation précaire de l'emploi, les retards accumulés dans l'exécution du plan Massif Central lancé au début des années 70, la sécheresse de 1975, avant de comparer : « Si l'on regarde cette situation du Puy-de-Dôme, c'est la situation de la France ».

La question est donc, selon M. Giscard d'Estaing, de savoir comment « remettre une économie en marche », « retrouver l'emploi » et concevoir « des projets ambitieux permettant de retrouver notre place dans le monde ».

Ultime concession au moment, dans un discours à l'évidence attentif à ne pas se risquer dans le commentaire des péripéties électorales, M. Giscard d'Estaing a rendu un hommage appuyé à Pierre Abelin, père du président des Jeunes Démocrates sociaux, décédé en 1977, qui fut ministre alors qu'il était chef de l'Etat : « C'est pour moi une référence et un exemple (...) ». C'est un homme qui réunissait deux attitudes souvent distantes (...) : il avait une très vive conscience sociale et c'était un homme libéral (...). Dans la politique il y a les arrangements, les combines, etc., mais il y a aussi le Jugement, un esprit qui se situe au-dessus de la nécessité de l'alliance des libéraux et des démocrates chrétiens (...).

Ajoutant que cette attitude et le rapprochement qu'elle provoque avaient permis le succès de 1974 et aussi de « jeter les fondements de l'UDF », le prédécesseur de M. François Mitterrand à la présidence de la République a conclu sur ce point que le nom de Pierre Abelin évoquait pour lui « la mélancolie du temps passé et la certitude des idées justes ».

La France a des « atouts » et des « handicaps », devait encore déclarer M. Giscard d'Estaing. « Si elle joue ses handicaps (que sont) les divisions, le refus des réalités politiques, la préférence pour les idéologies, le refus du succès des autres, l'insolence (...), elle est fichue. Il faut au contraire « jouer nos atouts, qui existent (...), se compter sur les grands enjeux concrets de la vie économique et sociale et les solutions qu'on peut leur apporter ».

Pour le reste, qu'il s'agisse des questions européennes, du rôle central du système éducatif — « thèmes de synthèse » sur lesquels il s'est longuement attardé —, M. Giscard d'Estaing s'en est tenu pour l'essentiel aux réflexions ou propositions contenues dans 2 Français sur 3.

L'un de ses plaidoyers pour l'avenir proche faillit cependant le faire dépasser dans une flaque d'actualité référendaire. Commentant le progrès décisif que serait, selon lui, l'utilisation d'une monnaie commune en Europe, l'ancien chef de l'Etat alla jusqu'à supputer : « On interrogerait l'opinion sur ce sujet, elle répondrait majoritairement oui ».

MICHEL KAJMAN.

Politique et communication

II. — Une méfiance tous azimuts

La compagnie française d'études et de marchés (COFREMCA) étudie l'évolution des « courants socio-culturels majeurs ». Dans un premier article, avec l'un des directeurs de la Confreca, nous avons recensé les raisons et déterminés les caractéristiques du désintérêt qu'une partie de l'opinion manifeste à l'égard de la politique. Nous consacrons au rejet de la politique une enquête qui paraît chaque jour depuis le lundi 20 août.

Tout en reconnaissant la réalité du fossé qui se creuse entre la politique et les citoyens, les ingénieurs de la Confreca distinguent deux attitudes : la « méfiance » à l'égard de la politique et le « rejet » de la politique. Ils constatent que la méfiance est un phénomène majoritaire (de l'ordre de 70 %) alors que le rejet est un phénomène minoritaire (de l'ordre de 30 %). Cette distinction leur paraît importante dans la mesure où la méfiance et le rejet ne sont pas alimentés par les mêmes sensibilités, sont le fait de courants socio-culturels bien distincts qui évoluent de manière différente.

S'ils se reportent à leurs études de comportement, ils remarquent que le rejet de la politique se nourrit bien évidemment de cette tradition d'apolitisme que connaît la France, mais aussi de ces mentalités de type « contestataire » très en pointe dans les années 70 et aujourd'hui en régression.

L'attitude de méfiance à l'égard de la politique se retrouve, elle, davantage dans le courant composé des individus qui sont portés par des « épreuves » et des « vécus » plutôt que par des principes, qui veulent « faire avec » plutôt que « lutter contre », sont plus enclins à la « flexibilité » qu'à la contestation, intègrent l'« incertitude » et la « complexité », veulent « ressentir les choses de l'intérieur » plutôt que juger « à distance », « envie de faire » plutôt que de baisser les bras.

Ces mentalités sont, selon la Confreca, très « fortement en prise » sur la nouvelle évolution socio-culturelle.

Ces observations incitent M. Gérard Demuth, directeur de la Confreca, à penser que la classe politique peut, si elle s'en donne les moyens, réveiller l'intérêt des Français pour la politique, d'autant plus, dit-il, que « la conscience politique ne semble pas dégradée », mais que simplement « elle ne trouve pas les occasions de s'exprimer ». S'il y a désintérêt pour les formes traditionnelles de la politique, apparemment, en effet, parallèlement, selon lui, des phénomènes tout aussi importants de « régradation » de la vie collective, de nouvelles « formes d'implication », tant dans l'entreprise que dans la vie municipale ou à propos de l'école. La manifestation du 24 juin lui semble, à cet égard, le « phénomène politique majeur » de l'année 1984.

C'est qui nous a frappé, explique-t-il, c'est de voir à partir d'un « vécu », d'une implication personnelle, un mode de mobilisation collective déboucher sur une prise de conscience politique selon un cheminement que l'on ne trouve pas actuellement dans le monde politique.

« Au départ, précise-t-il, il y avait ce malaise « tribal » ressenti par les parents : l'école ne va pas bien et, surtout, l'éducation ne paraît plus pouvoir servir de passeport pour l'avenir. Cette idée d'une très forte inadéquation du système éducatif était très profondément ressentie mais les parents avaient l'impression qu'avec un peu de débrouille ils arriveraient à faire en sorte que leurs propres enfants ne s'en sortent pas trop mal. Pour cette raison, tout ce qui a pu être jugé susceptible d'atteindre ces possibilités de débrouille, cette marge de manœuvre, est apparu comme le mal absolu. De la loi Savary, les parents ont surtout retenu qu'elle voulait unifier un service, organiser un domaine, geler les choses ».

« Ce raisonnement les a conduits à cette conclusion qu'il ne faut surtout pas que l'Etat se mêle de tout. Ils ont rejoint le discours d'une partie de la classe politique, mais en suivant leur propre cheminement. A partir d'un vécu instinctif et non d'un principe, ils sont arrivés à une sorte de conscientisation politique, de pensée politique. Mais cette implication, cette régradation s'est opérée de manière non idéologique, en dehors du monde politique, qui a sans doute montré là, juge M. Demuth, l'une de ses carences. « Il ne s'agit pas pourtant, pour y remédier, de changer seulement de discours, de trouver un autre langage, souligne-t-il. Il s'agit pour les hommes politiques de donner aux citoyens des motifs de s'intéresser à

par CHRISTINE FAUVET-MYCIA

la politique en leur permettant d'établir des liens entre l'action politique et ce qu'ils ressentent. L'établissement de ces liens peut se concevoir à travers l'élaboration d'un nouvel imaginaire politique. »

Cette nécessité d'élaborer un imaginaire a été comprise il y a peu de temps par les chefs d'entreprise, remarque M. Demuth. « On s'est aperçu que l'intérêt pour le travail n'allait pas de soi et qu'il fallait chercher aussi à motiver les individus pour qu'ils utilisent leur combativité, leur inventivité dans leur travail. En politique, le même phénomène se passe. L'intérêt pour la politique ne va plus de soi ».

Dans cette recherche d'un nouvel imaginaire, ou, plus généralement, d'une meilleure adaptation de la politique à l'évolution de la société, des institutions comme la Confreca peuvent apporter leur aide.

Nos études, explique M. Demuth, disent ce qui est et ce

ce qui doit être. Elles peuvent servir à élaborer de nouvelles « manières de faire », à imaginer des actions qui trouvent un écho dans la population parce qu'elles traduisent mieux certaines de ses attentes, sont plus en harmonie avec les nouveaux comportements de la société. »

Ainsi, un responsable politique qui, comme chef d'entreprise ou un patron de presse — toutes catégories avec lesquelles travaille la Confreca — se donnerait la peine d'examiner les points de convergence et de divergence qui existent entre ses propres façons de penser ou d'agir et celles de la société, qui arriverait à établir des complicités, serait, selon M. Demuth, mieux armé pour atteindre l'objectif qu'il se fixe. « Peut-être retrouverait-il même une conception extrêmement noble de la fonction politique : un art de gouverner « avec ». Mais ce travail de compréhension et d'adaptation est sans doute très long et très difficile à mener », reconnaît M. Demuth.

F.M.

Propos et débats

M. Stasi (CDS) : décrispation oui, alliance non

M. Bernard Stasi, député UDF, membre du collège électoral du CDS, répondant à une interview publiée dans le Monde du 28 août, approuve la volonté de décrispation que manifeste M. Laurent Fabius. « J'ai toujours pensé que le combat politique n'était pas la guerre civile, qu'on peut chercher des terrains d'entente avec l'adversaire sans pour autant trahir ses camps », déclare-t-il. « Je ne suis pas persuadé, ajoute M. Stasi, que ceux dont le comportement donne de l'opposition l'image le plus dure servent le plus efficacement sa cause, et préparant le mieux son avenir. » « Nous sommes face à un double défi, poursuit le député UDF. D'un côté une vieille gauche qui est en train, peu à peu, de se dépouiller de certains de ses vieux oripeaux idéologiques. De l'autre, une très vieille droite qui a réussi, sous le bannière de M. Jean-Marie Le Pen, à se donner l'apparence d'une force nouvelle. Ce contexte nouveau nous oblige à approfondir davantage notre réflexion. Une alliance entre nouvelle droite et nouvelle gauche lui semble-t-elle possible ? »

« Le PS a encore un long chemin à parcourir pour que l'on puisse envisager la possibilité de s'entendre avec lui, conclut M. Stasi. La question se pose d'ailleurs de savoir si le PS ne se désolera pas en cours de route. »

M. Juppé (RPR) : ça ronronne au RPR

M. Alain Juppé, conseiller de M. Jacques Chirac, chargé d'animer le débat économique à l'université des jeunes du RPR, réunie à Nîmes, a déclaré mardi 28 août : « Le RPR doit faire son propre remaniement ministériel. Il faut affiner et repenser le discours du RPR pour le populariser et mieux le diffuser. Il faut être concret sur l'emploi, la sécurité, l'immigration, car, a-t-il ajouté, actuellement ça ronronne au RPR. » « Je n'ai pas de préjugé à l'égard de M. Fabius, il faut le juger sur ses actes », a conclu M. Juppé, qui estime, d'autre part, que M. Raymond Barre « n'est pas un libéral ».

Michel Rocard est-il encore utile ?

(Suite de la première page.)

La tentation est grande de dire alors : « Rocard a joué son rôle, passons à autre chose. »

Et pourtant, même si le fait d'avoir eu raison avant beaucoup d'autres ne représente pas forcément un atout décisif dans le monde politique, la permanence du discours, avant comme après l'arrivée de la gauche au pouvoir, donne au rocardisme, dans l'opinion publique, l'image de la continuité et du sérieux.

D'autre part, la rigueur économique est nécessaire pour que la gauche au pouvoir puisse s'inscrire dans la durée et dans l'histoire. Le discours gestionnaire, technicien, est bon, s'il permet une approche plus concrète, plus quotidienne des préoccupations des Français. La volonté, enfin, de rassembler — en dépassant les débats dogmatiques, voire sectaires, auxquels nous n'avons pas toujours su échapper —, est utile. Mais aucun de ces trois axes n'est suffisant pour gagner en 1988.

Le gouvernement a besoin d'une âme, d'un souffle de vie, d'un élan qui puissent porter la gauche vers la victoire ; et le Parti socialiste doit tourner ses efforts vers l'élaboration d'un programme dynamique. Et dans ce cadre là, le courant auto gestionnaire a un rôle considérable à jouer, lui qui a toujours su mettre en valeur l'initiative individuelle, locale, décentralisée, tout en soulignant la nécessité d'une action collective, planifiée, d'un dessin national.

Le président de la République a besoin de toutes les forces du socialisme pour diriger la France, faire face aux élections difficiles de 1988 et mener à bien son septennat. Toute réflexion et toute action, à gauche, doit donc s'inscrire dans la nécessaire soutien au chef de l'Etat. Mais celui-ci a besoin de forces qui s'expriment, et non de fantômes. Il est donc indispensable que, au sein de la sensibilité incarnée par Michel Rocard, les idées autogestionnaires retrouvent un contenu, une exis-

tence, une réalité politique. Sinon, d'autres le feront à sa place.

MICHEL SAPIN.

Une ambiance désenchantée

Le comité directeur du Parti socialiste se réunit les 8 et 9 septembre pour la première fois depuis l'intervention télévisée du président de la République du 12 juillet et le changement de gouvernement. Avant cette réunion, les responsables de plusieurs courants du PS se rencontrent, aux uns pour faire le point. Ce fut le cas des « euro-réalistes », la semaine dernière (Le Monde du 28 août). Les « néo-rocardiens », animés notamment par M. Alain Richard, député du Val-d'Oise, sont, eux, en « université d'été » dans le Gard, depuis le mardi 28, jusqu'à la fin de la semaine.

Les rocardiens se réuniront du jeudi 30 août au samedi 1^{er} septembre près de Chantilly, dans l'Oise. Le ministère de l'Agriculture a finalement accepté de participer à cette rencontre, à laquelle doivent assister les députés, les membres des instances dirigeantes du PS appartenant à ce courant et au moins un représentant de chacun des départements « fidèles » de M. Michel Rocard.

C'est dans une ambiance désenchantée qu'ils débatteront. Un désenchantement dont témoignent tout à la fois l'article de M. Michel Sapin que nous publions ci-dessus et le départ de M. Michel de La Fontaine — proche depuis toujours du ministère de l'Agriculture — pour l'ambassade de France à Alger, où il doit occuper le poste de conseiller culturel et de coopération scientifique et technique. M. de La Fontaine va ainsi quitter le secrétariat national du PS, au sein duquel il était chargé des droits de l'homme.

Stock permanent de 500 véhicules

Affaires à saisir en août

PARTEZ IMMEDIATEMENT AVEC L'UNE DES

305 ou 505, modèles 1984, encore disponibles

EN BÉNÉFICIAIRE D'UN PRIX EXCEPTIONNEL

PEUGEOT-TALBOT

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

227, bd. Anatole France ST-DENIS Métro, Mairie de St-Ouen

صكزامن الأصل

Québec-St-Malo.

Lavoie royale



Yves Loday

Thierry Brault

Olivier Despaigne

Philippe Facque
(Skipper)

Loïc Caradec
(Skipper)

**Cinq hommes pour une
grande victoire.**

ROYALE

La politique d'extradition et ses variations

(Suite de la première page.)

Son changement de cap à elle est antérieur. Il date de 1977, lorsque les tribunaux ont renoué avec une jurisprudence remontant au dix-neuvième siècle et destinée à combattre les terroristes de l'époque, les anarchistes. Depuis 1977, on en a eu un nouvel exemple ce mois-ci à Pau, les chambres d'accusation donnent presque systématiquement le feu vert à l'extradition des auteurs présumés de crimes graves quels que soient les motifs politiques qu'ils invoquent.

Il n'y a que très peu d'exceptions à cette règle, si ce n'est une décision rendue en 1979 par la cour d'appel d'Aix-en-Provence en faveur d'un séparatiste basque, M. Miguel Goicoechea Elorriaga, accusé du meurtre de deux gardes civils espagnols. Assassiné depuis par le Groupe antiterroriste de libération (GAL), il avait bénéficié, il est vrai, devant la chambre d'accusation d'Aix, du concours d'un avocat de talent, M. Robert Badinter.

Bien que la décision d'extrader appartienne en définitive au gouvernement, celui-ci s'arrange parfois pour court-circuiter la justice en amont. Ainsi, la chancellerie et les parquets prennent-ils sous quelque fois d'enterrer les demandes d'extradition auxquelles le gouvernement n'entend pas donner suite. Cela évite d'avoir à désavouer plus tard les chambres d'accusation.

Cette mécanique se gripe parfois en raison de l'attitude de policiers trop zélés ou politiquement mal intentionnés, mais dans l'ensemble le système fonctionne bien. Il bénéficie actuellement à M. Toni Negri, l'un des idéologues de l'autonomie ouvrière italienne que le gouvernement français prétend « introuvable » contre toute évidence.

La gauche n'a pas innové en ce domaine. En 1977, le gouvernement de M. Barre avait relâché au bout

de quatre jours le Palestinien Abou Daoud accusé d'avoir organisé l'attentat meurtrier des Jeux olympiques de Munich. Moins innové : la peur de représailles et de complications diplomatiques. Raison invoquée : le mandat d'arrêt lancé contre lui par la justice allemande n'avait pas été confirmé par voie diplomatique.

Rarement le droit est mis à ce point à contribution par les politiques. Cela relativise la portée de la nouvelle doctrine sur laquelle le gouvernement entend fonder sa décision d'extrader ou non les sept Basques de Pau. A version inédite de cette doctrine que nous publions (voir notre encadré) est rédigée en termes si généraux qu'elle laisse au gouvernement une certaine marge

d'appréciation derrière laquelle il pourra s'abriter de toute façon.

De la publication de cette doctrine date le changement d'attitude de la gauche. Elle fut saluée comme elle devait l'être à Madrid mais le vrai tournant remonte à la visite de M. Felipe Gonzalez à l'Élysée au mois de décembre 1983. Le chef du gouvernement espagnol revint à Madrid en se félicitant d'avoir enfin convaincu M. François Mitterrand de l'aider à combattre l'ETA. Les déclarations du roi Juan Carlos auprès du président de la République avaient, il est vrai, déjà préparé le terrain. Les politiques avaient parlé. Les juristes, une fois encore, n'avaient plus qu'à apporter leur concours à ce nouveau revirement.

BERTRAND LE GENDRE.

Les « sept » de Pau

Sept Basques espagnols attendent à la maison d'arrêt de Pau que le gouvernement français se prononce sur leur extradition réclamée par Madrid. MM. José Miguel Galdos Ornos et Gotsen Castillos sont soupçonnés du meurtre d'un officier de l'armée espagnole, M. Francisco Alberdi, et accusés de coups et blessures au cours d'un contrôle routier. M. Francisco Javier Lujambio Galdano est soupçonné d'avoir participé à l'assassinat de deux gardes civils espagnols. M. Luciano Eizaguirre est poursuivi pour avoir tiré dans la direction d'autres gardes civils. M. José Manuel Martínez Belostegui pour avoir participé à une embuscade au cours de laquelle un policier a été tué et trois autres blessés. M. Belostegui est également poursuivi pour le mitraillage d'une caserne, qui a provoqué la mort d'un passant. M. José Carlos García Ramirez est accusé de l'assassinat d'un

policier et d'avoir participé à un commando qui a tué quatre gardes civils espagnols.

Les faits reprochés à ces sept hommes sont tous antérieurs à 1980. Ils vivaient en France, où ils ont été arrêtés, mais aucun n'a le statut de réfugié politique. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Pau a donné un avis favorable à leur extradition, le 9 août pour les trois premiers, le 24 pour les trois suivants et les 9 et 24 août, dans deux arrêts différents, pour le dernier. Tous se sont pourvus en cassation. Ce pourvoi est considéré comme suspensif, ce qui signifie que le gouvernement français ne se prononcera sur leur extradition qu'après la décision de la chambre criminelle. Celle-ci statue généralement dans les trois mois.

Les sept séparatistes observent actuellement une grève de la faim.

Une version inédite de la doctrine gouvernementale

Les Basques espagnols seront-ils ou non extradés ? Il est impossible de répondre pour l'instant à cette question. Mais on sait en fonction de quels critères le gouvernement se déterminera.

Celui-ci ont été définis au cours du conseil des ministres du 10 novembre 1982. Le communiqué de ce conseil, publié dans le Monde du 12 novembre 1982, a été depuis largement diffusé. Il a fait l'objet en particulier d'une circulaire adressée le 13 janvier

1983 aux représentants du parquet par M. Michel Jéol, à l'époque directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice.

Le document que nous publions ci-dessous était jusqu'à présent inédit. Il s'agit d'un document interne au gouvernement qui explicite le communiqué du conseil des ministres du 10 novembre et précise la doctrine gouvernementale en matière d'extradition.

d'asile sur les territoires de la République ». Il est rappelé par la convention de Genève du 28 juillet 1951 à laquelle la France est partie. Il constitue, enfin, un principe morallement intangible auquel la France ne peut se dérober et qui est inséparable de son rayonnement international. Le président de la République l'a rappelé dans son intervention télévisée du 17 août 1982, en indiquant que le droit d'asile doit bénéficier à toute personne qui veut servir et défendre la liberté. Il doit être clair que les personnes bénéficiaires de ce droit ne peuvent faire l'objet d'une extradition pour des faits à raison desquels l'asile a été accordé.

II. - Notre politique d'extradition doit en outre respecter pleinement certaines garanties fondamentales et exclure l'extradition en matière politique.

En conséquence, toute demande d'extradition susceptible de présenter un caractère politique devra être appréciée au regard des quatre critères suivants, qui constituent autant de motifs de refus d'extradition :

A. - La demande d'extradition émane d'un Etat dont le système politique est incompatible avec les principes démocratiques ou dont le système judiciaire ne respecte pas les droits et les libertés fondamentaux de la personne humaine.

Pour porter cette appréciation globale, plusieurs indices doivent être pris en considération :

le régime politique et le respect des libertés fondamentales (opinion, presse, association...) ; la nature de la législation pénale applicable et l'existence des garanties judiciaires fondamentales (respect des droits de la défense, voies de recours, régime pénitentiaire...) ;

la nature des peines encourues dans l'Etat requérant (l'extradition serait refusée si la peine de mort est effectivement encourue ou si la personne réclamée peut faire l'objet de mutilation, de lapidation ou de traitements inhumains) ;

le premier critère conduit à rejeter les demandes d'extradition émanant de régimes non démocratiques ou d'Etats dont les institutions judiciaires offrent des garanties insuffisantes.

La fin et les moyens

B. - L'acte à raison duquel l'extradition est demandée est de nature politique.

Constituent notamment des infractions politiques les actes objectivement politiques, c'est-à-dire :

les activités subversives d'ordre intellectuel (commises notamment par les écrivains, les avocats, les journalistes...) ;

les infractions en matière de liberté (association, réunion, presse...) ;

les atteintes à la sûreté de l'Etat.

La commission de tels actes ne saurait justifier l'extradition.

C. - La demande d'extradition est présentée dans un but politique.

Ce critère prévu par la loi française du 10 mars 1927 doit conduire, quelle que soit la nature de l'infraction, à refuser l'extradition lorsqu'il est établi et pas seulement allégué que l'Etat requérant obéit à un but politique et que, sous couvert de répression d'infractions de droit commun, il entend poursuivre ou neutraliser un adversaire politique.

D. - La situation de la personne extradée risque d'être aggravée.

Ce critère, qui figure dans de nombreuses conventions internationales auxquelles la France est partie, doit également conduire au refus d'extradition, quelle que soit la nature de l'infraction, s'il est établi et pas seulement allégué que la condition judiciaire ou pénitentiaire de la personne réclamée risque d'être aggravée du fait de ses opinions ou de son action politique, de sa race ou de sa religion.

III. - Toutefois, une infraction ne pourra être considérée comme de nature politique malgré le motif invoqué, et l'extradition sera, en principe, accordée, sous réserve de la décision de la chambre d'accusation, lorsque, dans une démocratie, sont aux régimes ci-dessus exposés, auront été commis des actes criminels d'une nature telle que la fin politique alléguée ne saurait justifier les moyens utilisés. Ainsi seraient notamment extradés, dans ce cas, ceux qui soient les mobiles politiques invoqués, les auteurs de prises d'otage ou de crime de sang.

IV. - Le gouvernement, dans sa mise en œuvre des critères ci-dessus énoncés, se réserve d'apprécier le caractère sérieux des charges alléguées dans la demande d'extradition et les moyens par lesquels ces charges ont été obtenues.

V. - Le gouvernement appliquera dorénavant ces différents critères aux demandes d'extradition qui lui seront soumises.

APRÈS LE NAUFRAGE AU LARGE D'OSTENDE

Les opérations préliminaires au repêchage de la cargaison du « Mont-Louis » ont commencé

Les opérations préliminaires au repêchage de la cargaison du *Mont-Louis*, après son naufrage, samedi 25 août, au large d'Ostende, ont commencé dans l'après-midi du mardi 28 août. Quatre plongeurs de l'Union de remorquage et de la Smit Tak International, sociétés d'une Belgique néerlandaise qui sont chargées de la récupération des conteneurs d'explosifs d'uranium, ont inspecté l'épave. Ils seront rejoints, dans les jours à venir, par d'autres équipes et plusieurs engins, dont un ponton venu de Grande-Bretagne équipé d'une grue capable de lever des charges de 400 tonnes.

Ces opérations ont été fournies à M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer, qui s'est rendu sur place à bord du patrouilleur français le *Glauque*. Il était accompagné de M. Claude Abraham, directeur de la Compagnie générale maritime, propriétaire du cargo.

M. Lengagne avait tenu à faire ce déplacement, d'abord pour dissiper le malaise entre la France et la Belgique. Il s'est entretenu longuement avec M. Firmin Aerts, secrétaire d'Etat belge chargé de la santé et de l'environnement. Les deux secrétaires d'Etat ont décidé de travailler désormais en étroite collaboration et de se tenir mutuellement informés de l'évolution du chantier. Un fonctionnaire français devait participer au comité de crise - belge qui allait se réunir pour la deuxième fois ce mercredi à Ostende.

M. Lengagne a inspecté l'épave de près, à bord d'un canot pneumatique. Selon les constatations des plongeurs de la marine nationale française, la cargaison, qui était pourtant solidement armée, a basculé lorsque le cargo s'est couché sur le flanc, mais elle paraît intacte. Quant à la fuite de mazout, elle est minime car l'équipage avait fermé toutes les vannes avant de quitter le bord. Les opérations de récupération devraient être facilitées par le fait que les fûts sont, à présent, libres de toute entrave. « *Faites vite et bien* », a recommandé le secrétaire d'Etat aux spécialités des sociétés de renflouage.

Ceux-ci découperont un large volet dans la double coque du *Mont-Louis* et remonteront au total cinquante-deux conteneurs, dont trente pleins et vingt-deux vides. Si les conditions météorologiques sont favorables, ils comptent achever leur travail en deux à trois semaines. Le reste de la cargaison, essentiellement constitué de tuyaux métalliques, sera probablement abandonné. Aucune décision n'a été prise sur le sort du navire lui-même.

Des précautions pour l'avenir

Quels enseignements tirera-t-on de cet accident ? Dès mardi, la Fédération nationale des syndicats maritimes CGT demandait l'ouverture d'une enquête sur les conditions observées à bord du *Mont-Louis* en

matière de sécurité. Elle renouvelait ses revendications concernant la protection du personnel lors des transports par mer de matières dangereuses, le renforcement de la sécurité du chargement, de l'arrimage et des conditions de navigation (route, veille, vitesse). De leur côté, le Syndicat national des marins britanniques et l'Organisation internationale des Greenpeace réclament un embargo sur tous les transports maritimes de substances radioactives. Le syndicat britannique a contacté l'Organisation maritime internationale (OMI) pour demander la mise en œuvre d'une législation spéciale permettant de mieux contrôler le transport par mer des matières nucléaires.

Interrogé sur les mesures qu'il compte proposer pour éviter le renouvellement d'accidents comparables à celui du *Mont-Louis*, M. Guy Lengagne a indiqué qu'il serait partisan de repousser les chemins de navigation en mer du Nord plus loin de la côte, comme on l'a fait dans la Manche, au large d'Ouessant, après le naufrage de l'*Amoco-Cadix*. Mais une telle décision ne pourrait être prise que par un organisme international.

Les cargos porte-conteneurs, comme le *Mont-Louis*, sont des sortes de garages flottants, qui se comportent comme des cloisons intérieures. Dès que leur coque est percée, ils coulent très vite. Ne devraient-ils pas leur interdire de transporter

des cargaisons dangereuses et polluantes ? « Si nous prenions cette mesure, a répondu le secrétaire d'Etat, les marchandises dont vous parlez seraient transportées par d'autres et notre action n'aurait servi à rien. Nous avons demandé officiellement à l'Organisation maritime internationale (OMI) une réglementation spéciale pour les navires rouliers (1). On nous l'a refusée. Le naufrage du *Mont-Louis* nous permettra peut-être de repenser le problème. »

Enfin, certaines associations demandent que la nature exacte des produits dangereux soit indiquée sur les conteneurs, de manière qu'en cas d'accident les sauveteurs sachent, au moins, à quoi s'en tenir. Le secrétaire d'Etat ne serait pas hostile à cette mesure, mais il la juge difficile à faire appliquer. « Il y a des habitudes prises, a-t-il expliqué, et les propriétaires de cargos ont des craintes à l'égard de la discrétion. »

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Navires sur lesquels les opérations de chargement et de déchargement s'effectuent par roulage.

AUX ETATS-UNIS

Polémique autour du transport de plutonium de France vers le Japon

Washington (AFP, AP). - Deux élus démocrates américains ont protesté, mardi 28 août, contre le fait que les Etats-Unis aient l'intention de fournir une escorte militaire au prochain transport d'une cargaison japonaise de plutonium de France vers le Japon. Les deux membres du Congrès dénoncent aussi la décision de l'administration américaine de prendre à son compte les frais de cette opération.

Les Etats-Unis ont donné leur accord pour participer aux mesures de sécurité prises pour l'acheminement d'une cargaison de 260 kilos de plutonium destinée à un réacteur japonais. Le plutonium, provient du retraitement de combustibles fournis à l'origine par les Etats-Unis au Japon.

Dans une lettre à M. Stockman, directeur du budget, le sénateur Proxmire et le représentant Outing déclarent que les frais engagés devraient être remboursés par le gouvernement de Tokyo, puisqu'il s'agit de « plutonium japonais, transporté à bord d'un cargo japonais et destiné à un réacteur japonais ».

M. Hodel, secrétaire à l'énergie, a estimé, pour sa part, que les mesures de sécurité prévues, « valaient la peine » d'être prises, afin de « réduire le temps de réponse dans l'éventualité d'un accident ». Il a affirmé aussi que le coût de ces mesures serait « minime ».

DEUX ÉCOLES DANS LA MATURE

Son bateau en cale sèche et deux « écoles » dans la nature, c'est la curieuse situation que vit actuellement l'officier qui vient de prendre le commandement du *Borodine*. Ce cargo porte-conteneurs de la Compagnie générale maritime assure ordinairement les transports de produits radioactifs entre la France et l'Union soviétique. Stoppé pour une révision technique au Havre, il avait été remplacé par le *Mont-Louis*, qui a, depuis, sombré en mer du Nord.

Les écologistes sont montés, mardi 28 août, sur le *Borodine* pendant que l'équipage déjeunait, et ils se sont juchés dans les superstructures en déployant une banderole : « Transports radioactifs : stop, danger ! ». Le « pacha » du *Borodine* prend chose avec philosophie. « Pas question de donner l'assaut », quant au transport des produits nucléaires, il le juge comme « un problème mineur ». « Voilà douze ans qu'il se passe à bord du *Borodine* sans accident », dit-il. Son bateau quittera la forme de radoub le 31 août... avec ou sans écologistes.

EN BREF

Fûts toxiques dans l'Ain

Quatre-vingts fûts de produits toxiques ont été découverts, dimanche 26 août, dans une carrière située dans le périmètre du terrain militaire de la Valbonne, à Balan (Ain). Contenant au total 1 500 litres d'acide chlorhydrique, 700 litres d'acide sulfurique, deux quintaux de sel nitrité et cinquante kilos de soude caustique, ces fûts avaient été déposés probablement au cours de la nuit de samedi à dimanche par des inconnus que les gendarmes recherchent.

Certains fûts étaient éventrés mais aucune pollution n'a été relevée par les services de la direction de l'action sanitaire et sociale.

Les fûts ont été transportés par l'armée jusqu'à Saint-Vulbas (Ain) et confiés à une entreprise spécialisée dans la destruction des produits dangereux.

Vingt-cinq millions de moins pour le littoral

Le budget d'investissement 1985 du Conservatoire du littoral sera amputé de 25 millions de francs, soit une diminution de près de 27 % sur le projet initial. C'est la troisième année consécutive que les crédits affectés à l'achat de terrains en bord de mer sont ainsi réduits. M. Pierre Raynaud, qui était directeur du Conservatoire jusqu'à la fin du mois de juillet dernier, a déclaré : « Mon successeur, qui n'est toujours pas nommé, va être obligé d'ajourner de nombreuses opérations et il est fort à craindre qu'il ne finisse par en abandonner quelques-unes. » Le Conservatoire, qui a pour mis-

sion d'arracher aux promoteurs et aménageurs les derniers créneaux de nature existant sur le littoral et le bord des grands lacs, a déjà acquis près de 24 000 hectares en neuf ans, préservant ainsi 285 kilomètres de rivage. Il prévoyait d'en acheter 18 000 hectares au cours des dix prochaines années au prix d'environ 600 millions de francs. Il devait intervenir notamment pour protéger l'île de Ré qui, une fois reliée au continent par un pont (le *Monte du 29 août*), sera livrée à toutes les convoitises.

Attentats et relaxe en Corse

Quatre attentats ont été commis, mercredi 29 août aux premières heures de la journée à Portofino,

Ouessant : le sauvetage de la « maison Yvon »

Brest. - « Pas question d'avoir une pierre de la maison Yvon ». En déposant leur obole à la mairie - plus de 500 F. - des Ouessantais ont voulu qu'aucun centime ne figure sur une liste de solidarité. Elles venaient apporter leur contribution afin qu'Yvon et son épouse, menacés de saisie et d'expulsion, restent dans leur maison. Les époux s'étaient portés caution pour leur fils, restaurateur à Landernau, mais celui-ci a fait faillite, et il leur fallait rembourser les banques. Ce n'est pas la retraite d'Yvon, soixante-deux ans, marié et de commerce, qui aurait pu venir à bout des 400 000 F. de dettes. Aussitôt la solidarité s'organisa et des affiches fleurirent sur l'île : « On ne peut pas laisser faire cela. »

La diaspora est appelée à la rescousse. Une Société ouessantaise de solidarité (SOS) voit le jour. Des trunks appelaient

près d'Ajaccio, en Corse-du-Sud. Il n'y a pas eu de blessés. Les dégâts sont peu importants. L'ex-Front national de libération de la Corse avait revendiqué, la veille dans un communiqué authentifié, une quinzaine d'attentats commis sur l'île au cours des mois de juillet et d'août.

La cour d'appel de Bastia a confirmé, mardi, la relaxe de cinq militants nationalistes corse poursuivis pour « propagation de fausse nouvelle ». MM. Yves Stella, Léo Battesti, Jean-Baptiste Rotilly-Forcioli, Jean Gambistelli et Jean-Michel Rossi étaient poursuivis pour avoir affirmé que Guy Orsoni, un nationaliste corse disparu en juin 1983, avait été « assassiné par l'Etat français ».

près d'Ajaccio, en Corse-du-Sud. Il n'y a pas eu de blessés. Les dégâts sont peu importants. L'ex-Front national de libération de la Corse avait revendiqué, la veille dans un communiqué authentifié, une quinzaine d'attentats commis sur l'île au cours des mois de juillet et d'août.

Lundi 27 août, lorsque la vente de la maison a commencé, personne n'a osé surenchérir. Le notaire a même dû baisser la mise à prix. Devant deux cents personnes, le représentant de SOS a emporté la vente pour 175 000 F conservant par là de solides réserves au cas où un acquéreur ferait de la surenchère dans les dix jours, comme le permet la loi. Yvon et son épouse resteraient sans doute dans leur maison. A Ouessant, on n'imagine même pas que d'autres puissent l'habiter. (Correspondance.)

APRÈS LES DÉCLARATIONS AU « MONDE » DE M. J.-P. CHEVÈNEMENT

M. Guy Bayet satisfait, le SGEN inquiet

Qui a perdu ? Qui a gagné ? Chacun, dans les milieux enseignants, fait ses comptes en cherchant dans les propos du nouveau ministre de l'éducation nationale (le Monde du 28 août) des sujets d'irritation ou de satisfaction. Et le bilan n'est pas sans surprise.

Chez les protagonistes de la querelle scolaire public-privé, on sent l'heure de vérité approcher. Les défenseurs de l'enseignement catholique perçoivent retentir des cris de victoire en saluant la volonté de conciliation exprimée par M. Chevènement, mais attendent encore pour juger sur pièces.

Au-delà de la querelle public-privé, la conception générale de l'école, exprimée par M. Chevènement, tranche, elle aussi, avec celle de son prédécesseur et lui vaut des éloges inattendus. Tels ceux de M. Guy Bayet, président de la société des agrégés, habituel défenseur de la hiérarchie éducative et pourfendeur — depuis des lustres — de la « baisse du niveau ». Il note « avec satisfaction » que le nouveau ministre « rappelle ces évidences niées par certains conseillers de M. Savary », à savoir que « le rôle de l'école est de transmettre des connaissances et que la compétence des professeurs réside d'abord dans la maîtrise des disciplines qu'ils ont à enseigner ».

« Trop simple »

M. Bayet demande aussi à M. Chevènement de « prendre sans délai des mesures concrètes (...) notamment dans les collèges où règne actuellement un désastreable laisser-aller ». Commentaire comparable du côté du syndicat national unifié des directeurs et instituteurs de l'enseignement public (SNUDI-FO), qui avertit : « Les bonnes intentions du ministre resteront lettre morte tant que les orientations pénales de ses prédé-

casseurs ne seront pas stoppées ».

Alors, finies la rénovation des collèges, la démocratisation des lycées, l'édification de zones d'éducation prioritaire qu'avait entreprises M. Savary ? La Fédération des syndicats généraux de l'éducation nationale (SGEN-CFDT) le craint, qui exprime sa « grande inquiétude à la lecture des propos du ministre sur le contenu de la transformation de l'école ». « Pas la moindre référence n'est faite, poursuit le SGEN, à ce qui, à nos yeux, constitue la remarquable acquis d'une réflexion collective, et la base de toute transformation à venir : l'ensemble des rapports Prost, Lagrand, Soubrier, Parette (...) — qui apporte des réponses précises et cohérentes sur toutes les questions brûlantes de l'éducation nationale (...) : la formation des maîtres, l'organisation de leurs services, le travail interdisciplinaire, et les équipes pédagogiques, la place des jeunes, la répartition des pouvoirs, le rythme et les charges de travail, l'adaptation des contenus ».

Le SGEN, qui se satisfait par ailleurs des déclarations du ministre sur l'école privée, et de sa volonté de promouvoir l'enseignement technique, regrette ses « raisonnements trop simples » dans le débat d'éducation-instruction. « La lutte contre l'échec scolaire et la maîtrise des connaissances ne passent pas par une réduction du rôle de l'école à la seule instruction », écrit le syndicat.

Les amis de M. Savary ne seront donc pas systématiquement ceux de son successeur. En défendant le sens de l'école, l'autorité du maître et le « ditisme républicain », M. Chevènement a brouillé les cartes, comme s'il avait voulu prouver que pour l'école publique aussi une page était tournée.

PHILIPPE BERNARD.

M. Alaphilippe (SNES) : l'enthousiasme des enseignants à son prix

M. Gérard Alaphilippe, secrétaire général du Syndicat national des enseignants du second degré, nous a déclaré : « Les enseignants ne peuvent être que satisfaits de voir leur ministre confirmer que l'école doit d'abord servir à transmettre les connaissances dès le premier degré, que l'échec scolaire est un gaspillage, qu'il faut améliorer, moderniser et élever la formation de base et la qualification de tous les jeunes Français, que les maîtres compétents, motivés, disciplinés, sont la première condition d'un enseignement de qualité. Mais s'il est vrai que les pays qui réussissent sont ceux qui ont investi dans l'éducation, comment le nouveau ministre peut-il accepter pour la rentrée 1984, comme pour le budget 1985, que les moyens mis à sa disposition continuent à croître nettement moins vite qu'une scolarisation qu'il juge lui-même insuffisante en quantité et en qualité ? S'il est vrai que les enseignants ont dans leurs mains l'avenir de la France et qu'un pays qui dévalorise ses enseignants manifeste des tendances suicidaires », on ne peut prétendre valoriser leur rôle et leur donner la considération à laquelle ils ont droit, sans mettre un terme à la profonde dévalorisation de leur situation qui s'est à nouveau aggravée depuis 1982.

« Si l'on veut compter sur l'enthousiasme des hommes et des femmes qui enseignent dans les collèges et lycées, on ne peut se contenter de les payer de moins en moins. Que voit-il désormais se passer dans les collèges et les lycées ? Quelles suites aux engagements présidentiels de revalorisation de la fonction enseignante ou d'unification laïque du système éducatif ?

« Le SNES est prêt à négocier. Il jugera sur pièces et mettra en conséquence son action dans la rentrée ».

CHARLES VIAL.

Ecole privée : aller vite

(Suite de la première page.)

L'Etat verserait aux collectivités les sommes correspondantes. Pas de difficultés insurmontables.

En revanche, pour les écoles primaires, qui relèvent des communes, la solution sera plus délicate. Les laïques s'opposent au projet Savary qui précisait les obligations incombant aux communes. Déjà, M. André Laignel (PS), maire d'Issoudun, a prévenu qu'il n'acceptera pas « qu'un gouvernement de gauche lui impose ce qu'un préfet

d'un gouvernement de droite n'a jamais exigé de lui ». Si le flou persiste sur cet aspect, l'enseignement privé sera perdu par rapport au projet Savary. Mais il est possible d'imaginer des solutions transitoires.

Tous ces points d'apparence technique seraient réglés par des décrets dont un prochain conseil des ministres examinerait le texte. Ainsi, dans l'esprit — et l'espoir — du gouvernement, le dossier aurait été traité sans être purement et simplement renvoyé. Et les plaies rouvrues et attisées ces derniers mois se passeraient avant les élections électorales.

Le dossier aurait été traité, certes. Ce serait, à mieux, un « accord sans grande aventure » pour reprendre l'expression de M. Pierre Daniel, l'« armistice » qu'espère M. Jacques Barrot, secrétaire général de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement.

M. Bouchareissas, lui-même, ne se fait plus guère d'illusion. Les propos qu'il a tenus à l'issue de son entretien avec M. Chevènement, le

mardi 25 août, le laissent transparent. « Si le gouvernement doit rejeter la thèse de l'efficacité et s'inscrire dans une logique séparatiste, qu'il n'oublie pas alors qu'il n'existe qu'une seule école de la République... ». Constatant que « l'acte de décès définitif de la loi Savary, dont nous ne portons pas le deuil », est signé par le ministre de l'éducation nationale, le secrétaire général du CNAL estime nécessaire d'avertir les dirigeants de l'enseignement privé qu'une chance se présente à eux : « L'unification est une idée générale ; à l'enseignement catholique n'en veut pas, tant pis pour lui, il le regrettera... ». On peut lire derrière cet avertissement les traces d'un repli.

Après les paroles apaisantes prononcées récemment tant par MM. Fabius, Chevènement, Jospin, Laignel que par le chanoine Guibert, et M. Pierre Daniel, le ciel se dégage timidement. Le gouvernement voudrait tenter de prolonger durablement l'état d'indolence.

CHARLES VIAL.

La création de l'université du Havre

Deux nouvelles filières encore rares en France

Le soixante-dix-huitième établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel est né. Un décret publié au Journal officiel du 28 août entérine l'événement. Aux universités et autres grands établissements régis par la loi sur l'enseignement supérieur s'ajoute, depuis cette date, l'université du Havre. C'est l'aboutissement d'une longue attente et de promesses répétées depuis une quinzaine d'années aux élus et aux habitants de la cité de « la porte océane ».

Dixième ville de France, troisième port européen, Le Havre devait « disposer d'une réserve de matière grise pour s'adapter aux nouvelles conditions des échanges internationaux », comme l'explique M. Dominique Gambier, professeur rouennais chargé de mission pour le développement universitaire havrais.

La création ne se fait pas dans un désert de formations supérieures. En réalité, il existe au Havre, depuis la fin des années 60, un institut universitaire de technologie (IUT) qui rassemble un millier d'étudiants, une unité d'enseignement et de recherche (UER) de sciences et techniques préparant trois cents étudiants à des diplômes de premier et deuxième cycle, et enfin un département « affaires internationales » délivrant un diplôme du niveau de la

maîtrise. Toutes ces formations dépendaient, jusqu'alors, de l'université de Rouen.

M. Laurent Fabius, premier ministre et élu du département de Seine-Maritime (il est adjoint au maire du Grand-Quevilly), a expliqué que la création de cette université « est une étape très positive » et « un exemple très concret de modernisation ». Il a confirmé l'accord du gouvernement pour débiter 43 millions de francs de crédits afin de construire 6 300 mètres carrés de locaux universitaires.

Selon notre correspondant au Havre, l'annonce de cette création a provoqué une vive satisfaction chez les élus locaux. M. Daniel Paul, adjoint au maire communiste, apprécie cette décision, tout comme M. Patrice Gelard, conseiller municipal (opposition) et professeur à l'université de Rouen, qui évoque le « consensus local » qui a permis « aux élus de tous bords, aux représentants de la chambre de commerce et aux universitaires de travailler de concert pour la création d'une université indépendante de celle de Rouen ». Le nouvel établissement devrait développer des filières encore rares en France : maintenance industrielle et transports internationaux.

S. B.

SPORTS

LA VICTOIRE DE « ROYALE » DANS LA TRANSAT

Six cents petits mètres...

Saint-Malo. — Cela valait bien qu'on fût paré à la poudre ! Il était 15 h 02, le mardi 28 août, lorsque retentit un coup de canon, tiré d'un ne sait où, qui allait laisser écho dans le ciel, redoublé du plus beau bleu après une longue matinée crasseuse, un gros ballon de fumée grise. Le Royale dont les skippers sont Loïc Caradec et Philippe Facque venait de franchir en vainqueur la ligne d'arrivée, un segment tout imaginaire ayant pour extrémités le phare du môle des Noires de Saint-Malo et celui du petit môle de Dinard. D'une foule dont il est impossible d'évaluer l'importance — étaient-ils cent, cent cinquante, deux cent mille ? — monta une clameur de joie et un tonnerre d'applaudissements.

Du monde, il y en avait partout. Sur le môle où l'on se disputait à l'aplomb les premiers rangs et les poires de jumeaux ; sur les remparts de la « cité des corsaires », sur les plages que la mer avait eu le bon goût de quitter peu avant ; sur les rochers ; sur les bastions de la Hollande et de Saint-Louis, sur les quais... Quant à ceux qui n'étaient pas à terre, ils étaient... au large : cent cinquante bateaux, plus peut-être, voiliers de tout calibre, vedettes, Zodiacs, barques de pêche sortis depuis le matin, se dandinaient là-bas, à perte de vue, pour faire aux vainqueurs la plus désordonnée des escortes, la plus chaleureuse aussi.

Seize minutes plus tard, c'était au tour de Charente-Maritime-2, de Jean-François Fontaine, toute sa volure bleue et blanche, magnifique, en quête d'un vent rare, de passer la ligne. Sans coup de canon mais avec autant de bravos que le premier, qui n'avait réussi à lui prendre que 600 mètres après 5 000 kilomètres de pagaille avec le vent, la vague, le brouillard et le reste...

Vingt-quatre heures d'interminable attente venaient de s'achever. On les avait espérées la veille, lundi 27, non pas à deux mais à trois, car on ignorait encore que le Fleury-Michon-7, de Philippe Poupou, ne serait pas de la grande fête. Vers 18 heures, un sale petit brouillard était tombé d'un coup, sans crier gare, noyant dans le même crasse humide l'embouchure de la Rance, le port, la ville et la baie tout entière.

De notre envoyé spécial

Caradec et le vent

A cette heure-là, on situait le Royale à 132 milles, la Charente-Maritime-2 à 155 milles et le troisième à 260 milles. Dès lors, on savait qu'il s'agirait non plus d'un tiers, comme longtemps prévu, mais d'un couplé. On savait aussi que le vent, capricieux, avait soudainement mollifié jusqu'à faire tomber à 10 ou 12 nœuds, puis à 3 ou 4 nœuds un peu plus tard, la vitesse de ces monstres qui avaient parfois dépassé les 30 nœuds lors des jours précédents. Les plus sages étaient allés se coucher, mais il y avait des irréductibles pour veiller tout au long de la nuit dans l'attente d'un impossible miracle.

Mardi, dès 9 heures, l'attente allait recommencer. Optimiste, M. Marcel Planchet, le maire de Saint-Malo, avait prévu une réception à 12 heures, à l'hôtel de ville, pour fêter les vainqueurs... Sur le coup de 11 heures, une ruée courut la foule : là-bas, loin, très loin sur l'horizon une masse de toile si imposante qu'il ne pouvait s'agir que d'un des catamarans. Las ! C'était... une jonque, construite à Canton et baptisée *En-Chine*, venue de La Baule pour accueillir la course. Il fallut attendre 13 h 30 pour les voir enfin, le rouge et blanc devant, le bleu et blanc à trois minutes derrière, formes encore indécises sur l'horizon, qui venaient de doubler le cap Fréhel.

La suspension devait durer jusqu'aux toutes dernières minutes. Passera, passera pas ? Contourner la bouée de Banche-nou, virer derrière l'île de Cézembre, choisir entre les chenaux de la Grande ou de la Petite Porte, autant de manœuvres délicates où l'on espérait que celui-là parviendrait peut-être à « gratter » celui-ci. Vingt fois, le « spi » du Royale allait brutalement se dégonfler tandis que celui de Charente-Maritime-2 restait tendu. « Il va l'avoir », « Il est plus rapide », « Regardez : Caradec ne prend plus le vent... ». Cent fois on crut que deux skippers, saut-on jamais, toucheraient l'arrivée. Mais seize petites minutes, six cents petits mètres qu'est-ce que c'est par rapport à l'immensité du temps et de l'océan ?

J.-M. DURAND-SOUFLAND.

LES INTERNATIONAUX DE TENNIS A FLUSHING MEADOW

Les laborieux du premier tour

Flushing Meadow. — Les Internationaux de tennis des Etats-Unis ont débuté le 28 août à Flushing Meadow. Le tournoi du grand chelem le plus relevé de l'année s'engage avec un seul absent : Yannick Noah, blessé — parmi les vingt premiers mondiaux.

Alors que le soleil était au zénith, les parties ont commencé simultanément sur seize courts. Sur le central, une balle en cloche arrive dans la raquette de Bruce Manson. Le petit Californien n'a plus qu'à placer un smash dans la partie gauche du carré adverse pour gagner le match. Il y a bien longtemps qu'il n'a pas passé un premier tour dans un tournoi du grand prix. Il tient là une occasion presque inespérée de reprendre place parmi les cinquante premiers du classement ATP (Association des tennis professionnels). Son bras gauche se détend avec une fraction de seconde de retard et la balle de foudre s'arrête dans le filet.

En gaspillant cette balle, Manson vient de perdre le match. Des tribunes, il paraît avoir repensé d'un seul coup de 10 centimètres. Une autre partie commence, dans laquelle il est plus que la chèvre de M. Seguin. Fascinant renversement

De notre envoyé spécial

de situation. Un millième de seconde avant ce smash raté, nous préparions un enterrement de première classe à Aaron Krickstein, adolescent sacrifié sur l'autel du tennis professionnel.

L'insistant suivant, la question ne se posait plus. Ce n'était pas le fantôme d'un adolescent qui s'évanouissait sur le court. C'était un joueur solide, maître de la situation, impitoyable, qui opérait. Non seulement il allait gagner le tie-break du troisième set, mais encore il dominait tellement la suite des échanges que Manson abandonnait à 4-0 dans l'ultime manche.

« Les premiers tours sont souvent laborieux », a reconnu Krickstein, qui a aussi rappelé : « L'an dernier, j'avais passé ce stade de la compétition en battant le Suédois Edberg au tie-break du cinquième set. Ce match a été le tournant de ma carrière. Ensuite, j'ai pu battre Gerulaitis et cela m'a décidé à passer pro... ». Pro, le mot magique pour tous les lutins de la petite balle. Mais c'est une situation difficile à assumer. Les deux anciens champions du monde junior français, Thierry Tulasne et Guy Forget, l'ont, encore une fois, constaté alors

même que tous deux ont sensiblement ramolli le courant qui les avait entraînés dans les profondeurs du classement l'an passé.

Tulasne affrontait Mark Dickson. Une casquette de base-ball vissée sur le crâne, ce grand Américain a été mené 4-1 dans la première manche. Il faudrait un volume complet pour raconter comment Dickson s'y prit alors pour casser la cadence du Français, recourant à toutes les ficelles pour récupérer et faire traîner en longueur un match qu'il terminait néanmoins tétaillé par les crampes mais vainqueur.

Guy Forget battait, lui, cinq manches contre Greg Holmes, qui avait provoqué la surprise, l'an passé, en éliminant Vilas. Le jeu à deux mains de l'Américain n'a guère évolué depuis. Il se bat toujours comme un forcené sur tous les points. Contre un renvoyeur de ce type, la meilleure arme de Forget était son service. Tant qu'il put assommer d'aces l'Américain, il réussit à avoir le dessus. Mais il perdit pied dès que sa première balle passa moins régulièrement. Finalement, Forget a été trahi par son service : mené 4-1 dans la cinquième manche, il réussit à égaliser pour disputer le jeu décisif qu'il concéda 7-2 après avoir mené 0-2.

ALAIN GIRAUDO.

SIMPLES MESSIEURS

(premier tour)

Krick (E-U, n°7) bat Layendecker (E-U, 7-6 (5-3), 6-2, 6-0 ; Krick (E-U, n°8) bat Manson (E-U), 3-6, 2-6, 7-6 (7-1), 6-2, 4-0, abandon ; Scallone (E-U) bat Willenborg (E-U), 6-3, 6-1, 6-3 ; Sundstrom (Sue, n°9) bat Filak (Pol.), 7-5, 2-6, 6-2, 6-7 (3-7), 6-3 ; Amritraj (Ind.) bat Buehning (E-U), 7-5, 6-3, 6-4 ; Pines (Tch.) bat Dupré (E-U), 6-2, 1-6, 6-4, 4-6, 6-1 ; Visser (AFS) bat Tina Gullickson (E-U), 6-7 (2-7), 2-6, 7-5, 6-4, 6-2 ; Nelson (E-U) bat Saltz (E-U), 3-6, 6-7 (5-7), 6-4, 6-2 ; Dreyer (Aus.) bat Meister (E-U), 6-1, 3-6, 4-6, 6-4, 6-4 ; Jimmy Brown (E-U) bat Stockton (E-U), 6-4, 6-3, 6-2 ; Giannalva (E-U) bat Duncan (E-U), 6-4, 6-1, 6-3 ; Hogstedt (Sue) bat Van Patten (E-U), 6-4, 7-6 (7-2), 7-6 (7-4) ; Simonsson (Sue) bat Harmon (E-U), 4-6, 6-3, 4-6, 7-6 (7-3), 6-2 ; Bauer (E-U) bat Arguello (Arg.) 4-6, 7-5, 7-5, 6-4 ; Ricky Brown (E-U) bat Edmondson (Aus.), 6-4, 4-6, 6-7 (2-7), 6-2, 6-3 ; Palin (Fin.) bat Van't Hof (E-U), 6-4, 4-6, 2-6, 6-2, 6-3 ; Van Witsky (E-U) bat Freeman (E-U), 1-6, 4-6, 6-4, 6-1, 7-6 (7-2) ; Lapidus (E-U) bat Perez (Uru.), 6-7 (2-7), 6-4, 6-2, 6-2 ; Tarozzy (Hon.) bat Goldie (E-U), 6-3, 3-6, 6-1, 7-6 (7-3) ; Denton (E-U) bat Carter (E-U), 6-4, 6-3, 6-4 ; Cas (Aus, n°15) bat Nastase (Rou.), 6-3, 7-5, 6-1 ; Perkins (Ir.) bat Hasek (Sui.), 6-7 (7-9), 6-3, 6-2, 6-3 ; Mayotte (E-U) bat Lewis (N-Z), 6-4, 6-3, 6-1.

FOOTBALL

BORDEAUX CREUSE L'ÉCART

Les Girondins de Bordeaux ont obtenu, mardi 28 août, leur quatrième victoire en quatre matches dans le championnat de France de football. Trois équipes sont toujours à la recherche d'un premier succès : Tours, Rouen et Paris-SG.

RÉSULTATS
Bordeaux h. Toulon 2-1
Lens h. Laval 3-1
Nantes h. Paris-SG 2-0
Auxerre h. Toulon 3-1
Brest h. Marseille 3-0
Strasbourg h. Sochaux 4-2
Nancy h. Tours 1-0
Bastia h. Lille 2-1
*Monaco h. Metz 7-0
*RC Paris h. Rouen 1-0

Classement : 1. Bordeaux, 8 pts ; 2. Nantes et Auxerre, 6 pts ; 4. Brest, Strasbourg, Nancy, Lens, Laval et Bastia, 5 pts ; 10. Monaco, Marseille et RC Paris, 4 pts ; 13. Sochaux, Toulon, Lille et Toulon, 3 pts ; 17. Tours et Metz, 2 pts ; 19. Rouen et Paris-SG, 1 pt.

(7-2), 7-6 (7-3), 6-4 ; Davis (E-U) bat Hooper (E-U), 6-3, 6-2, 5-7, 6-4 ; Flach (E-U) bat Westphal (RFA), 6-3, 6-7 (6-8), 7-5, 3-6, 6-3 ; Davis (E-U) bat Gurfen (E-U), 4-6, 6-2, 6-4, 6-1 ; Gerulaitis (E-U, n°12) bat Tarr (AFS), 6-3, 6-3, 6-3 ; Tulasne (E-U, n°10), bat Gurnhardt (Sui.), 7-6 (7-4), 6-2, 6-7 (3-7), 6-3 ; Amritraj (Ind.) bat Buehning (E-U), 7-5, 6-3, 6-4 ; Pines (Tch.) bat Dupré (E-U), 6-2, 1-6, 6-4, 4-6, 6-1 ; Visser (AFS) bat Tina Gullickson (E-U), 6-7 (2-7), 2-6, 7-5, 6-4, 6-2 ; Nelson (E-U) bat Saltz (E-U), 3-6, 6-7 (5-7), 6-4, 6-2 ; Dreyer (Aus.) bat Meister (E-U), 6-1, 3-6, 4-6, 6-4, 6-4 ; Jimmy Brown (E-U) bat Stockton (E-U), 6-4, 6-3, 6-2 ; Giannalva (E-U) bat Duncan (E-U), 6-4, 6-1, 6-3 ; Hogstedt (Sue) bat Van Patten (E-U), 6-4, 7-6 (7-2), 7-6 (7-4) ; Simonsson (Sue) bat Harmon (E-U), 4-6, 6-3, 4-6, 7-6 (7-3), 6-2 ; Bauer (E-U) bat Arguello (Arg.) 4-6, 7-5, 7-5, 6-4 ; Ricky Brown (E-U) bat Edmondson (Aus.), 6-4, 4-6, 6-7 (2-7), 6-2, 6-3 ; Palin (Fin.) bat Van't Hof (E-U), 6-4, 4-6, 2-6, 6-2, 6-3 ; Van Witsky (E-U) bat Freeman (E-U), 1-6, 4-6, 6-4, 6-1, 7-6 (7-2) ; Lapidus (E-U) bat Perez (Uru.), 6-7 (2-7), 6-4, 6-2, 6-2 ; Tarozzy (Hon.) bat Goldie (E-U), 6-3, 3-6, 6-1, 7-6 (7-3) ; Denton (E-U) bat Carter (E-U), 6-4, 6-3, 6-4 ; Cas (Aus, n°15) bat Nastase (Rou.), 6-3, 7-5, 6-1 ; Perkins (Ir.) bat Hasek (Sui.), 6-7 (7-9), 6-3, 6-2, 6-3 ; Mayotte (E-U) bat Lewis (N-Z), 6-4, 6-3, 6-1.

SIMPLE DAMES

(premier tour)

P. Paradis (Fra.) bat B. Bramblett (E-U), 6-2, 6-2 ; M. Jansovec (You) bat Ludloff (E-U), 2, 6-1 ; A. Minter (Aus) bat J. Durie (G-B, n°10), 2-6, 7-5, 6-4 ; S. Skronska (Tch.) bat S. Barker (G-B), 6-2, 6-4 ; A. Henricksen (E-U) bat S. Amich (Fra.), 6-3, 7-5, A. Temesvari (Hon., n°16) bat

● Hinaut bon pour le Championnat du monde. — A l'issue de la course Paris-Bourges, marquée, mardi 28 août, par une longue échappée solitaire — 233 kilomètres — de Bruno Cornillet et remportée par l'Irlandais Sean Kelly, Bernard Hinault, qui a terminé dans le peloton, a confirmé sa participation au Championnat du monde sur route, dimanche 2 septembre à Barcelone. On laisse entendre, d'autre part, que le groupe La vie claire, auquel il appartient, pourrait accueillir, la saison prochaine, l'Américain Greg Lemond indépendamment du Danois Kim Andersen, récent vainqueur du Tour du Limousin, et du Canadien Steve Bauer, deuxième de l'épreuve sur route des Jeux olympiques à Los Angeles.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
cours avec explications en français
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BECM
8, rue de Bern - 75008 Paris

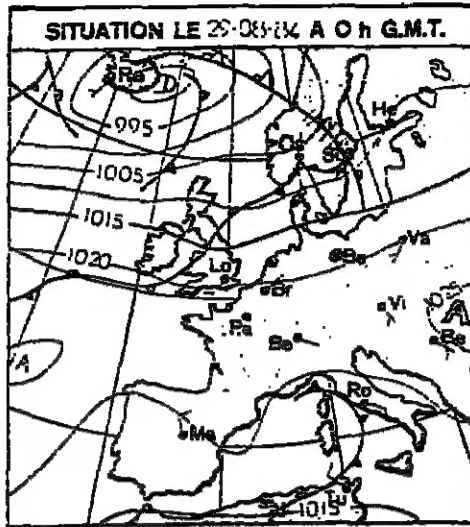
A ses lecteurs qui vivent hors de France

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION INTERNATIONALE

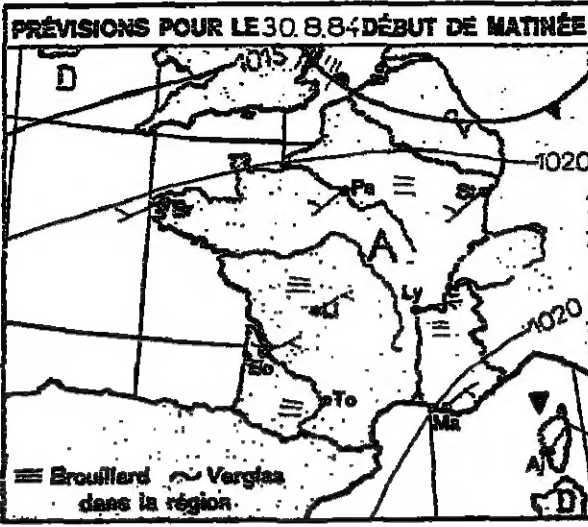
Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 29-08-84 A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 30 AOUT A 0 HEURE (GMT)

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 29 août à 0 heure et le jeudi 30 août à 24 heures.

L'instabilité en Méditerranée s'atténue et des conditions anticycloniques vont prédominer sur le pays; le courant perturbé océanique circule toujours à des latitudes élevées.

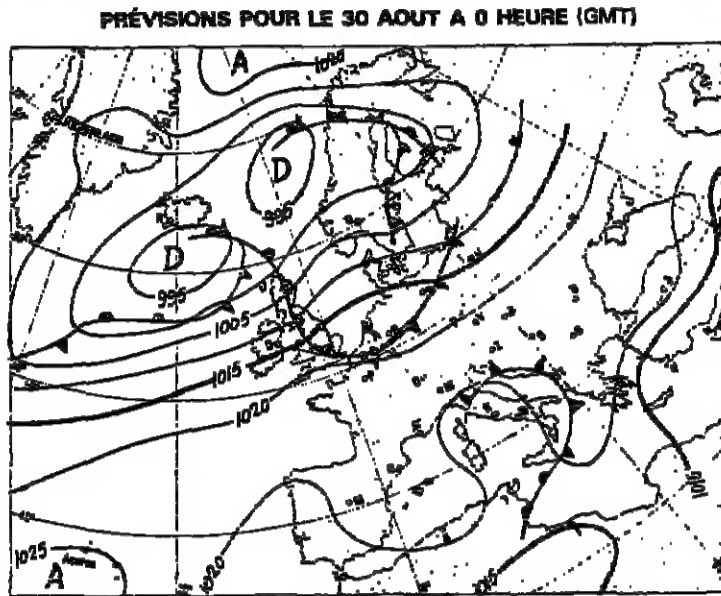
Jeudi matin, le risque de formation de brumes ou de bancs de brouillard est important sur toutes les régions, excepté près de la Méditerranée où quelques passages nuageux seront toutefois observés.

Les nuages risquent d'être également nombreux près des côtes de la Manche mais, au cours de la journée, le soleil fera de belles apparitions.

Sur les autres régions, le temps ensoleillé prédominera dans le milieu de la matinée; un faible risque d'averse persistera du sud des Alpes à la Corse. Le vent soufflera faiblement et les températures maximales, en légère hausse, atteindront 24 à 29 degrés du Nord au Sud.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 29 août à 8 heures, de 1022,4 millibars, soit 766,9 mm de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 août; le second le minimum de la nuit du 29 au 30 août): Ajaccio, 26 et 16 degrés; Biarritz, 23 et 12; Bordeaux, 27 et 14; Bourges, 25 et 12; Brest, 22 et 12; Caen, 24 et 11; Clermont-Ferrand, 20 et 14; Clermont-Ferrand, 23 et 11; Dijon, 26 et 14; Grenoble-St-Martin, 25 et 16; Grenoble-St-Georges, 23 et 13; Lille, 25 et 13; Lyon, 24 et 13; Marseille-Marganne, 21 et 19; Nancy,



26 et 10; Nantes, 26 et 13; Nice-Côte d'Azur, 25 et 19; Paris-Montsouris, 25 et 15; Paris-Orly, 26 et 14; Pau, 25 et 15; Perpignan, 24 et 18; Rennes, 25 et 13; Strasbourg, 26 et 11; Tours, 25 et 12; Toulouse, 26 et 14; Poitiers-Pierre, 23 et 13. Températures relevées à l'étranger: Alger, 28 et 16 degrés; Amsterdam, 24 et 14; Athènes, 29 et 21; Berlin, 25 et 13; Bonn, 24 et 8; Bruxelles, 24 et 13; Le Caire, 31 et 21; Les Canaries, 27 et 20; Copenhague, 23 et 15; Dakar, 32 et 26; Djibouti, 30 et 20; Genève, 25 et 11; Istanbul, 24 et 15; Jérusalem, 25 et 16; Lisbonne, 34 et 21; Londres, 26 et 14; Luxembourg, 25 et 10; Madrid, 28 et 15; Moscou, 12 et 8; Nairobi, 26 et 14; New-York, 24 et 21; Palm-de-Majorque, 26 et 15; Rio-de-Janeiro, 18 et 16; Rome, 28 et 18; Stockholm, 21 et 14; Téhéran, 36 et 24; Tunis, 31 et 20.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3786

1	2	3	4	5	6	7	8	9
II								
III								
IV								
V								
VII								
VIII								
IX								
XI								

HORIZONTALEMENT
1. Etat d'alerte. - II. Certains la révoquent quand d'autres y tombent. D'un emploi courant pour des Dominicains. - III. Sort du brouillard. Fait jouer les uns ou a donc fait travailler les autres. - IV. Prendre à partie. - V. Placement de père de famille. - VI. Du rouge en tube. - VII. Éléments de couverture. - VIII. Il avait le sens des nuances. - IX. Chauffage. Un endroit qui n'est pas réservé qu'aux dames. - X. Prendre au collet. - XI. Se prend souvent le temps d'une « éclaircie ».

VERTICALEMENT
1. Point cardinal. - 2. Lorsqu'il part pour la campagne, c'est rarement pour se retirer. Causes de changement. - 3. Cité. Est légèrement boiteux. Personnel. - 4. Fonds d'un puits (Singulier). - 5. Peut être défilé. Petit coin de l'Ardeche. Signes honorifiques. - 6. Vulgaire, pour un chrétien. Nous oblige parfois à faire parler la poudre. - 7. A donc pris un peu de saumon. Le fin du fin. - 8. Son passage laisse toujours des traces. Vaut trois unités. Echange standard. - 9. Décomposé. Élément d'une trinité.

Solution du problème n° 3785
Horizontalement
1. Poire. SA. - II. Voleurs. - III. En. Sait. - IV. Incapable. - V. Sir. TI. - VI. Amazone. - VII. Ennu. Nu. - VIII. Lierre. QI. - IX. IL. Cuf. - X. Éléante. - XI. Réves. Est.

Verticalement
1. Vaisselier. - 2. Pô. Ni. Nille. - 3. Oléocrâne. EV. - 4. éna. Murage. - 5. Ru. Air. As. - 6. Ersatz. Eon. - 7. Sablon. Été. - 8. IL. Nuques. - 9. Anclé. IF.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 29 août:
DES DÉCRETS
● Complétant et modifiant les parties réglementaires du code pénal et du code de procédure pénale applicables dans les territoires d'outre-mer.
● Relatif à la contribution exceptionnelle de l'Etat à la création d'emplois dans la région lorraine.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 31 AOUT
● Cimetière du Père-Lachaise. 14 h 30, entrée, boulevard de Ménilmontant (Arts et Curiosités de Paris).
● Montagne Sainte-Geneviève. 15 heures, métro Cardinal Lemoine (Commémoration d'Ici et d'ailleurs).
● Le Marais. 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Filaneries).
● Saint-Germain-des-Près. 15 heures, métro Mabillon (P.-Y. Joliet).
● Hôtel de Sully. 15 heures, 6, place des Vosges (Paris et son Histoire).
● La Conciergerie. 15 heures, entrée (M. Pobyet).

ÉDUCATION

ANNUAIRE PÉDAGOGIQUE DES COLLÈGES ET LYCÉES PARISIENS
Vous arrivez à Paris; vous déménagez; votre enfant entre en sixième, en seconde; vous voulez changer d'établissement; comment vous renseigner?
Dans son numéro de juillet-août - dont l'enquête principale est la Palmarès des universités, des classes préparatoires et des grandes écoles - le Monde de l'éducation publie l'annuaire de tous les collèges et lycées de la capitale, ainsi qu'un photocopie pédagogique de chacun d'eux: adresse, effectifs, options, langues enseignées, nom et adresse d'admission et des responsables de parures d'élèves.
* En vente chez les marchands de journaux (11 F), et au Monde (5, rue des Italiens, 75427 Paris CEDEX 09).

JEUNES

Change-t-on une équipe qui gagne ?

C'était trop beau. La Liette, journal des collégiens du Grand-Lucé (Sarthe) avait été trop complétement, trop honoré, trop salué (le Monde du 21 avril). Pour une fois, une publication réalisée par des élèves avait franchi les grilles de l'école pour impliquer les parents, et, au-delà, plus de cinq cents « vrais » lecteurs, dans ce canton rural. Son titre, qui évoque en poète sarthois un « tir à idées », et son contenu, mêlant nouvelles locales et petits reportages réalisés par les enfants, avaient séduit.

Les quatre professeurs, qui avaient conduit les élèves dans l'aventure n'avaient pas ménagé leur peine pour démontrer qu'un tout petit journal, écrit par des élèves de quatrième, pouvait aussi attirer de grandes signatures. M. Michel Jobert, Christine Ockrent, avaient collaboré à la Liette, et M. Louis Legrand, auteur du rapport dont s'inspire la rénovation des collèges, lui avait offert un éditorial enthousiaste.

Un numéro « Spécial Europe » publié à l'occasion des élections de juin 1984, avait même valu aux collégiens-journalistes un premier prix au concours « Un journal pour l'Europe », organisé par le ministère de l'éducation nationale. Consécration suprême, le principal du collège du Grand-Lucé et une élève avaient été reçus à l'Élysée lors de la réception du 14 juillet.

Faudra-t-il désormais se contenter de parler au passé de la Liette, expérience pédagogique couverte de lauriers avant de sombrer, victime du jeu implacable des mutations d'enseignants ? L'un des piliers de la Liette M. Philippe Boisbouvier, maître-auxiliaire d'allemand, n'a pas été nommé au Grand-Lucé à la rentrée 1984. Il ne satisfait pas aux conditions - nombre d'enfants, âge, ancienneté, notes administratives, éloignement du conjoint - pour être titularisé cette année et reste à la disposition du rectorat.

Cet été, un professeur exerçant dans l'académie de Strasbourg, lui, été nommé dans le chef-lieu de canton de la Sarthe au poste laissé vacant par M. Boisbouvier. « L'équipe pédagogique de la Liette ne peut être déman-

L'heure des mutations

Le collège s'était pourtant porté volontaire pour la « rénovation », et l'on comptait y étendre et y perfectionner l'utilisation du journal pour mieux responsabiliser les élèves et les inciter à s'ouvrir sur l'extérieur; cette deuxième déception a donc été perçue comme une infortune supplémentaire pour la Liette. Des heures ont bien été accordées pour combler le déficit, mais elles devront être assurées en supplément par les enseignants restants.

Doit-on changer une équipe qui gagne ? La question mérite d'être posée, notamment au Grand-Lucé. La titularisation des maîtres-auxiliaires est une vieille revendication enseignante en passe d'être satisfaite, et le service public, parce qu'il se doit d'être égal dans toutes les régions, ne peut fonctionner dans un système - et des entières - de mutation. Le démantèlement involontaire d'une équipe pédagogique soudée qui a démontré sa capacité à intégrer les élèves ne peut être qu'une source de découragement. Pourquoi l'appartenance à une telle équipe ne serait-elle pas prise en considération à l'heure des mutations ?

PHILIPPE BERNARD.

SERVICE NATIONAL

APPEL SOUS LES DRAPEAUX DE LA FRACTION DE CONTINGENT 1984/10

Le ministère de la défense communique:

La fraction de contingent 1984/10 comprendra, s'ils ont été reconnus aptes au service:

a) Les jeunes gens dont le report d'incorporation arrivera à échéance avant le 1^{er} octobre 1984;

b) Les jeunes gens dont l'appel avec une fraction de contingent antérieure a été, pour des motifs divers, annulé et fixé à l'échéance du 1^{er} octobre 1984;

c) Les jeunes gens volontaires pour être appelés le 1^{er} octobre 1984 et qui, à cet effet, ont, avant le 21 juillet 1984, déposé une demande d'appel avancé;

d) Les jeunes gens volontaires pour être appelés le 1^{er} octobre 1984, et qui, à cet effet, ont, avant le 1^{er} août 1984, fait parvenir leur déclaration de report d'incorporation.

Les jeunes gens destinés à l'armée de terre, à la marine ou à l'armée de l'air seront appelés à partir du 1^{er} octobre. Leurs services prendront effet à compter du 1^{er} octobre 1984.

Toutefois:

1. - Les jeunes gens résidant dans les départements et territoires d'outre-mer seront appelés le 11 septembre 1984; le point de départ de leurs services est fixé au 11 septembre 1984.

2. - Les jeunes gens destinés à la marine et ayant accepté le décalage de leur appel pourront, dans la limite des besoins, n'être incorporés dans cette armée qu'à partir du 5 novembre 1984, le point de départ de leurs services étant alors fixé au 1^{er} novembre 1984.

3. - Les jeunes gens admis au cycle préparatoire de formation des élèves officiers de réserve de l'armée de terre et les jeunes gens titulaires du brevet de préparation militaire (option sous-officiers) de cette armée, qui ont, à chacun de ces titres, accepté le décalage de leur appel, seront incorporés le 5 novembre 1984; le point de départ de leur service est fixé au 1^{er} novembre 1984.

Lisez LE MONDE diplomatique

CARNET DU Monde

Naissances

- Margot et Thomas ont la joie d'annoncer la naissance de leur frère
Camille,
22 août 1984.
Martine et Christian GRENIER,
13, rue Deville,
31000 Toulouse.

Simon LOBELSON

est né, le 7 août 1984, pour la plus grande joie de

Marguerite Robert,
son arrière-grand-mère,
Bernard Lobelson et M^{me},
ses grands-parents.
Jean-Yves et Monique Mahé,
ses grands-parents.
Joseph Lobelson et Véronique Mahé,
ses parents.
Eric et Hervé Mahé,
ses oncles.

16, rue du Docteur-Acquaviva,
13248 Marseille Cedex 4.

Mariages

- M. et M^{me} Jacques ARMAND,
M. et M^{me} Jack Yves RENAULT
sont heureux d'annoncer le mariage de
leurs enfants,

Brigitte et Yannick,

qui sera célébré le 22 septembre, à
15 heures, en l'église Saint-Jean-
Baptiste de Grenelle.

7, rue Pénicaud,
33300 Bordeaux.
2, allée Claude-Monet,
94500 Champigny.

Décès

- M. Jean Batigne et M^{me},
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Caroline Sanchez
et ses enfants,
M. Daniel Batigne,
M. et M^{me} Jean-Louis Millin
et leurs enfants,
M^{me} Diane Lac,
Parents et alliés,

ont le regret de faire part du décès de

M. René BATIGNE,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,

survenu, à Cannes (06), dans sa quatre-
vingt-seizième année.

Les obsèques seront célébrées à Paris
dans la plus stricte intimité, le vendredi
31 août 1984.

20, rue Marbeau,
75116 Paris.

- M^{me} Christian BENEZECH
et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès du

professeur Christian BENEZECH,
le 21 août 1984.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus
stricte intimité.

34000 Saint-Clement-La Rivière.

- Le président,
Les vice-présidents
Et les directeurs des unités d'ensei-
gnement et de recherche de l'université
de Montpellier-I,
Le secrétaire général
Et les membres du conseil de l'univer-
sité

ont le regret de faire part du décès, sur-
venu le 21 août 1984, de

M. Christian BENEZECH,
professeur de biophysique médicale,
doyen honoraire
de la faculté de médecine.

Les obsèques ont été célébrées en
l'église de Saint-Clement-La Rivière
(Hérault), dans l'intimité familiale, le
23 août 1984.

- Le doyen,
Les membres du corps enseignant
Et du conseil de gestion de la faculté
de médecine de Montpellier
ont le regret de faire part du décès, sur-
venu le 21 août 1984, de

M. Christian BENEZECH,
professeur de biophysique médicale,
doyen honoraire
de la faculté de médecine.

Les obsèques ont eu lieu le 23 août en
l'église de Saint-Clement-La Rivière
(Hérault), dans l'intimité familiale.

M. Christian BENEZECH,
professeur de biophysique médicale,
doyen honoraire
de la faculté de médecine.

Les obsèques ont eu lieu le 27 août
dans la chapelle des Dames-
de-Saint-Maur à Marseille.

Anniversaires

- Pour le troisième anniversaire de la
disparition de

Gilles MOYNE,
une pensée affectueuse est demandée à
ceux qui l'ont connu et aimé.

CEPES
CLASSE PRÉPARATOIRE
médecine pharmacie
Neuilly et Quai d'Ile Neuilly 722.94.94 - 745.09.19

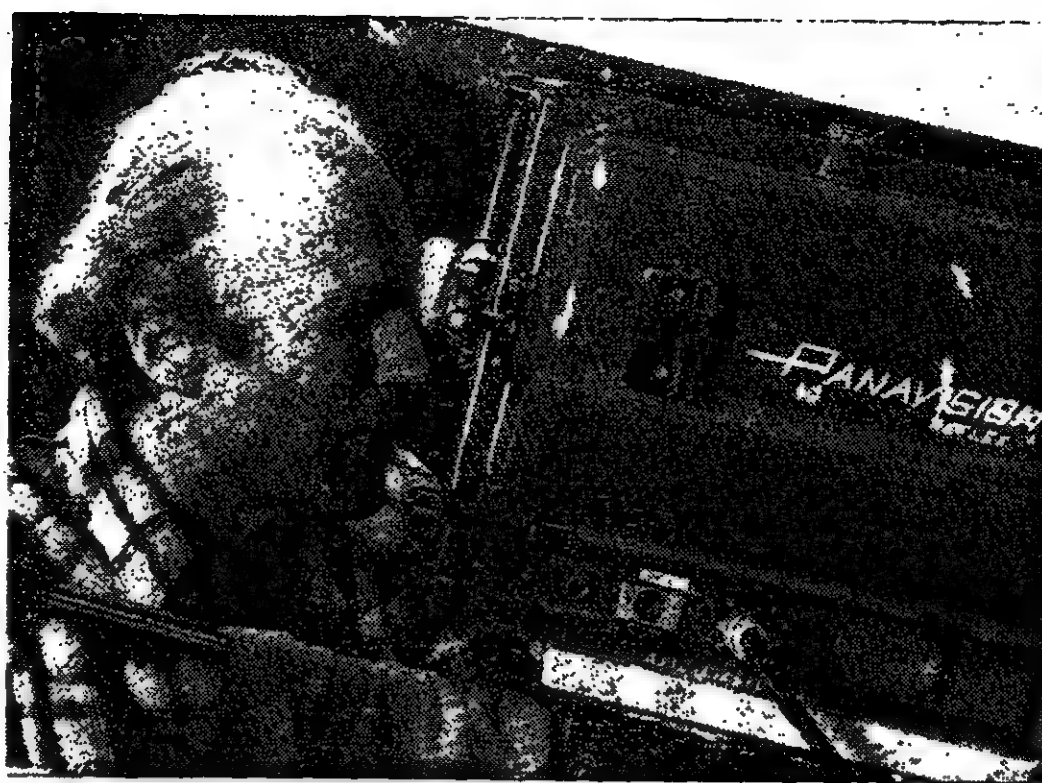
PHOTOCOPIE COULEUR
SUR PAPIER ORDINAIRE / PAPIER PHOTO - RÉDUCTION / AGRANDISSEMENT -
DIAPOSITIF 75, RUE BAYEN 75017 PARIS - TEL. 572.41.46+

مكتبة من الأمل

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Les quatre «R» à la Mostra de Venise



(Eric Rohmer).

**Resnais
Rivette
Rohmer
Rouch**

L'amour fou du cinéma

TOUT commence au lendemain de la guerre, avec la redécouverte d'Hollywood, un moment absent des écrans français, et la révélation du néo-réalisme italien. Rome ville ouverte et Paisà de Rossellini, Sciuscià de Vittorio de Sica, mettent à mal les vieilles conventions narratives, semblent nous jeter au cœur de la réalité. Hollywood déferle à nouveau sur les écrans. Mais le cinéma français, coupé du monde pendant quatre ans, occupe mieux la place. Des lois, succèdent à la conjonction historique de l'occupation, vont commencer à le protéger. Le mouvement ciné-club connaît une expansion sans précédent, l'association Tourisme et Travail est le lieu d'où surgissent non seulement les frères Jacques, mais aussi André Bazin, Chris Marker.

L'écran français est brièvement, de 1945 à 1947, avant que la politique ne le dévore, l'hébergement de cinéma dont tout le monde a rêvé. La Rivette du cinéma repartit. Jean-Georges Aurio, avec la collaboration d'un jeune critique Jacques Doniol-Valcroze, impose un ton à base de fantaisie et d'une culture illustrée. Nous y découvrons, émerveillés, André Bazin et ses articles sur Charles Chaplin, William Wyler. Un certain Maurice Schéer, le futur Eric Rohmer, y affine ses piques et nous parle, avec ferveur presque, d'espace et de morale. L'historien communiste Georges Sadoul tient chronique chaque semaine aux Lettres françaises, chez Aragon.

La France est fière d'abord retrouver le cinéma dans un climat passionné. Slogans, cris de ralliement, jallissent (la caméra-étoile selon Alexandre Astruc : « La caméra est la caméra, la caméra, le stylo », le paradoxe de Roger Leenhardt : « A bas Ford, vive Wyler »), les excommunications se fourbissent dans l'ombre. La guerre froide sévit en politique, mais aussi dans les esprits. L'Amérique est plus que jamais lointaine, pays mythique qui n'entraîne pas de nous faire rêver par ses films. C'est à ce moment précis que naissent les Cahiers du cinéma, portés sur les fonts baptismaux par Jacques Doniol-Valcroze, qui a pris la relève après la mort accidentelle de Jean-Georges Aurio et Lo Duca, auxquels va se joindre très vite André Bazin. Nous sommes en 1951.

C'est au moment où le vieil Hollywood entame son inséparable déclin, vers 1952, qu'une nouvelle génération de critiques apparaît aux Cahiers, conduite par François Truffaut et Jacques Rivette, avec également Claude Chabrol. Jean-Luc Godard, Hollywood est progressivement réhabilité, sanctifié, cependant que s'esquisse une théorie du cinéma dont Jacques Rivette (la mémorable Lettre sur Rossellini, d'avril 1955) et Eric Rohmer sont les idéologues intraitables. Les Cahiers du cinéma porteront haut le drapeau d'une nouvelle vague encore à naître — le terme a été inventé par François Giroud dans l'Express, en 1958, à l'occasion d'une enquête sur la nouvelle génération. A la fin de la décennie, c'est l'explosion, la persécution à l'écrit. Et coup sur coup, nous voyons le Beau Serge (1958) et Les Cousins (1959) de Claude Chabrol, A bout de souffle de Jean-Luc Godard, les Quatre Cents Coups de François Truffaut, le Signe du lion d'Eric Rohmer, tous les trois achevés en 1959.

A la même époque Alain Resnais réalise à son tour son premier long métrage, Hiroshima, mon amour, sur un scénario original de Marguerite Duras. Depuis ses films sur l'art, et d'abord Van Gogh, en 1948, Alain Resnais est, avec Georges Franju, Pierre Kast, à la pointe d'un mouvement de renouvellement du cinéma français particulièrement évident dans le court métrage. Certains, comme notre confrère américain Richard Roud, aujourd'hui directeur du Festival de New-York, mais Parisien d'adoption, parleront, un peu plus tard, à côté du groupe des Cahiers du cinéma, d'un groupe rive gauche, ainsi nommé parce que ses représentants habitent la rive gauche, mais aussi, de quelque façon, s'inscrivent dans la mouvance politique de gauche et qu'ils rattachent le cinéma à un ensemble plus large incluant théâtre, cabaret, littérature, musique. Outre Resnais, on pense immédiatement à Chris Marker, à Agnès Varda, à Henri Colpi.

Inclassable, un certain Jean Rouch, ethnographe, explorateur, poursuivi en solitaire, sinon précède, le travail de sages de Jacques Rivette aux Cahiers du cinéma. Il redonne ses lettres de noblesse à l'amateurisme, qui signifie tout simplement : faire du cinéma avec amour. Moi, un Noir, en 1958, crée le choc, frappe en quelque sorte les trois coups pour toutes les nouvelles vagues présentes et à venir. « Comme la Jeanne d'autrefois », écrit, enthousiaste, Jean-Luc Godard (les Cahiers du cinéma, avril 1959), notre ami Jean s'en est allé avec une caméra pour sauver sinon la France, du moins le cinéma français. Jean Rouch fera la liaison, à égalité absolue avec Michel Brault et ses années canadiennes, avec Richard Leacock et la révolution du direct aux Etats-Unis.

Nous avons voulu réunir, à l'occasion de l'hommage rendu cette année par Gian-Luigi Ronchi, directeur de la Mostra de Venise, au cinéma d'auteur, les quatre « R » choisis par lui pour représenter la France (avec Otar Iosseliani et les Favoris de la lune) : Eric Rohmer, Jacques Rivette, Alain Resnais et Jean Rouch. Rohmer repartait déjà sur un nouveau film : Hervé Guibert évoque avec lui les raisons de certains choix. Alain Resnais, luttant contre le montre pour finir l'Amour à mort en temps voulu, dut s'écarter assez rapidement. Restaient donc à face Jacques Rivette et Jean Rouch. Malgré le danger évident de trop s'abandonner aux idées générales, danger redouté par Rivette, dernière la permanence des préoccupations de l'un et de l'autre, se reconnaissent des affinités, la même affirmation farouche d'indépendance.

De ces quatre cinéastes français, aussi différents que l'air se peut, et de quelques autres, est née une petite révolution qui a eu des retombées un peu partout, et d'abord au Brésil, au Québec et en Hongrie.

L. M.

Le piège délicieux des « Nuits de la pleine lune »

Q U'il se ressemble ne s'assemble pas. Rémi, sportif carré, travaille au sein d'une mission d'aménagement à Marne-la-Vallée. Il a l'honneur de sortir, il a sa maison, Louise, et ça lui suffit. Louise, fine sauteuse, a choisi la voie des arts décoratifs. Elle adonne s'amuser, elle aime Rémi, et pour le garder sans écouffier, s'aménage un studio à Paris.

C'est avec Octave, un journaliste marié, que Louise parle vraiment, et sur le même longueur d'onde. Ils ont, identiques, une disponibilité égoïste à l'égard du monde et de la séduction. Octave se dit amoureux de Louise, et ce désir — qui entraîne chez lui une attention jalouse, toute conjugale — est leur seul désaccord. Pour Louise, Octave est son meilleur ami, simplement, et par-dessus tout.

Les théories de Louise sur la liberté en amour ne sont-elles pas imprudentes ? Réponse à la fin des Nuits de la pleine lune, quatrième volet de ces « Comédies et proverbes » où Rohmer développe en innombrables arabesques un argument tout ce qu'il y a de commun.

« Qui a deux femmes perd sa raison », dit le prétendu dicton champenois placé en exergue du film. Et en face des dispositifs de Louise, nous, les spectateurs, nous sommes saisis par la beauté de son discours. Louise est fragile sous ses airs. Elle devrait arrêter de penser (pour ce que c'est fracassant, ce qu'elle pense !), arrêter de bouger, se stabiliser, enfin.

Elle avait dit à Rémi de regarder (en substance, car on ne s'exprime pas ainsi chez Rohmer) plus loin que le bout de son nez à elle ? Elle le voit dans un café. Elle se cache. Il ne l'a pas vue, mais Octave, l'a vu. Lui. Avec une femme. Une femme avec une toque. Une des amies de Louise a une toque.

Louise tique. Et nous, qu'est-ce qu'on fait ? On rit, évidemment. On rit de bonheur tout au long du film. Ces moments sont notre épopée quotidienne.

Ceux qui ne supportent pas Rohmer disent de ses acteurs qu'ils perdent faux. Béatrice Romand dans Un beau mariage, Arielle Dombasle dans Pauline à la plage et, à présent, Pascale Ogier et Fabrice Luchini, ont ce débit net, cette intrépidité de la voix qui sont justement la seule condition pour que le film reste maintenu en équilibre sur le fil tendu par le cinéaste. Le dialogue, c'est la ligne de crête. S'il était dit autrement, il serait ridicule par son abondance, par sa légèreté raffinée. Tous les risques qu'il contient ne sont perceptibles qu'à l'écoute, à l'image.

Les acteurs sont parfaits pour des personnages parfaits. Ils sont transparents, ils ne montrent pas du doigt ni de l'œil ce qu'ils savent faire. Fabrice Luchini est un Octave brillant, Tcheky Karyo un Rémi opaque traversé de douceur. Les rôles plus modestes, interprétés par Virginie Thévenet et Christian Vadim, sont aussi éloquentes. Lazzaro Szabo décline le secret du titre.

Pascale Ogier signe la décoration du film, et c'est un prolongement naturel de son intelligence à jouer, un fragment de l'accord total qui régit sur l'œuvre, depuis les gris orchestraux par le directeur de la photo, Renato Berta, jusqu'à la participation amicale et fouillée des figurants qui tiennent les files.

Dans les fêtes, Rohmer isole les pentomimes de la maladresse ou de l'astirance. Parce qu'il émeut aussi, ou fait rire, du contraste muet entre deux éléments d'un plan fixe. C'est du cinéma. Une façon de suggérer des pans d'histoire en une absence (on ne voit qu'un photo la femme d'Octave, et les copains de Louise ne sont joignables qu'à la télévision), de nous signifier sur un visage (l'apparition d'une certaine Camille), de nous fourvoyer en s'attardant sur un autre (Marianne, l'amie de Louise).

Pourquoi les Nuits de la pleine lune nous laissent-elles en paix, réjouies et distraites, sans que cette anecdote méchante prenne un tour cruel ? Parce que Rohmer, remarquable épistolier du cœur, ne s'adresse qu'à l'esprit.

« Il y a ceux qui disent : j'ai envie de faire autre chose, et d'autres personnes qui disent : il existe une tradition et j'ai envie de m'y inscrire. Et puis finalement on s'aperçoit que ça revient au même. Qui est le plus révolutionnaire, Ingres ou Delacroix ? »

JACQUES RIVETTE.
(Juillet 1984.)

« Je me sentais solidaire de tout ce qui se faisait, qui était un peu différent. Mais je ne me suis jamais identifié aux recherches de la nouvelle vague en tant que telle. Dans mes souvenirs, j'avais l'impression de continuer une espèce de tradition à cheval entre Le jour se lève, de Carné-Prévert, et l'Inconnue d'Arras, de Salacrou. »

ALAIN RESNAIS.
(Juillet 1984.)

« L'idéal serait de faire du cinéma de fiction improvisé. Le cinéma de fiction improvisé, à mon sens, est un cinéma dans lequel on ramasse les éléments du réel, et où une histoire se crée pendant le tournage. Il faut être en état de grâce. Or pour être en état de grâce il faut avoir un œil dans le viseur, il faut voir le film. »

JEAN ROUCH.
(Juin 1963.)

Des « Contes moraux » aux « Comédies et proverbes », n'y a-t-il pas une sorte de régression, comme une jeunesse généralisée ?

(Lire page 12, la réponse d'Eric Rohmer.)

CLAIRE DEVARRIEUX.

* Les Nuits de la pleine lune sort ce mercredi 29 août (voir les films nouveaux -), et sera présenté à Venise le 5 septembre. Le Monde rendra compte des autres films au fur et à mesure de leur passage à la Mostra. L'Amour par terre, de Jacques Rivette, est présenté le 31 août ; l'Amour à mort, d'Alain Resnais, le 1^{er} septembre (sortie en France le 5 septembre), et Dionysos, de Jean Rouch, le 3 septembre.

IPES
ne pharmacie

OPICOU



Jacques Rivette

Venise

devoir. Leur budget, même réduit, reste important. Il est entièrement consacré à faire marcher leur machine infernale. Il n'est plus du tout consacré à la création.

- Si l'on veut faire du cinéma, il va falloir travailler comme Jean Rouch et ses étudiants ?

- Rouch : Le quota normal, c'est un sur cent. Il faut cent étudiants pour en avoir un qui puisse être réalisateur. Il y a un hasard terrible : quel qu'un fait un film et tout à coup ça fonctionne.

- Rivette : En effet, en même temps, je n'ai jamais rencontré quelqu'un qui avait vraiment envie de faire un film et qui ne l'ait pas fait. Dans la mesure où ces films restaient faisables, n'étaient pas des rêves fous, comme de vouloir faire un remake des Dix Commandements. Qu'après le film ainsi réalisé ait été bon ou mauvais, c'est une autre question. C'est faux, l'idée d'un pourcentage d'échecs énorme : c'est vrai si l'on compte le pourcentage absolu des soi-disant candidats. Mais si l'on compte, parmi ces soi-disant candidats, ceux qui désirent vraiment, réellement, faire quelque chose, à ce moment-là, je pense, la proportion des choses qui se font, c'est 90 %.

- La diffusion n'aide guère.

- Rivette : Le problème de la diffusion est un problème différent, bien mal parti. La régression est énorme. Il ne faut pas y voir un complot diabolique des distributeurs et des exploitants. C'est dû au contraire à un manque de curiosité de plus en plus grand des spectateurs. De plus en plus, ceux qu'on appelle les spectateurs ont envie de voir une chose, et pas le reste.

- Dans ces conditions, comment peut-on conseiller à des jeunes de se lancer dans le cinéma ?

- Rouch : Il faut bien dire la vérité. Actuellement, ce qui est important, c'est de bouffer. Il faut bouffer. C'est très dur de bouffer en

en faisant le genre de cinéma dont je parle. Surtout le cinéma ethnographique. Et moi, ce que je dis aux étudiants, avec une thèse de troisième cycle, on peut entrer dans la fonction publique, obtenir un poste quel qu'il soit avec un salaire élevé.

- Pratiquer le cinéma comme un hobby ?

- Rouch : C'est exactement ce que faisait Julien Gracq en littérature.

- Oui, mais ça coûtait moins cher d'écrire un livre.

- Rouch : Bien sûr. Mais je vais vous citer l'exemple d'Euzhan Palcy. Elle prépare une thèse sur l'histoire de la Rue Cases-Nègres. Elle va sans doute créer un département de cinéma à l'université de Fort-de-France. Elle aura un emploi. Une sorte d'emploi.

- Est-ce que c'est plus facile aujourd'hui, techniquement, d'obtenir ce qu'on désire ?

- Rouch : Oui, parce qu'on a du matériel plus maniable.

- Rivette : C'est d'autant plus aberrant de continuer de vouloir imposer à tous les cinéastes des façons de procéder datant de l'époque où les films se tournaient en studio, où effectivement il fallait construire des décors et savoir deux mois à l'avance quels étaient les emplacements de caméra.

- Rouch : Le son est en retard. Je ne sais pas si Jacques a eu ces problèmes-là.

- Rivette : Je n'ai pas le sentiment qu'il soit en retard sur l'image. On a toujours envie que ce soit plus souple, plus pratique, plus immédiat, plus spontané.

- Rouch : Je me suis aperçu, au cours du tournage de mon dernier film, de l'archaïsme terrifiant qui subsiste dans la prise de son. Il faut, avec Jean Epstein, après tout ce qu'il a dit sur l'image et l'acoustique de l'image, réfléchir un peu à ce qu'est le son. A sa qualité physiologique, à cette sélection que nous fai-

« Moi, ma conclusion, c'est que le cinéma progressera par des gens qui sont toujours des grands marginaux. Et pour moi, Alain (Renaud), Ricky (Richard Leacock), Jacques (Rivette), moi, nous sommes des gens marginaux. C'est-à-dire que notre cinéma, même fait dans un système, n'est jamais véritablement dans ce système. Il est ailleurs. Il prend des risques considérables que les autres ne prennent pas. »

JEAN ROUCH

Dialogue sur

« Il y a quelque chose qui me met en colère, c'est quand on lit des textes, des allusions, même des livres, le nombre d'erreurs chronologiques, monumentales, qu'il y a. Alors un jour, ce serait une œuvre saine et salubre d'y consacrer huit jours, de préciser trois ou quatre points : c'était à telle date, de telle façon, à tel moment. Nous, cette génération adolescente... »

JACQUES RIVETTE

sons qui nous permet d'écouter quelque un en grommant...

- De localiser dans l'espace, en quelque sorte ?

- Rouch : De « localiser » l'espace. Comment faire ? Je continue à penser que le modèle vient de petits essais faits par des étudiants sans moyens, travaillant avec les techniques du super-8 aujourd'hui, quelque fois en vidéo. J'aimerais poursuivre personnellement l'expérience que viennent de faire Raymond Depardon et surtout Alain Gheerbrant avec l'Amour rue de Lappe. C'est-à-dire la possibilité de maîtriser le son en même temps que l'image, d'être ce personnage très bizarre, à la fois spectateur de son film de l'œil droit et auditeur de l'oreille droite. Et qui, de l'oreille gauche et de l'oreille droite, est le réalisateur. Pour pouvoir rentrer dans une réalité, y pénétrer parce qu'on est seul, c'est-à-dire ne pas avoir l'arrogance que nous avons quand nous sommes entourés, et qui fait que quelque chose se modifie.

- Il faut faire du cinéma « au vent de l'éventuel », comme disait Breton. Dans le domaine d'un cinéma plus naturel et plus en prise directe sur la réalité, vous êtes obligés de tenir compte de cela. Or nous n'en sommes qu'au début, au démarrage. Il faut traquer le spontané. C'est dans ce domaine-là que je poursuis mon travail. Je le complice à plaisir, par goût du risque, en essayant de chasser le spontané dans l'imaginaire. Ce qui est dérangeant, c'est d'utiliser tous les pièges des romans victoriens, des romans de terreur victoriens, tous les systèmes que l'on connaît bien, pour conduire ceux qui participent à ce jeu à un élément de rupture avec eux-mêmes. Ils deviennent soudain de fantastiques acteurs, complètement imprévus, et pour eux-mêmes et pour autrui. J'ai été très surpris, dans le film que j'ai fait, par un ami, Jean Monod, qui devient Dionysos. Et qui ne se le cache pas.

- Rivette : La formule de Breton que citait Jean, je l'avais lue, je l'avais oubliée. Elle est effectivement juste. Pour moi aussi, le cinéma, c'est d'essayer de capturer ce qui n'a lieu qu'une fois. C'est le poème de Baudelaire *Une passante*, c'est la rencontre le quart d'une seconde, le regard qui, sur la pellicule, fait quatre images, mais est inoubliable pour le reste de la vie. Le cinéma, c'est vraiment un miracle, une machine qui a été inventée à la fin du dix-neuvième siècle et dont l'imaginaire des hommes rêvait depuis des millénaires. Cette machine a surgi comme un aboutissement... C'est l'aboutissement de l'histoire de l'humanité.

- Mais vous-même, comment travaillez-vous avec les acteurs ?

- Rivette : Je n'écris pas le rôle, puisque je n'écris pas, c'est bien connu, de scénario. J'essaie de parler avec les gens, ce qui est plus intéressant qu'écrire. Le cinéma est un prétexte pour rencontrer des personnes, justement, comme Jane Birkin. Autrement, bien sûr, je peux toujours aller trouver Jane chez elle, sonner à sa porte et lui demander de me faire le rôle. Bon, peut-être qu'elle le fera, parce qu'elle est très gentille, mais ça tournera court. Si je viens chez elle en lui disant : « Bien, après tout, si on essayait de faire un film ensemble ! », notre dialogue est plus intéressant. Parfois, à force de parler avec des comédiens, avec quelques personnes de l'image et du son qui ont des opinions, il peut y avoir un produit sans passer justement par quelque chose d'écrit. Il l'écrit, je demande à Pascal Bonitzer ou à Jérôme Prieur de se dévouer, de faire des scénarios pour le Centre du cinéma, pour la production.

- Rouch : Moi, je n'ai jamais écrit en principe, sauf si j'y suis forcé. Alors parfois on est coincé. Par exemple j'avais prévu un tournage à la gare d'Orléans que j'avais vu un jour d'orage, l'éclairage lat-

SELECTION

CINÉMA

Repères : Don Giovanni, de Joseph Losey (ainsi naquit le film-opéra) ; Plus fort que le diable, de John Huston (humour et chasse au trésor) ; l'Héritière, de William Wyler (Montgomery Clift chez Henry James) ; l'Âge des maudits, de Fritz Lang (Marlene et son ranch).

MUSIQUE

Après le creux de la fin août, les festivals refléussent en septembre, et d'abord celui de Besançon, où l'Orchestre et les Chœurs du Brabant donneront le coup d'envoi, le 31 août, avec le Requiem allemand de Brahms au palais des sports. Suivront, entre autres, un récital de Katia Ricciarelli, le 1^{er} septembre, le Quatuor Francini le 2, l'Orchestre de Paris le 3, l'Ensemble Maurice Bourgue le 6 et ainsi de suite jusqu'au 23 septembre.

A l'autre bout de la France, Musique en Côte basque célèbre son vingt-quatrième anniversaire avec un programme, où figurent notamment les Vêpres de Monteverdi, dirigées par J.-C. Malgoire (le 31 août à Saint-Jean-de-Luz), un récital d'Ivo Pogorelich (le 3 septembre à Ciboure), une soirée avec le Quatuor Takacs et Deszö Ranki le 4 à Ascain), une autre avec le violoniste Olivier Charlier (le 6 à Bayonne), enfin, Teresa Zilis-Cara prêter son concours au concert de l'Orchestre régional de

Bayonne-Côte basque (le 8 à Anglet).

JAZZ

Derniers festivals de l'été. A Cluny, après une semaine de classes d'orchestre et de conférences, trois jours de concerts avec Sommer, Levallet, Mossini, Tchical et Texier (du 30 août au 1^{er} septembre).

A Chantonnay-Villedieu, même époque, même esprit : musiques européennes, improvisation en liberté, animation de village avec Sommer, Kassat, Levallet, Tony Cox, Brötmann, Coxhill, etc. Jusqu'au 2 septembre.

EXPOSITIONS

Cent trente feuilles de Clouet à Daumier ont été puisées dans la collection du musée Grobet-Labadie pour illustrer la diversité et la spécificité des techniques du dessin depuis la Renaissance et rappeler la richesse du fonds marseillais. Pour rester dans le domaine, en esquissant la remontée vers Paris, rappelons l'exposition du château de Tanlay : Giacometti, dessins, gravures, lithographies.

Des dessins qui ont aussi été sortis des réserves pour la saison, on peut encore en voir à Rouen (du dix-septième siècle français), au Musée des beaux-arts et au Louvre, où « Dessins et sciences » met l'accent sur le rôle du dessin comme véhicule de la recherche mathématique et technique aux dix-septième et dix-huitième siècles.

Eric Rohmer : « On pourra toujours

« Des Contes moraux » aux « Comédies et proverbes », il y aura une sorte de régression : de l'âge des protagonistes, des problèmes moraux qui sont posés et de la forme cinématographique elle-même et des moyens mis en œuvre, comme une jeunesse généralisée...

- Dans les « Contes moraux », le discours moral était plus explicite : il était présenté comme il peut l'être dans la vie, de la façon la plus naturelle possible.

- Dans *Ma nuit chez Maud*, il apparaît sous la forme la plus théorique, mais, dans *l'Amour l'après-midi*, le *Genou de Claire*, ou la *Collectionneuse*, il se présente de façon à la fois plaisante et dramatique. Dans les « Comédies et proverbes », la morale est celle du proverbe, et comme dans les *Fables de La Fontaine*, les Proverbes de Musset ou de Shakespeare, le proverbe n'est qu'un prétexte. Il y a le proverbe apparent et le proverbe caché, et même si je le prends au sérieux, le vrai proverbe n'est pas celui qui est dit au début...

- Mais on se retrouve quand même au niveau de la *flèche-sentiments* de O.K. Age tendre, alors que les « Contes moraux » étaient dans la continuation du grand roman français du dix-neuvième siècle...

- S'il y a un côté plus sentimental, cela tient tout simplement à ma volonté de m'en tenir à des schémas classiques. Ceux des « Contes moraux » étaient romantiques, et provenaient d'ailleurs plus de la littérature romanesque du dix-neuvième siècle que de celle du dix-huitième siècle, comme on l'a dit... Et les schémas classiques sont repris par tout le monde, aussi bien dans la littérature de gare ou de magazine que dans une littérature plus ambitieuse.

- Je pense que ces schémas peuvent encore fonctionner. Les

« Comédies et proverbes » sont des jeux de divertissement, on s'amuse en les faisant. Je parle du cœur, je crois au cœur ; la littérature moderne et le cinéma ambitieux n'y croient plus, on réserve ça aux magazines, enfin ça n'existe plus, aux magazines. Moi je prétends être plus moderne dans cette mesure : l'âge de l'existentialisme est révolu. Ce courant, qui a traversé la seconde partie du vingtième siècle et qui naît chez Kafka, chez Joyce, chez certains écrivains américains, a pris conscience de lui-même avec Sartre, et a pu se prolonger avec Pavesse, Moravia ou Peter Handke. Ce courant a fini par marquer le cinéma

assez tard et a donné un cinéma de l'existence prenant conscience d'elle-même dans le néant : la vide, l'absence de drame, l'ennui - pour reprendre un terme de Moravia, l'absence de croire et le refus aussi de toute sentimentalité.

- J'ai toujours voulu faire autre chose, sans pour autant retourner au passé, sans pour autant faire du rétro, peut-être parce que je crois qu'il y a un fonds éternel dans l'homme. Je pense qu'il y a quelque chose de permanent, autrement dit qu'on pourra toujours parler d'amour. La preuve en est que les magazines du cœur existent, et c'est peut-être très bien.

La fantaisie et l'imagination

- Ce que vous racontez, ce sont des choses que vous avez vécues ou observées ?

- Là où je m'affirme classique et non romantique, c'est que ce sont des choses que j'ai inventées. J'ai très peu vécu, et je vis de moins en moins (j'ajouterais que le bonheur n'a pas d'histoire), et je pense qu'on a trop mis l'accent sous ces temps-ci sur l'expérience vécue, sur l'autobiographie. Aux grandes époques de l'art, les gens ont inventé, ils ne se sont pas contentés d'observer. Il y a un mythe de l'observation, on parle de Balzac en train de prendre des notes, mais il a dû davantage travailler en buvant du café et en passant des nuits blanches. Soit les gens se trouvent dans des réalités intéressantes et sont incapables de les transposer, soit ils ont peu vécu et inventent de petites choses.

- Mon domaine est limité : je peux inventer dans certaines limites, il y a des choses pour lesquelles je ne suis pas doué. Chacun a son propre terrain de réverie, certains sont obsédés par des histoires plus tragiques, pas forcément parce qu'ils les ont éprouvées. Quand j'écris mes

films, je sens une réalité naître, se constituer peu à peu, et il arrive un moment où elle vit d'une vie indépendante. Quand mes personnages sont arrivés à maturité, je les laisse parler eux-mêmes, sans plus aucune référence à quelque réalité que ce soit.

- Alors les scènes qui se présentent à vous sont des sortes de fantasmes ?

- Non, c'est un mot frauduleux que je déteste. J'emploierais plutôt le mot allemand, *Fantasie*, la fantaisie. Je crois à l'imagination, je crois que c'est ce qui manque à notre siècle, l'imagination n'est pas au pouvoir comme on voudrait nous le faire croire.

- De la Collectionneuse à Pauline à la plage, vous croyez que ce sont les marges qui évoluent ou le langage ?

- L'ordre dans lequel ces films ont été tournés n'est pas celui dans lequel ils ont été écrits. Mes films offrent une peinture de l'époque très présente, et je ne suis pas beaucoup de gens de cinéma, je n'ai pas la nostalgie du passé. Supposons que je développe un thème qui me

soit venu à l'esprit dans les années 50, l'idée ne me viendrait pas de le situer dans ces années-là, il est devenu quelque chose de moderne. Porté en moi, il se modernise avec le cours du temps. Tourné dans dix ans, *Pauline à la plage* serait un film différent ; ni plus ni moins moderne ; mais tout ce qui peint l'époque aurait changé, il ne resterait rien des années 50. Je pourrais refaire les « Contes moraux », il suffirait de très peu de chose pour les moderniser.

- Quand vous faites dire à un de vos personnages : « Elle me branche », c'est un accessoire de mode ?

- Je fais parler les gens dans la langue dans laquelle ils peuvent parler actuellement. Mais je cherche une chose un tout petit peu différente de ce qu'on entend en général : j'aime un bon français, familier, d'argot même, ou un français plus recherché. Je trouve que la plupart des films surenchérissent à plaisir sur le laisser-aller de la langue (je m'arrange pour éviter les anglicismes, et j'aime bien les interrogations correctes avec inversion). Les gens parlent mieux dans la vie qu'au cinéma ou dans les romans. J'évitais les expressions de ce laisser-aller, mais je ne refusais pas tout ce qui est intéressant et vivant dans le langage familier et actuel. L'idéal est de donner l'impression que les personnages inventent leur texte - ce qui n'est pas vrai - qu'il ne s'agit pas de quelque chose qui a été improvisé mais qui sort spontanément.

- Le vieillissement ne vous intéresse pas : vous auriez pu introduire un personnage de votre âge parmi ces jeunes ?

- Si on considère les « Comédies et proverbes » de Musset, il y a essentiellement des jeunes premiers, il y a aussi des barbons. Dans les miens, il n'y en a pas, il y en aura peut-être. Je ne me sens pas à l'aise avec les personnes de cet âge. J'ai eu

MONTE CARLO • PARAMOUNT OPERA • PARAMOUNT MARIVAUX
PARAMOUNT MONTMARTRE • PARAMOUNT ODEON
PARAMOUNT GODELINS • PARAMOUNT ORLEANS • PARAMOUNT BASTILLE
CONVENTION ST-CHARLES • PARAMOUNT MONTMARTRE • LES IMAGES
FORUM ORIENT EXPRESS • GAUMONT GAMBETTA
LE PASSY • PARAMOUNT MAILLOT

FANNY COTTENCON • BRUNO CREMER

A COUPS DE CROSSE

un film de VICENTE ARANDA

GAUMONT QUEST - 3 VINCENNES - LA YARENNE Paramount
CACHAN Plateau - MAISONS-ALFORT Club - VITRY Robespierre - POISSY Rex
4 Temps LA DÉFENSE - ARGENTEUIL Alphas

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale : rue Saint-Martin (271-12-13). Informations téléphoniques : 271-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

MINAM

Ventes aux enchères régulières, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée du musée (voies de la gare) ; lundi et mardi, 17 h, galeries contemporaines ; 13 F (gratuit le dimanche).

WILLEM DE Kooning. Jusqu'au 24 septembre.

MARC CHAGALL. Œuvres sur papier. Jusqu'au 8 octobre.

ALIBIS : Artichewer, Colla, Tachet, Fata, Gerson, Kowalski, Lampa, etc. Jusqu'au 17 septembre.

COLLECTION MAGNELL. Arts primitifs. Jusqu'au 31 septembre.

EVE SONNEMAN. Travaux photographiques 1981-1984. Jusqu'au 9 septembre.

LE SIECLE DE KAFKA. Jusqu'au 1^{er} octobre.

CCI

MOBILIER NATIONAL. Vingt ans de création. Jusqu'au 24 septembre.

LES CRÉATEURS DU MOBILIER NATIONAL. Salle de documentation. Jusqu'au 24 septembre.

RFI

PLACES D'EUROPE. Histoire et actualité d'un espace public. Jusqu'au 24 septembre.

POLITIQUE/FICTION. Jusqu'au 10 septembre.

DES LIVRES POUR LES VACANCES. Bibliothèque des enfants. Plann. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Musées

LA DONATION KAUFMANN ET SCHLAGETER. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée par la galerie (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 13 F (gratuit le dimanche). Jusqu'au 3 septembre.

DESSIN ET SCIENCES. XVII^e et XVIII^e siècles. Musée du Louvre. Jusqu'au 24 septembre.

JEAN LE GAC - GIUSEPPE PENONE. Arts au Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

LE PRINCE EN TERRE D'ISLAM. CHAPITEAUX ROMAINS. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 9 F. Jusqu'à fin octobre.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Pages d'album. Grand Palais, avenue Winston Churchill (256-37-11). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 16 septembre.

IMAGES DE LA MONTAGNE. De l'artiste cartographe à l'ordinateur. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (261-82-83). T.J., de 12 h à 18 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 30 septembre.

LA NOUVELLE ATHÈNES. Musée Roman-Scheffer, 16, rue Chaplat (874-95-38). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 1 F. Jusqu'au 30 septembre.

SUB INVITATION. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 12 h à 18 h ; sam. et dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 17 septembre.

QUARANTE ANS DE POLITIQUE. Musée des arts décoratifs. Jusqu'au 17 septembre.

L'AUTOMOBILE ET LA PUBLICITE. Musée de la publicité, 18, rue de la Harpe (246-11-12). De 14 h 30 à 17 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 15 octobre.

UN SIECLE D'IMAGES DE PIETÉ. 1814-1914. Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf (555-01-30). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 15 septembre.

HOMMAGE A PAUL DELAROCHE. Musée Hébert, 85, rue de la Chapelle-Midi (222-62-82). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F ; Dim. : 4 F. Jusqu'au 17 septembre.

MICHEL DUFET. Musée Bourdelle, 16, rue A-Bourdel (548-67-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 31 septembre.

LOUIS XIV ET L'URBANISME ROYAL. Archives nationales. Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (271-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Entrée : 4 F ; dim. : 2 F. Jusqu'au 31 octobre.

MONTMARTRE. Des origines à nos jours. Musée de Montmartre, 12, rue Croix (246-11-12). De 14 h 30 à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 octobre.

L'IMPRIMERIE DANS LA MODE. Musée de la mode et du textile, 10, avenue Pierre-De-Coubertin (720-85-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 28 octobre.

Centres culturels

CHARLES ESTIENNE et Part à Paris, 1945-1966. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Beryer (543-50-05). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 9 F. Jusqu'au 2 septembre.

UN MUSÉE : DES CHEFS-D'ŒUVRE. Le musée d'Art Moderne de la Ville, 1950-1984. Centre culturel Valérie-Bruneau, 127-129, rue Saint-Martin (271-26-16). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 2 septembre.

CHARLES SCHNEIDER. Verreries Schneider France de 1913 à 1949. Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (297-27-00). Sauf mardi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 21 octobre.

LE PAYSAGE CANADIEN. Collections de l'Académie des Beaux-Arts, 10, rue de la Culture, 4, rue Saint-Jean-de-Léon, de Constantine (551-35-73). Sauf lundi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 15 septembre.

RICHESSSES D'ART EN MORVAN. Centre de l'histoire et du patrimoine de la Ville, 27-29, rue de la République (03-43-66-68). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

TROIS ARCHITECTES FRANÇAIS : Christ, Gaudin, de Portenaparc. Institut français d'architecture, 140, boulevard de la Chapelle (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 6 octobre.

En région parisienne

BREIGNY. Doherty. Doherty. Provenance III : Colquet, Gérard, Serrault, Larrière, Hélière. Jusqu'en septembre.

HANSEN. Gomez Perez, Houzemat. Photographies. Jusqu'au 29 septembre.

Centre Gérard-Philips. rue Henri-Dunant (064-36-68). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

L'ISLE-ADAM. Louis-Albert Demange. 1909-1979. Musée Jean-Sébastien, 46, Grande-Rue. Jusqu'au 16 septembre.

NOÛTEL. La sculpture est une fête. Des artistes et un château : Noûtel. Château (267-45-81). Jusqu'au 16 septembre.

POISSY-SUR-ECOLE. Vingt-cinq sculpteurs contemporains. Varenne d'Ar (495-00-03). Jusqu'au 16 septembre.

En province

AIX-EN-PROVENCE. Le Château. Peintures. Musée Grand Palais de Maille (38-14-70). Jusqu'au 30 septembre.

Tapisseries des anciennes et nouvelles écoles. Musée de la tapisserie, 13, rue de la Chapelle (21-05-70). Jusqu'au 1^{er} octobre.

ALES. Peintures paysannes de la France méridionale. Musée du Colombier, carrefour d'Avignon (86-30-40). Jusqu'au 15 septembre.

ANNEY. Œuvres contemporaines américaines. Jusqu'au 30 septembre.

ANTIBES. Picasso, 1905-1906. La Peinture à Antibes. Musée Picasso, château Grimaldi (33-67-67). Jusqu'au 30 septembre.

ARBOIS. Peinture, sculpture et tapisserie : XV-XVII^e siècles. Musée départemental de la tapisserie, avenue des Lézards (66-33-06). Jusqu'au 7 octobre.

AUXERRE. Jean Crève. Un siècle de l'art moderne. 1-2, quai de la République (52-26-27). Jusqu'au 30 septembre.

CAEN. Sculpture. Théâtre municipal (06-12-79). Jusqu'au 30 septembre.

CAGNES-SUR-MER. Festival international de peinture. Musée-château (20-87-29). Septembre.

CASERES-DE-PENNE. Jules Olafsky. Château de Jan. Eid. Jusqu'au 22 septembre.

CAVALION. Peintures. Tapisseries. Chapelle du Grand couvent (78-10-01). Jusqu'au 16 septembre.

CHERBOURG. Jacques Deschamps. Œuvres peintes et sculptées. Centre culturel, rue Vatel. Jusqu'au 15 septembre.

CLERMONT-FERRAND. Le site dans l'art moderne et contemporain. Musée Bargaïn, 45, rue Ballaillière (91-37-31). Jusqu'au 14 octobre.

CORSE. Salon international de la Fondation Michel-Ange. Case Nla (47-03-31). Poggio de Venaco. Jusqu'au 22 octobre.

DIJON. François Rude au Musée des beaux-arts de Dijon. De Liostard à Hodier, deux siècles de dessin gravure. Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle (30-31-11). Jusqu'au 17 octobre.

DUNKERQUE. Trésors des musées du nord de la France : le nord de la France de Théodore à Charles Marcell. Musée des Beaux-Arts, place du Général-de-Gaulle (66-21-57). Jusqu'au 9 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

BEAUVAIS. Un palais-musée à Beauvais : tours et détours de l'ancien hôtel épiscopal. Musée départemental de l'Oise, ancien palais épiscopal (445-13-60). Jusqu'au 10 septembre.

BIRON. Lumière et sons 84. Château (52-01-68). Jusqu'au 22 septembre.

BLERANCOURT. La peinture américaine dans les collections du Louvre. Musée national de la coopération franco-américaine (39-60-16). Jusqu'au 30 septembre.

BORDEAUX. Annales Kiefer. Peintures 1963-1984. - Cy Twombly, œuvres 1973-1983. - Ligues. Entrée libre. Sauf fêtes (44-66-35). Jusqu'au 9 septembre.

BREST. Charles Estienne. Une idée de nature. Musée des beaux-arts, 22, rue Travers (44-66-27). Jusqu'au 8 octobre.

CABILLAC. Histoire de sculptures. Château des ducs d'Épernon (62-13-03). Jusqu'au 16 septembre.

CAEN. Sculpture. Théâtre municipal (06-12-79). Jusqu'au 30 septembre.

CAGNES-SUR-MER. Festival international de peinture. Musée-château (20-87-29). Septembre.

CASERES-DE-PENNE. Jules Olafsky. Château de Jan. Eid. Jusqu'au 22 septembre.

CAVALION. Peintures. Tapisseries. Chapelle du Grand couvent (78-10-01). Jusqu'au 16 septembre.

CHERBOURG. Jacques Deschamps. Œuvres peintes et sculptées. Centre culturel, rue Vatel. Jusqu'au 15 septembre.

CLERMONT-FERRAND. Le site dans l'art moderne et contemporain. Musée Bargaïn, 45, rue Ballaillière (91-37-31). Jusqu'au 14 octobre.

CORSE. Salon international de la Fondation Michel-Ange. Case Nla (47-03-31). Poggio de Venaco. Jusqu'au 22 octobre.

DIJON. François Rude au Musée des beaux-arts de Dijon. De Liostard à Hodier, deux siècles de dessin gravure. Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle (30-31-11). Jusqu'au 17 octobre.

DUNKERQUE. Trésors des musées du nord de la France : le nord de la France de Théodore à Charles Marcell. Musée des Beaux-Arts, place du Général-de-Gaulle (66-21-57). Jusqu'au 9 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

ELANCOUR. Eaux-de-vie : Festival d'art plastique. Centre culturel de la Ville (chapelle) (050-51-70). Sauf dim. et fêtes de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 septembre.

هكذا من الأصل

ET DES SPECTACLES

CINEMA

... LE MONDE - Jeudi 30 août 1984 - Page 15

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-26)

MERCREDI 29 AOÛT
15 h, Baroud, de R. Jagan : 19 h, ci-
néma japonais (érotisme) : la Bête avale,
de Y. Masumura ; 21 h, hommage à A. Re-
nais (cours métrage) : Van Gogh ; Gau-
guin ; Géricault : Les statues meurent aussi.

JEUDI 30 AOÛT

15 h, la Maison du silence, de G.-
W. Pabst : 19 h, ci-érotisme japonais (é-
rotisme) : les Plaisirs de la chair, de
N. Oshida ; 21 h, hommage à A. Renais
(cours métrage) : Van Gogh ; Géricault ;
Gauguin : Les statues meurent aussi.

VENDREDI 31 AOÛT

15 h, la Croix du Sud, de A. Hagen : 19 h,
cinéma japonais (érotisme) : le Paradis
de K. Wakamatsu ; 21 h, hommage à A. Re-
nais : Hiroshima, mon amour.

SAMEDI 1^{er} SEPTEMBRE

15 h, la Patrie, de M. Tourneur : 17 h,
cinéma japonais (érotisme) : le Paradis
de K. Wakamatsu ; 19 h, hommage à A. Re-
nais : Hiroshima, mon amour.

DIMANCHE 2 SEPTEMBRE

15 h, Virgile, de C. Rini : 17 h, ci-érotisme
japonais (érotisme) : le Paradis de K. Wa-
kamatsu ; 19 h, l'Épave du futur, de
F. Fortin ; 21 h, hommage à A. Renais :
Hiroshima, mon amour.

LUNDI 3 SEPTEMBRE

MARDI 4 SEPTEMBRE
15 h, la Main de fer, de L. Perret : 19 h,
cinéma japonais (érotisme) : le Paradis
de K. Wakamatsu ; 21 h, hommage à A. Re-
nais : Hiroshima, mon amour.

JEUDI 30 AOÛT

MERCREDI 29 AOÛT
15 h, Cinéma américain (1920-1930) :
Q. Shippe, de G. Barker et M. Berringer ;
17 h, ci-érotisme japonais : le Paradis de
K. Wakamatsu ; 19 h, l'Épave du futur,
de F. Fortin ; 21 h, hommage à A. Renais :
Hiroshima, mon amour.

VENDREDI 31 AOÛT

15 h, Cinéma américain (1920-1930) :
Q. Shippe, de G. Barker et M. Berringer ;
17 h, ci-érotisme japonais : le Paradis de
K. Wakamatsu ; 19 h, l'Épave du futur,
de F. Fortin ; 21 h, hommage à A. Renais :
Hiroshima, mon amour.

SAMEDI 1^{er} SEPTEMBRE

15 h, Cinéma américain (1920-1930) :
Q. Shippe, de G. Barker et M. Berringer ;
17 h, ci-érotisme japonais : le Paradis de
K. Wakamatsu ; 19 h, l'Épave du futur,
de F. Fortin ; 21 h, hommage à A. Renais :
Hiroshima, mon amour.

DIMANCHE 2 SEPTEMBRE

15 h, Cinéma américain (1920-1930) :
Q. Shippe, de G. Barker et M. Berringer ;
17 h, ci-érotisme japonais : le Paradis de
K. Wakamatsu ; 19 h, l'Épave du futur,
de F. Fortin ; 21 h, hommage à A. Renais :
Hiroshima, mon amour.

LUNDI 3 SEPTEMBRE

MARDI 4 SEPTEMBRE
15 h, Cinéma américain (1920-1930) :
Q. Shippe, de G. Barker et M. Berringer ;
17 h, ci-érotisme japonais : le Paradis de
K. Wakamatsu ; 19 h, l'Épave du futur,
de F. Fortin ; 21 h, hommage à A. Renais :
Hiroshima, mon amour.

JEUDI 30 AOÛT

MERCREDI 29 AOÛT
15 h, Cinéma américain (1920-1930) :
Q. Shippe, de G. Barker et M. Berringer ;
17 h, ci-érotisme japonais : le Paradis de
K. Wakamatsu ; 19 h, l'Épave du futur,
de F. Fortin ; 21 h, hommage à A. Renais :
Hiroshima, mon amour.

VENDREDI 31 AOÛT

15 h, Cinéma américain (1920-1930) :
Q. Shippe, de G. Barker et M. Berringer ;
17 h, ci-érotisme japonais : le Paradis de
K. Wakamatsu ; 19 h, l'Épave du futur,
de F. Fortin ; 21 h, hommage à A. Renais :
Hiroshima, mon amour.

SAMEDI 1^{er} SEPTEMBRE

15 h, Cinéma américain (1920-1930) :
Q. Shippe, de G. Barker et M. Berringer ;
17 h, ci-érotisme japonais : le Paradis de
K. Wakamatsu ; 19 h, l'Épave du futur,
de F. Fortin ; 21 h, hommage à A. Renais :
Hiroshima, mon amour.

DIMANCHE 2 SEPTEMBRE

15 h, Cinéma américain (1920-1930) :
Q. Shippe, de G. Barker et M. Berringer ;
17 h, ci-érotisme japonais : le Paradis de
K. Wakamatsu ; 19 h, l'Épave du futur,
de F. Fortin ; 21 h, hommage à A. Renais :
Hiroshima, mon amour.

LUNDI 3 SEPTEMBRE

MARDI 4 SEPTEMBRE
15 h, Cinéma américain (1920-1930) :
Q. Shippe, de G. Barker et M. Berringer ;
17 h, ci-érotisme japonais : le Paradis de
K. Wakamatsu ; 19 h, l'Épave du futur,
de F. Fortin ; 21 h, hommage à A. Renais :
Hiroshima, mon amour.

JEUDI 30 AOÛT

MERCREDI 29 AOÛT
15 h, Cinéma américain (1920-1930) :
Q. Shippe, de G. Barker et M. Berringer ;
17 h, ci-érotisme japonais : le Paradis de
K. Wakamatsu ; 19 h, l'Épave du futur,
de F. Fortin ; 21 h, hommage à A. Renais :
Hiroshima, mon amour.

VENDREDI 31 AOÛT

15 h, Cinéma américain (1920-1930) :
Q. Shippe, de G. Barker et M. Berringer ;
17 h, ci-érotisme japonais : le Paradis de
K. Wakamatsu ; 19 h, l'Épave du futur,
de F. Fortin ; 21 h, hommage à A. Renais :
Hiroshima, mon amour.

SAMEDI 1^{er} SEPTEMBRE

15 h, Cinéma américain (1920-1930) :
Q. Shippe, de G. Barker et M. Berringer ;
17 h, ci-érotisme japonais : le Paradis de
K. Wakamatsu ; 19 h, l'Épave du futur,
de F. Fortin ; 21 h, hommage à A. Renais :
Hiroshima, mon amour.

DIMANCHE 2 SEPTEMBRE

15 h, Cinéma américain (1920-1930) :
Q. Shippe, de G. Barker et M. Berringer ;
17 h, ci-érotisme japonais : le Paradis de
K. Wakamatsu ; 19 h, l'Épave du futur,
de F. Fortin ; 21 h, hommage à A. Renais :
Hiroshima, mon amour.

LUNDI 3 SEPTEMBRE

MARDI 4 SEPTEMBRE
15 h, Cinéma américain (1920-1930) :
Q. Shippe, de G. Barker et M. Berringer ;
17 h, ci-érotisme japonais : le Paradis de
K. Wakamatsu ; 19 h, l'Épave du futur,
de F. Fortin ; 21 h, hommage à A. Renais :
Hiroshima, mon amour.

JEUDI 30 AOÛT

MERCREDI 29 AOÛT
15 h, Cinéma américain (1920-1930) :
Q. Shippe, de G. Barker et M. Berringer ;
17 h, ci-érotisme japonais : le Paradis de
K. Wakamatsu ; 19 h, l'Épave du futur,
de F. Fortin ; 21 h, hommage à A. Renais :
Hiroshima, mon amour.

VENDREDI 31 AOÛT

15 h, Cinéma américain (1920-1930) :
Q. Shippe, de G. Barker et M. Berringer ;
17 h, ci-érotisme japonais : le Paradis de
K. Wakamatsu ; 19 h, l'Épave du futur,
de F. Fortin ; 21 h, hommage à A. Renais :
Hiroshima, mon amour.

SAMEDI 1^{er} SEPTEMBRE

15 h, Cinéma américain (1920-1930) :
Q. Shippe, de G. Barker et M. Berringer ;
17 h, ci-érotisme japonais : le Paradis de
K. Wakamatsu ; 19 h, l'Épave du futur,
de F. Fortin ; 21 h, hommage à A. Renais :
Hiroshima, mon amour.

DIMANCHE 2 SEPTEMBRE

15 h, Cinéma américain (1920-1930) :
Q. Shippe, de G. Barker et M. Berringer ;
17 h, ci-érotisme japonais : le Paradis de
K. Wakamatsu ; 19 h, l'Épave du futur,
de F. Fortin ; 21 h, hommage à A. Renais :
Hiroshima, mon amour.

LUNDI 3 SEPTEMBRE

MARDI 4 SEPTEMBRE
15 h, Cinéma américain (1920-1930) :
Q. Shippe, de G. Barker et M. Berringer ;
17 h, ci-érotisme japonais : le Paradis de
K. Wakamatsu ; 19 h, l'Épave du futur,
de F. Fortin ; 21 h, hommage à A. Renais :
Hiroshima, mon amour.

ET VOUE LE NAVIRE (Il, v.a.) : Sto-

dio de la Harpe, 9 (634-25-32).
L'ETOFFE DES HERBES (Il, v.a.) :
UGC Champs-Élysées, 9 (359-12-15).

LA FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Pa-
ramount Odéon, 6 (325-55-83) ; Ma-
ri-
gnan, 8 (359-92-82) ; M. Ligne, 9
(359-92-82) ; France, 9 (770-53-80).

PORT SAGANNE (Fr.) : Collège, 8 (359-
20-46) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; Bien-
venue, 10 (344-25-02) ;
Studio 28, 18 (606-36-07).

LA FRANCE INTERDITE (Fr.) : Pa-
ramount Marivaux, 2 (206-80-40) ;
Ciné-
Ciné, 14 (320-68-69).

FRANKENSTEIN (Fr.) : Forum, 10
(297-53-74) ; Gaumont Richelieu, 2
(233-56-70) ; Collège, 8 (359-29-46) ;
George, 9 (562-41-40) ; France, 9
(770-53-80) ; UGC Gare de Lyon, 12
(341-01-59) ; Fauvette, 13 (331-
56-86) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-
12-03) ; Miroir, 14 (539-52-43) ; Gaum-
mont Convention, 15 (828-42-27) ;
Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

LES GRANDES VACANCES DE
DONALD (A, v.f.) : UGC Opéra, 2
(261-50-32) ; Gaumont Richelieu, 2
(233-56-70) ; George, 9 (562-41-40) ;
UGC Collège, 13 (336-23-44) ; Mont-
parnasse, 14 (327-52-37) ; Miroir, 14
(539-52-43) ; Images, 19 (522-46-01).

HISTOIRE D'UN NOIR (Fr.) : Gaum-
mont Richelieu, 2 (742-60-33) ; Gaum-
mont Ambassade, 6 (359-19-08) ; Max-
ville, 14 (309-72-86) ; Miroir, 14 (320-
89-52).

L'HOMME A FEMMES (A, v.a.) : Csi-
noche, 6 (633-10-82).

IL ETAIT UNE FOIS EN AMERIQUE
(A, v.f.) : UGC Opéra, 2 (325-71-06) ;
UGC Normandie, 12 (359-14-11) ;
Montparnasse, 14 (327-52-37) ; V. J.
Beritz, 2 (742-60-33) ; Athina, 12
(304-00-65).

LIQUID (Fr.) : (A, v.a.) : Saint-
Germain Studio, 9 (633-63-20).

LISTE NOIRE (Fr.) : Marignan, 8 (359-
92-82) ; George, 9 (562-41-40) ;
France, 9 (770-53-80) ; Maxville, 14
(309-72-86) ; UGC Collège, 13 (336-23-44) ;
Montparnasse Pathé, 14 (320-12-03) ;
Miroir, 14 (539-52-43) ; Pathé Clichy,
18 (522-46-01).

LES FILMS
NOUVEAUX

A COUP DE CROISE (Fr.) : film
franco-espagnol de Vicente Aranda,
v.f. : Forum Orient Express, 10 (233-
56-70) ; UGC Opéra, 2 (325-71-06) ;
UGC Normandie, 12 (359-14-11) ;
Montparnasse, 14 (327-52-37) ; V. J.
Beritz, 2 (742-60-33) ; Athina, 12
(304-00-65) ;
UGC Collège, 13 (336-23-44) ; Mont-
parnasse Pathé, 14 (320-12-03) ;
Miroir, 14 (539-52-43) ; Pathé Clichy,
18 (522-46-01).

ANGEL (Fr.) : film américain de Robert
Vincent, v.a. : Ciné Beaubourg, 3 (271-
52-36) ; Gaumont Ambassade, 6 (359-
19-08) ; UGC Collège, 13 (336-23-44) ;
Montparnasse, 14 (327-52-37) ; V. J.
Beritz, 2 (742-60-33) ; Athina, 12
(304-00-65) ;
UGC Collège, 13 (336-23-44) ; Mont-
parnasse Pathé, 14 (320-12-03) ;
Miroir, 14 (539-52-43) ; Pathé Clichy,
18 (522-46-01).

CARMEN NUIE (Fr.) : film espagnol
d'Albert Lopez, v.f. : Forum Orient
Express, 10 (233-56-70) ; UGC Opéra,
2 (325-71-06) ; UGC Normandie, 12
(359-14-11) ; Montparnasse, 14 (327-
52-37) ; V. J. Beritz, 2 (742-60-33) ;
Athina, 12 (304-00-65) ;
UGC Collège, 13 (336-23-44) ; Mont-
parnasse Pathé, 14 (320-12-03) ;
Miroir, 14 (539-52-43) ; Pathé Clichy,
18 (522-46-01).

CONAN LE DESTRUCTEUR, film
américain de Richard Fleischer,
v.a. : Ciné Beaubourg, 3 (271-
52-36) ; UGC Opéra, 2 (325-71-06) ;
UGC Normandie, 12 (359-14-11) ;
Montparnasse, 14 (327-52-37) ; V. J.
Beritz, 2 (742-60-33) ; Athina, 12
(304-00-65) ;
UGC Collège, 13 (336-23-44) ; Mont-
parnasse Pathé, 14 (320-12-03) ;
Miroir, 14 (539-52-43) ; Pathé Clichy,
18 (522-46-01).

LES NUITS DE LA PLEINE
LUNE, film français d'Eric Rohmer,
v.a. : Forum, 10 (297-53-74) ;
Ciné-
Ciné, 14 (320-68-69) ;
France, 9 (770-53-80) ; UGC Collège,
13 (336-23-44) ; Montparnasse,
14 (327-52-37) ; V. J. Beritz, 2 (742-
60-33) ; Athina, 12 (304-00-65) ;
UGC Collège, 13 (336-23-44) ; Mont-
parnasse Pathé, 14 (320-12-03) ;
Miroir, 14 (539-52-43) ; Pathé Clichy,
18 (522-46-01).

BOAR, film américain de Noel Ma-
shall, v.a. : Quintette, 8 (633-
79-38) ; George, 9 (562-41-40) ;
France, 9 (770-53-80) ; UGC Collège,
13 (336-23-44) ; Montparnasse,
14 (327-52-37) ; V. J. Beritz, 2 (742-
60-33) ; Athina, 12 (304-00-65) ;
UGC Collège, 13 (336-23-44) ; Mont-
parnasse Pathé, 14 (320-12-03) ;
Miroir, 14 (539-52-43) ; Pathé Clichy,
18 (522-46-01).

BUSH MAMA (A, v.a.) : Républi-
cine, 11 (805-51-33) ;
CANNON BALL II (A, v.a.) : UGC Ma-
rignan, 8 (359-92-82) ;
CARMEN (Esp, v.a.) : Calypso, 17 (380-
03-11).

CARMEN (Franco-It.) : Vendôme, 2
(742-60-33) ; Publicis Média, 9 (359-
31-97).

CONTRE TOUTE ATTENTE (A, v.a.) :
George, 9 (562-41-40) ;
LA DÉSÈSE (Indon, v.a.) : Olympic
Luxembourg, 9 (633-63-20) ; Saint-
Ambroise, 11 (700-89-16).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4 (272-
63-32) ; Cinéchoix, 6 (633-10-82) ;
DORTOIR DES GRANDES (Fr.) :
Rus, 2 (606-36-07) ; Paramount Mer-
cury, 8 (562-75-90) ; Paramount Mont-
parnasse, 14 (320-12-03) ;
ENMANUELLE IV (Fr, V, Ang, V.f.) :
George, 9 (562-41-40) ; V. J. Ar-
cades, 2 (233-54-58).

ET VOUE LE NAVIRE (Il, v.a.) : Sto-
dio de la Harpe, 9 (634-25-32).

L'ETOFFE DES HERBES (Il, v.a.) :
UGC Champs-Élysées, 9 (359-12-15).

LA FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Pa-
ramount Odéon, 6 (325-55-83) ; Ma-
ri-
gnan, 8 (359-92-82) ; M. Ligne, 9
(359-92-82) ; France, 9 (770-53-80).

PORT SAGANNE (Fr.) : Collège, 8 (359-
20-46) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; Bien-
venue, 10 (344-25-02) ;
Studio 28, 18 (606-36-07).

LA FRANCE INTERDITE (Fr.) : Pa-
ramount Marivaux, 2 (206-80-40) ;
Ciné-
Ciné, 14 (320-68-69).

FRANKENSTEIN (Fr.) : Forum, 10
(297-53-74) ; Gaumont Richelieu, 2
(233-56-70) ; Collège, 8 (359-29-46) ;
George, 9 (562-41-40) ; France, 9
(770-53-80) ; UGC Gare de Lyon, 12
(341-01-59) ; Fauvette, 13 (331-
56-86) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-
12-03) ; Miroir, 14 (539-52-43) ; Gaum-
mont Convention, 15 (828-42-27) ;
Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

LES GRANDES VACANCES DE
DONALD (A, v.f.) : UGC Opéra, 2
(261-50-32) ; Gaumont Richelieu, 2
(233-56-70) ; George, 9 (562-41-40) ;
UGC Collège, 13 (336-23-44) ; Mont-
parnasse, 14 (327-52-37) ; Miroir, 14
(539-52-43) ; Images, 19 (522-46-01).

HISTOIRE D'UN NOIR (Fr.) : Gaum-
mont Richelieu, 2 (742-60-33) ; Gaum-
mont Ambassade, 6 (359-19-08) ; Max-
ville, 14 (309-72-86) ; Miroir, 14 (320-
89-52).

L'HOMME A FEMMES (A, v.a.) : Csi-
noche, 6 (633-10-82).

IL ETAIT UNE FOIS EN AMERIQUE
(A, v.f.) : UGC Opéra, 2 (325-71-06) ;
UGC Normandie, 12 (359-14-11) ;
Montparnasse, 14 (327-52-37) ; V. J.
Beritz, 2 (742-60-33) ; Athina, 12
(304-00-65) ;
UGC Collège, 13 (336-23-44) ; Mont-
parnasse Pathé, 14 (320-12-03) ;
Miroir, 14 (539-52-43) ; Pathé Clichy,
18 (522-46-01).

LIQUID (Fr.) : (A, v.a.) : Saint-
Germain Studio, 9 (633-63-20).

LISTE NOIRE (Fr.) : Marignan, 8 (359-
92-82) ; George, 9 (562-41-40) ;
France, 9 (770-53-80) ; Maxville, 14
(309-72-86) ; UGC Collège, 13 (336-23-44) ;
Montparnasse Pathé, 14 (320-12-03) ;
Miroir, 14 (539-52-43) ; Pathé Clichy,
18 (522-46-01).

ANGEL (Fr.) : film américain de Robert
Vincent, v.a. : Ciné Beaubourg, 3 (271-
52-36) ; Gaumont Ambassade, 6 (359-
19-08) ; UGC Collège, 13 (336-23-44) ;
Montparnasse, 14 (327-52-37) ; V. J.
Beritz, 2 (742-60-33) ; Athina, 12
(304-00-65) ;
UGC Collège, 13 (336-23-44) ; Mont-
parnasse Pathé, 14 (320-12-03) ;
Miroir, 14 (539-52-43) ; Pathé Clichy,
18 (522-46-01).

CARMEN NUIE (Fr.) : film espagnol
d'Albert Lopez, v.f. : Forum Orient
Express, 10 (233-56-70) ; UGC Opéra,
2 (325-71-06) ; UGC Normandie, 12
(359-14-11) ; Montparnasse, 14 (327-
52-37) ; V. J. Beritz, 2 (742-60-33) ;
Athina, 12 (304-00-65) ;
UGC Collège, 13 (336-23-44) ; Mont-
parnasse Pathé, 14 (320-12-03) ;
Miroir, 14 (539-52-43) ; Pathé Clichy,
18 (522-46-01).

CONAN LE DESTRUCTEUR, film
américain de Richard Fleischer,
v.a. : Ciné Beaubourg, 3 (271-
52-36) ; UGC Opéra, 2 (325-71-06) ;
UGC Normandie, 12 (359-14-11) ;
Montparnasse, 14 (327-52-37) ; V. J.
Beritz, 2 (742-60-33) ; Athina, 12
(304-00-65) ;
UGC Collège, 13 (336-23-44) ; Mont-
parnasse Pathé, 14 (320-12-03) ;
Miroir, 14 (539-52-43) ; Pathé Clichy,
18 (522-46-01).

LOCAL HERO (Brit, v.a.) : 14-Juillet

Parasme, 6 (326-58-00).

LES MALHEURS DE HEIDI (A, v.f.) :
Bébé Film, 17 (622-44-21).

MARIA CHAPDELAIN (canadien) :
UGC Opéra, 2 (261-50-32).

MEURTRE DANS UN JARDIN AN-
GLAIS (Brit, v.a.) : 14-Juillet Parasme,
6 (326-58-00) ; Saint-Ambroise, 11
(700-89-16).

MISSION FINALE (A, v.f.) : Gaîté Bou-
levard, 2 (233-67-06) ; Gaîté Ro-
che-
chouart, 2 (878-81-77).

LE MYSTÈRE SILKWOOD (A, v.a.) :
Cinéma, 6 (633-10-82).

LE PALACE EN DELIRIE (A, v.f.) : Pa-
ramount Opéra, 2 (742-60-33) ;
Olympic Estropé, 14 (545-35-38).

PAYILLONS LOINTAINS (Ang, v.a.) :
Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC
Danton, 6 (329-42-62) ; UGC Biarritz,
6 (722-69-23) ; 14-Juillet Beaugrenelle,
15 (575-79-79) ; UGC Montparnasse,
6 (544-14-27) ; UGC Boulevard,
9 (246-66-44).

PILOT SIMPLE FILM (Fr.) : Marignan,
8 (359-92-82) ; Paramount Opéra, 2
(742-60-33).

LA PIRATE (Fr.) : Quintette, 8 (633-
79-38).

PRENUM CARMEN (Fr.) : Grand Pa-
ris (A, v.f.) : (554-46-85).

RUE CASERES-NEGRIS (Fr.) : Épis de
Bois, 5 (337-57-47).

SHOCKING ASIA (Ail,

EN VO : PARAMOUNT CITY - UGC ERMITAGE - UGC ODÉON
CINÉ BEAUBOURG • EN VF : PARAMOUNT OPÉRA - GRAND REX - UGC OPÉRA
PARAMOUNT MONTMARTRE - UGC CONVENTION
CONVENTION ST-CHARLES - PARAMOUNT ORLÉANS
PARAMOUNT GALAXE - UGC GODELIN - UGC GARE DE LYON
PARAMOUNT MONTMARTRE - 3 MURAT - 3 SECRETAN - NATION
CLICHY-PATHÉ - BASTILLE
LA VARENNE Paramount - CRÉTEIL Arval - MARNE-LA-VALLÉE Arval
MONTREUIL Masas - SARCELLES Flanades - PANTIN Carrefour - ROSNY Arval
STE-GENEVIÈVE-DES-BOIS 4 Parry - VERSAILLES Cyrano - ORSAY Uic
COLOMBES Club - ARGENTEUIL Alpha - ST-GERMAIN C2L - THAIS Belle Épine
CHAMPIGNY Pathé - LA DÉFENSE 4 Temps - ENGHEN Français.

**La nouvelle aventure du héros légendaire
le plus fort de tous les temps.**



CONAN
LE DESTROYEUR

DIRIGÉ DE LAURENTS
EDWARD R. PRESSMAN
AROLD SCHWARTZ-ROGER

RICHARD FLEISCHER CONAN LE DESTROYEUR
GRACE JONES - IRL CHAMBERLAIN - RANDY TRACY - WALTER OLIVERA D'ARCO
SARAH DOUGLAS - STANLEY HART - ROYTHOMAS & GERRY CONWAY
BASIL POLZDORIS - JACK CARPENT - CARLO ROMBALDI - STEPHEN KESTER
RAYFELLA DE LAURENTIS - RICHARD FLEISCHER

DOLBY / STÉRÉO DANS TOUTES LES SALLES
GAUMONT HALLES - PUBLICIS ÉLYSÉES - HAUTEFILLE PATHÉ - KINOPANORAMA

REÉDITION - COPIES NEUVES

MOZART LOSEY



DON GIOVANNI

REGIÉRO RAMONDI - JOHN MACLEOD - ROGER MOORE - PIERRE VAN DER LINDEN - JENNETH KIRBY - JOSE VAN DAM - TERESA BERGANZA - MALCOLM KING
DON GIOVANNI de W.A. MOZART - LORENZO DA PONTE - en VF de ROBERTO ALBERTINI - BEL FLEISCHER - TITANUS - LIONEL MARZEL

UGC NORMANDIE - REX - UGC OPÉRA - UGC BOULEVARD - UGC ODÉON - UGC MONTMARTRE - UGC ROTONDE
UGC GODELIN - UGC CONVENTION - MISTRAL - CINE BEAUBOURG LES HALLES - 14 JUILLET BEAUGREVILLE
LES IMAGES - PARAMOUNT MAILLOT - UGC GARE DE LYON - 3 SECRETAN - 3 MURAT
RELIES Montreuil - CARREFOUR Pantin - ARTEL Gréteil - ARTEL Nogent - ARTEL Rosny - ARTEL Marne La Vallée
FLANADES Sarcelles - PARINOR Aulnay - AVIATIC Le Bourget - BUXY Val d'Yverres - PERRAY Ste-Genève-des-Bois
ROBESPIERRE Viry - FRANÇAIS Enghien - ALPHA Argenteuil - CLUB Colombes - VILLAGE Noisy - Seine
GAUMONT OUEST - CALYPSO Viry-Châtillon - PARLY 2 - C2L St-Germain - REX Poissy - VELIZY 2 - 9 DÉFENSE 4 TEMPS

Le plein de dynamisme en pack familial!

VICTOR LANOUX - JOSIANE BALASKO - DOMINIQUE LAVANANT

la Smala

UN FILM DE JEAN-LOUP HUBERT

MAURICE RUSCH - THIERRY LHERMITTE
MARTIN LAMOTTE - LUIS REGO
CLAUDE VILLERS - CHARLES GERARD



THEATRE

Les autres salles

(Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.)
A DEJAZET (887-97-34), ven., sam., lun. 21 h, dim. 16 h : les Maccus.
ANTOINETTE-S. BERTRAND (208-77-71) (D. soir, L.), 20 h 45, dim. 15 h : Nos premiers adieux.
ARTS-HÉBERTOT (387-23-23) (J. D. soir), 20 h 30, mat. mar. et dim. 15 h : le Nouveau Testament.
ASTELLE-THÉATRE (238-35-53), ven., sam. 20 h 30 : l'Amour en visite à l'école des veuves; mar., lun. 20 h 30 : le Malin; mar., lun. 20 h 30 : les Bonnes (à part de 3).
BOUFFES PARISIENS (206-60-34) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h : Madame, pas d'âme.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41) (Mar. D. soir), 21 h, sam. 17 h 30, dim. 15 h 30 : le Maître de la nuit.
COMÉDIE DE PARIS (251-00-11) (D. soir, L.), 20 h 30, mat. dim. 15 h 30 : Mesieurs les ronds de cuir.
DEX HEURES (606-07-48) (D. J. D. soir), 20 h 30, mat. mar. et dim. 15 h : la Mouche et le Pastic.
ESPACE-MARAS (384-09-31) (D. soir, L.), 22 h, mat. dim. 16 h : Accusé; Dolan ou la fin de Victor.
GAITE-MONTMARTRE (322-16-18) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h : Chacun pour moi (dern. le 1^{er}).
HUCHETTE (326-38-99) (D. J. D. soir), 21 h 30 : la Cantatrice chauve; 20 h 30 : la Leçon; 21 h 30 : Bouquet Prévert.
LA BRUYÈRE (574-76-99) (D. soir, L.), 21 h, mat. dim. 15 h : El jani sur la bannière (à part de 1^{er}).
LUCERNAIRE (544-57-34) (D. J. D. soir), 21 h 15 : le Sang des fleurs; 22 h 30 : Histoires, mon amour; 18 h 30 : la Voie lactée; 20 h 15 : Journal intime de Sally Marr; 22 h 15 : Du côté de chez Colette.
MICROMÈRE (742-95-22) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h 30 : J'ai deux mots à vous dire.
MONTMARTRE (320-89-90) (D. soir, L.), 20 h 30, mat. dim. 15 h : la Salle à manger.
NOUVEAUTÉS (770-52-76) (D. soir, L.), 20 h 30, mat. dim. 15 h : l'Esquive.
SAINT-GEORGES (878-63-47) (D. L.), 21 h : Théâtre de Boulevard.
THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02) (D. J. D. soir), 21 h 15 : les Beaux-cœurs; 22 h, sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉÂTRE MAUREL (255-45-55) (D. L.), 20 h 30 : les Inconnus (dern. le 1^{er}).

THÉÂTRE NOIR (346-91-93), le 4 à 20 h 30 : Traces de sang.
TOURTOUR (887-82-48) (D. J. D. soir), 20 h 30 : Vie et Mort de Pier Paolo Pasolini.
VARIÉTÉS (233-09-52) (D. L.), 20 h 45, sam. 18 h 45 et 21 h 30 : le Bluffeur.

Les cafés-théâtres

BLANCS-MANTEAUX (857-15-84) (D. J. D. soir), 20 h 15 : Arenh = MC2; 21 h 30 : les Démones Loulou; 22 h 30 : sam. 24 h : les Secrets Moutons; 11 h 30 : Deux pour le prix d'un; 22 h 30 : Limite!
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) (D. J. D. soir), 20 h 15 : sam. 23 h 45 : Tons volés deux bouillottes; 21 h 30 : Marguerite d'hommes; 22 h 30 : Ordes de secours; 11 h 30 : le Chronoscope châtouilles; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 15 : Ça balance pas mal; 21 h 30 : le Bel et le Bête; 22 h 30 : Pais voir ton capon.
GRENIER (380-68-01) (D. L. Mar.), 22 h : Au bout du pier et au bout du fil.
PATACHON (606-90-20) (Mar. Mer.), 20 h, mat. dim. 15 h : F. Godard; (Mar.), 22 h : Patachou.
PETIT CASINO (278-36-50) (D. J. D. soir), 21 h : il n'y a pas d'avis à Oly; 22 h 15 : Attention, belles-ententes mécaniques.
SENTIER DES HALLES (236-37-27) (D. L.), 20 h 15 : Les dames de cœur piquent; 21 h 30 : la Folle Nuit érotique de Jeanette et Denis.
SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93) (D. L.), 20 h 15 : J. Villot.
TINTAMARRE (887-33-82) (D. L.), 20 h 15 : Phébé; 21 h 30 : La cave habitée au rez-de-chaussée.
VIEILLE GRILLE (707-60-93) (D. L.), 20 h : Poésie.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (778-44-45), 21 h, dim. 15 h 30 : On pardie les pétales.

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 29
Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars antique de Paris (Séville d'Espagne).
VENDREDI 31
Eglise Saint-Roch, 21 h : Orchestre de l'île de France, Dir. : J. Mercier (Bentzen); Symphonie n° 2, Berlioz; Symphonie fantastique.
SAINT-CHAPPELLE, 18 h 45 et 21 h : Ars antique de Paris (Trouvères et troubadours).
SAMEDI 1^{er}
Eglise Saint-Jacques le premier, 20 h 30 : C. Petermann, K. Wolfey (Händel, Debussy, Albini, Carulli, Brönnner, Grunow).
DIMANCHE 2
Chapelle Saint-Louis de la Septième, 16 h 30 : M. Long (Bach, Mendelssohn, Widor, Tournemire, Durufle, Messiaen).
LUNDI 3
SAINT-CHAPPELLE, 18 h 45 et 21 h : Ars antique de Paris (Trouvères et troubadours).
MARDI 4
Eglise Saint-Etienne-de-Mont, 21 h : Orchestre de chambre de Heidelberg (Vivaldi, Albini, Bach, Mozart, Pachelbel, Telemann).
Jazz, pop, rock, folk
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30, le 29 : Roger Guérin Big Band; les 30, 31, 1^{er} : Joël Lacroix Jazz Orchestra; à partir du 2 : Georges Colliers London All Stars.
CHAPPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), les 30, 31 et 1^{er} à 22 h : Musique.
CITHEA (357-99-26), le 1^{er} à 20 h : Respect Rock; le 4 à 22 h : la Foie des grands.
NEW MORNING (523-51-41), les 3 et 4 à 21 h 30 : John Abercrombie, Peter Erskine, Mark Johnson.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : Michel Rouque Quartet.
SLOW CLUB (233-94-30) (D. L.), 21 h 30 : G. Colliers London All Stars (jusqu'au 1^{er}).
STUDIO BERTRAND (783-64-66), le 31 à 20 h 30 : Kanda Bongo Man; le 1^{er} à 20 h 30 : Bovic et Co. Wray May; le 2 à 20 h 30 : Bovic et Co. Peter Vazman.
TROIS MAILLETS (354-00-79), les 29, 30 et 31 à 23 h : La Velle.
TROIS MAILLETS DE SUEZOS-ALBES (260-44-21) (D. J. D. soir), 23 h : O. Piro, D. Arbolada, L. Cruz.

FESTIVALS

FESTIVAL FESTIVAL DE PARIS (549-14-53)

Musée Carnavalet, le 29 à 18 h 30 : G. Rort, M. Amore, Isidre (toute contemporaine).
Eglise Saint-Roch, le 30 à 20 h 30 : Net Brabant Orchestre, direction A. Vandernoot; solistes : S. Armstrong, soprano, B. Krayen, baryton (Brahms).
Sarkis (Ampl. Richelieu), le 4 à 18 h 30 : J.L. Haguenauer, piano (Musique et images).

XIV FESTIVAL DES JEUX (668-07-79)

Orangerie du château, le 1^{er} à 17 h 30 : Claude Helffer, piano (Bentzen); le 2 à 11 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 3 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 4 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 5 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 6 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 7 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 8 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 9 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 10 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 11 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 12 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 13 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 14 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 15 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 16 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 17 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 18 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 19 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 20 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 21 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 22 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 23 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 24 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 25 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 26 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 27 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 28 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 29 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 30 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 31 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 1^{er} à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 2 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 3 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 4 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 5 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 6 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 7 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 8 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 9 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 10 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 11 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 12 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 13 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 14 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 15 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 16 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 17 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 18 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 19 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 20 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 21 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 22 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 23 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 24 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 25 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 26 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 27 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 28 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 29 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 30 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 31 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 1^{er} à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 2 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 3 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 4 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 5 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 6 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 7 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 8 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 9 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 10 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 11 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 12 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 13 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 14 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 15 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 16 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 17 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 18 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 19 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 20 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 21 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 22 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 23 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 24 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 25 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 26 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 27 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 28 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 29 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 30 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 31 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 1^{er} à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 2 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 3 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 4 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 5 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 6 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 7 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 8 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 9 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 10 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 11 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 12 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 13 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 14 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 15 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 16 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 17 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 18 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 19 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 20 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 21 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 22 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 23 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 24 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 25 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 26 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 27 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 28 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 29 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 30 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 31 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 1^{er} à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 2 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 3 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 4 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 5 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 6 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 7 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 8 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 9 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 10 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 11 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 12 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 13 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 14 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 15 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 16 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 17 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 18 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 19 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 20 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 21 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 22 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 23 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 24 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 25 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 26 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 27 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 28 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 29 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 30 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 31 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 1^{er} à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 2 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 3 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 4 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 5 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 6 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 7 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 8 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 9 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 10 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 11 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 12 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 13 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 14 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 15 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 16 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 17 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 18 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 19 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 20 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 21 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 22 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 23 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 24 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 25 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 26 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 27 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 28 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 29 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 30 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 31 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 1^{er} à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 2 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 3 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 4 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 5 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 6 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 7 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 8 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 9 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 10 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 11 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 12 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 13 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 14 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 15 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 16 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 17 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 18 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 19 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 20 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 21 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 22 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 23 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 24 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 25 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 26 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 27 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 28 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 29 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 30 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 31 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 1^{er} à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 2 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 3 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 4 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 5 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 6 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 7 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 8 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 9 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 10 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 11 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 12 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 13 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 14 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 15 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 16 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 17 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 18 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 19 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 20 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 21 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 22 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 23 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 24 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 25 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 26 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 27 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 28 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 29 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 30 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 31 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 1^{er} à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 2 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 3 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 4 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 5 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 6 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 7 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 8 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 9 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 10 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 11 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 12 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 13 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 14 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 15 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 16 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 17 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 18 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 19 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 20 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 21 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 22 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 23 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 24 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 25 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 26 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 27 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 28 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 29 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 30 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 31 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 1^{er} à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 2 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 3 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 4 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 5 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 6 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 7 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 8 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 9 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 10 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 11 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 12 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 13 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 14 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 15 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 16 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 17 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 18 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 19 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 20 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 21 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 22 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 23 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 24 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 25 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 26 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 27 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 28 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 29 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 30 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 31 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 1^{er} à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 2 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 3 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 4 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 5 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 6 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 7 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 8 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 9 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 10 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 11 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 12 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 13 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 14 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 15 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 16 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 17 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 18 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 19 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 20 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 21 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 22 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 23 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 24 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 25 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 26 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 27 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 28 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 29 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 30 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 31 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 1^{er} à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 2 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 3 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 4 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 5 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 6 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 7 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 8 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 9 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 10 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 11 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 12 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 13 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 14 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 15 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 16 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 17 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 18 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 19 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 20 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 21 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 22 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 23 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 24 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 25 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 26 à 21 h : Trio Laval, Maria, Pilsner; le 27 à 21 h :

COMMUNICATION

LE PROJET DE LOI SUR LA PRESSE AU SÉNAT

M. Roland Dumas n'exclut pas une modification des « seuils » imposés au groupe de presse

Le Sénat doit examiner, en deuxième lecture, le projet de loi sur la presse à partir du jeudi 30 août. L'intention de la majorité sénatoriale est, pour l'essentiel, de revenir au texte qu'elle avait voté en première lecture et qu'elle avait refusé la majorité de l'Assemblée nationale, préférant sa propre version.

La commission spéciale constituée au palais du Luxembourg a auditionné, le mardi 28 août, MM. Pierre Bérégovoy et Roland Dumas. Le ministre de l'économie, des finances et du budget a, notamment, relevé, d'après le communiqué publié par les services du Sénat, que le régime particulier d'imposition des bénéfices accordé à la presse « avait parfois des effets pervers en provoquant un certain surinvestissement », ne profitant qu'aux entreprises faisant des bénéfices et, donc, pénalisant les autres. Il a aussi annoncé qu'aucune nouvelle mesure d'aide à l'investissement n'est prévue dans le budget de 1985, mais il s'est déclaré « prêt à discuter avec le Parlement d'un dispositif d'aide durable », admettant « le principe d'un redéploiement éventuel des aides économiques à la presse ».

Quant au porte-parole du gouvernement, il a, toujours d'après le

communiqué du Sénat, déclaré « qu'il ne défendait pas obstruction et réflexion et qu'il considérait que le temps mis par le Sénat pour examiner le projet de loi était un gage de sagesse ». Il a aussi reconnu « certaines insuffisances » et « certains illogismes » du texte en admettant, à propos des seuils constitutifs de monopoles, « l'inégalité de traitement qui en résultera entre la presse quotidienne nationale et la presse quotidienne régionale ».

En l'état actuel, les seuils que ne peut dépasser le groupe de presse (15 % du marché des quotidiens nationaux s'il ne possède que de tels journaux et 10 % s'il est aussi implanté en province) ne s'appliquent que le groupe Hérault, et l'obligation « s'applique » à se séparer de certains de ses quotidiens.

Au-delà du « phénomène Hérault », M. Georges Fillioud, répondant, au printemps dernier, à la question d'un parlementarisme concernant l'évolution du pluralisme dans les régions, a fourni les précisions suivantes, fondées sur les contrôles de l'OJD :

« En 1982, le pluralisme, c'est-à-dire la diffusion dans le même département d'au moins deux quotidiens départementaux ou régionaux », était assuré dans 16 départements métropolitains.

En 1982, la situation des 12 autres départements est restée la même, tandis que 7 départements nouveaux (Alpes-Maritimes, Hautes-Alpes, Puy-de-Dôme, Yonne, Territoire de Belfort, Meuse et Moselle) sont tombés à leur tour sous la coupe d'un seul quotidien régional ou départemental.

Rappelons que quelques grands titres de la presse régionale détiennent un quasi-monopole de diffusion sur plusieurs départements de province. Ainsi, Ouest-France (Rennes) a diffusé, en moyenne, en 1983, 721 260 exemplaires sur 9 départements ; Sud-Ouest (Bordeaux) 365 437 exemplaires sur 7 départements ; la Dépêche du Midi (Toulouse) 254 030 exemplaires sur 7 départements ; la Montagne (Clermont-Ferrand) 257 390 exemplaires sur 7 départements ; le Dauphiné libéré (Grenoble) 382 959 exemplaires sur 6 départements ; le Progrès (Lyon) 302 474 exemplaires sur 5 départements ; la Nouvelle République du Centre-Ouest (Tours) 280 672 exemplaires sur 4 départements.

Pour mesurer l'influence de ces journaux, conviendrait-il d'ajouter les tirages des titres qu'ils ont souvent pris en charge ou sur lesquels ils exercent un contrôle réel ? Ainsi la Montagne, qui a une participation majoritaire dans le Journal du Centre et au Berry républicain, Sud-Ouest, qui contrôle la France-Nouvelle République, ainsi que la Charente libre, etc...

EN ITALIE

Accord entre les deux principales chaînes de télévision privées

De notre correspondant

Rome. — Il est peut-être en train de se créer en Italie un monopole de fait des télévisions privées. Lundi 26 août, M. Silvio Berlusconi, propriétaire des deux chaînes Canale 5 et Italia Uno — la première ayant le plus fort taux d'écoute et taxinant la RAI — a, en effet, signé un accord lui permettant de faire passer dans son groupe le principal concurrent de celui-ci : Retequattro, la chaîne télévisée du groupe éditorial Mondadori.

Ces dernières années avaient été marquées par une concurrence acharnée entre Canale 5 et Retequattro. Cette bataille s'est conclue par une paix qui semble contenir tout le monde. Au terme de l'accord, le groupe Berlusconi achète les programmes déjà prêts de Retequattro et crée avec Mondadori une nouvelle société, Sedit-Nova-Retequattro, dont le capital social (2 milliards de lire) appartient, sur une base paritaire (50-50), aux deux groupes. L'opération rapportera 120 milliards de lire à la Mondadori mais permettra surtout à M. Berlusconi de faire de son groupe un pôle de télévisions privées renforcées, concurrentes directement la RAI et qui draineront plus de 800 millions de lire de recettes en publicité. L'effort du groupe Berlusconi ne doit d'ailleurs pas s'arrêter là puisque est envisagée une prise de contrôle de deux autres chaînes privées, Euro TV et Rete A.

Pour le groupe éditorial Mondadori, Retequattro était devenu un fardeau trop lourd du point de vue économique ; pour financer sa chaîne de télévision, le groupe lui avait avancé 105 milliards de lire en 1983, mais les pertes ne s'étaient pas moins accumulées (25 milliards au cours du dernier exercice). Malgré des rentrées en publicité s'élevant à 180 milliards, la situation était devenue alarmante : c'est pourquoi les dirigeants de la Mondadori ont décidé de se

separer d'une filiale qui risquait de mettre en péril la maison mère. L'opération de vente de Retequattro devrait être en fait le prélude à une reorganisation plus vaste du groupe Mondadori, passant notamment par une augmentation du capital (celui-ci s'élève à 80 milliards de lire pour un chiffre d'affaires avoisinant les 1 000 milliards de lire).

Pour le groupe Berlusconi en revanche, la prise de contrôle de Retequattro était un objectif important de sa stratégie d'expansion lui permettant de rationaliser ses activités. Disposant désormais des principales chaînes de télévisions privées italiennes, M. Berlusconi entend épargner sur les dépenses d'achat en programmes (il est notamment délégué de la concurrence directe de Retequattro) et éviter une dispersion de ceux-ci (par l'émission de programmes s'adressant au même public, à la heure, sur deux chaînes). Son objectif est à terme la constitution d'une sorte de holding des télévisions privées en face de la RAI. Du point de vue du public, soutient M. Berlusconi, le renforcement du groupe qu'il dirige et la coordination des programmes qui en résultera « évitera aux téléspectateurs d'avoir à faire des choix difficiles entre deux émissions qui lui plaisent ».

Du point de vue financier, l'opération ne semble pas gêner outre mesure le groupe Berlusconi (dont les deux chaînes, Canale 5 et Italia Uno, bénéficient déjà de 650 milliards de lire en rentrées publicitaires). Il n'est pas impossible, cependant, qu'il décide de vendre des actions dans le public, comme il le fit récemment lors de l'achat d'Italia Uno.

Sur le plan politique, la création de ce pôle de télévisions privées dispo-

LE MAGAZINE GRENOBLOIS « ACTUALITÉ DAUPHINÉ » CÈSSE SA PARUTION

M. Paul Dini, directeur d'Actualité Dauphiné, a annoncé, lundi 27 août, la cessation de parution de ce magazine. Lancé en octobre 1978, par le groupe Comareg, spécialisé dans les journaux d'annonces gratuites dans le Sud-Est de la France, et que dirige M. Dini, Actualité Dauphiné était conçu comme un véritable city-magazine, d'abord destiné aux habitants de la grande agglomération grenobloise. Il constituait à cet égard l'un des rares exemples de ce type en France. Malgré un important succès d'estime (une vente moyenne de 8 000 à 10 000 exemplaires par numéro et plus de 30 000 lecteurs), et un certain impact dans l'opinion publique, Actualité Dauphiné n'a pas atteint l'équilibre financier nécessaire pour maintenir le titre.

Mercredi 29 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Série : Dallas. J. R. et Bobby se préparent à vérifier les comptes de l'entreprise pour déterminer qui la dirigera. Un tournage important.
- MUTS D'ÉTÉ DE L'INA.
- 21 h 25 Vidéoflashs. Brefs intermédiaires comiques.
- 21 h 30 Les Chénins perdus. Philippe Garel a filmé à l'âge de dix-neuf ans, en 1966 et 1967, les débuts de Donovan, les Who et le Living Theatre lors de tournées en France et en Angleterre. Images commentées par le réalisateur lui-même.
- 22 h 10 Télévision de chambre : Sous le signe du poisson. Film de Pierre Zucca. Mystère autour d'un hôtel de pêcheurs où sont réunis des personnages aussi divers qu'étranges. Pour l'instant, le centre d'intérêt des pensionnaires est la jolie sirène de la chambre n° 3. Un témoin silencieux, énigmatique, tène de la séduire.
- 23 h 5 Dessin animé : Je demain. Kallidoscope des mythes et symboles de quelques générations à travers leurs propres images.
- 23 h 15 Stations. de Bob Wilson. Abécédaire. Variétés optiques, rêves de l'autre côté du miroir.
- 23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Téléfilm : Entre-temps. Deux récits se superposent, s'entremêlent sans se mélanger... Il ne faut pas chercher de logique dans cette fiction surréaliste, à la limite du rêve et de la réalité. Tourné en noir et blanc par un réalisateur qui reste profondément espagnol, ce téléfilm est un mélange de comédie-panoplie et de poésie onirique. Une œuvre malicieuse, curieuse, malgré quelques longueurs.
- 22 h 5 Série : Cent ans d'automobile. Du tout-terrain au turbo, série de J. Bardia, D. Dubarry et F. Maze. Dernière émission : C'est arrivé demain. La dernière automobile, l'informaticienne au service de la voiture : le système électronique s'affine, l'utilisation de

- matériaux nouveaux... Dernier volet d'une histoire active.
- 22 h 35 Sport : catch. Catch à quatre, à Limoges-Brenay.
- 23 h 5 Journal.
- 23 h 25 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Variétés : Jacques Higelin (deuxième partie). Show enregistré dans les conditions du direct au Casino de Paris. Jacques Higelin interprète une douzaine de ses succès.
- 21 h 30 Série : Opération Open. N° 5. Vacances à l'Adamoello Brena, de S. Gault. Avec J. Daire, B. Allouf, G. Grifon, F. Interpelli. Dispositif mystérieux d'un membre de l'Organisation de protection des espèces alors qu'il passait d'agréables vacances dans les Dolomites. L'épisode a été tourné dans le parc national du Stelvio, l'un des plus grands d'Europe.
- 22 h 25 Journal.
- 22 h 45 Prélude à la nuit. Soirée en mi-musée, de J.-S. Bach, interprétée par Janusz Gajewy, flûte, et Philippe Moll, clavier.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 L'opéra, c'est la fête : l'opéra viennois.
- 21 h 30 Extrême et moderne, pris dans une mémoire, avec Paul Lorenz et Mario Bois.
- 22 h La crise aux comtes autour du monde : Stéfal.
- 23 h 20 Musique Étoile.
- 23 h 40 Place des étoiles.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h Présentation de concert : œuvres de Montemurghi.
- 21 h 30 Soirée lyrique (donnée le 18 mai 1984 à l'Opéra de Paris) : Boris Godounov, opéra de Moussorgski, par les chœurs et l'Orchestre de l'Opéra de Paris, dir. J. Conlon, chef des chœurs, J. Laforgue, solistes : N. Gheurov, M. Mahé, M.-C. Pons, A. Ringart, R. Tser, P. Rosillon, M. Storojev, P. Lindroos... en complément de programme : « 1874 » : œuvres de Tchaïkovski, Liszt, Saint-Saëns, Lutoslavski, Bruckner.

Jeudi 30 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 30 TF 1 Vision plus.
- 11 h 55 Quarante ans déjà.
- 12 h Bonjour, bon appétit. Magazine de Michel Olivier. Danse aux clips.
- 12 h 30 Consommer sans pépins.
- 12 h 35 Cocktail maison.
- 13 h Journal.
- 13 h 30 Série : La petite maison dans la prairie.
- 14 h 30 Objectif santé. Eclairage domestique et confort visuel.
- 15 h 30 Quartier. En direct de Vincennes.
- 16 h Abbaye de France : Souillac.
- 16 h 15 Histoire sans parole : Course au bonheur.
- 17 h Croque-vacances. Variétés, dessins animés, info-magazine et feuilleton.
- 17 h 50 Eh bien danses maintenant : la valse viennoise.
- 18 h 10 Ceux qui se souviennent. La revanche : 1880-1900.
- 18 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 38 Point : prix vacances.
- 19 h 40 Ces chers diapas : Martine Carol.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Passeport pour la forme. A Marrakech (Maroc). Avec France Gall, James Ingram, Daniel Balavoine, The Art Company, Earl Ferguson, Madonna, Jean-Pierre Jabouille, Thierry Ray, Thierry Sabine, Anne Parillaud, François Elly, Jean-Pierre Bauri.
- 21 h 35 Feuilletton : Doctor Teyssier. De R. Sullivan. Réal. J. Chapot, musique Claude Bolling. Avec Michel Piccoli, N. Alari, P. Bardet... (Redif.) Avant son procès aux assises, Raymond Carmel tente de convaincre son avocat, Mr Axel Thor, qu'il a enfin découvert le vrai coupable. Dernier épisode, sans regret.
- 23 h 5 Journal.
- 23 h 20 Vivre en poésie. Les vivants et les morts. Avec M. Moustaki, J. Mezi, A. Tatu.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 Antiope.
- 12 h Journal (et à 12 h 45 et 18 h 40).
- 12 h 5 Muppet Show.
- 12 h 30 Feuilletton : Les amours des Années Folles. Les Seurs Hortensia.
- 13 h 35 Série : Mammis.
- 14 h 25 Aujourd'hui la vie. Les héritiers de la belle ouvrage.
- 16 h 30 Série : Akagora. Le lion et le plouc-chien.
- 16 h Sports étés. Cyclisme : championnat du monde sur piste, à Barcelone ; athlétisme : meeting de Coblentz.
- 18 h Récit A 2. Yakari ; Emile ; Barrières.
- 18 h 40 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 La théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- SOIRÉE ESPAGNOLE.
- 20 h 35 Club des télévisions du monde : Valentina. D'A. J. Betancor. José Garces, danseuse, hésite, ne sait si elle veut devenir un saint, un héros ou un poète. Pour Valentina, sa « fiancée », il est, comme dans la Bible, « le seul sauveur du savoir et de la domination ». En 1911, dans un petit village du nord de l'Espagne, il est difficile pour deux enfants de s'aimer sous les regards noirs d'un père qui fouette encore son fils, difficile d'échapper aux griffes familiales par une simple fugue. Une réalisation sans prétention, de bons acteurs.
- 22 h 10 Variétés : Spécial Tenorité. Avec Linda Cristal, La Chana, Isabel Pantoja, La Belle Époque, Paity Prado, Lorenzo Sotomayor, Los Sabanderos...
- 22 h 30 Court métrage : La Cabine. Une histoire tragique dans une cabine téléphonique.

- 23 h 10 Journal.
- 23 h 30 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 19 h 3 Journal littéraire : Les mots en tête.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Festival de Confolens. Rencontre internationale d'art traditionnel.
- 20 h 5 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
- 20 h 5 Les Jeux.
- 20 h 35 Ciné-passion. Émission de Marie-Christine Barraud.
- 20 h 40 Cinéma : Saker l'artiste. Film français d'Yves Robert (1976), avec M. Mastroianni, P. Fabian, J. Rochefort, C. Graven, E. Bayle (rediffusion). Un condottiero de second plan, qui a dépassé la quarantaine, court le catch pour gagner sa vie. Il a des problèmes avec sa vie et sa maîtrise. Cette comédie humoristique légèrement teintée de mélancolie, est un hommage aux acteurs qui ne deviennent jamais des vedettes malgré leurs qualités professionnelles. Yves Robert traite ses personnages en copains.
- 22 h 15 Journal.
- 22 h 35 Prélude à la nuit. Symphonie en ré majeur, de Reicha, interprétée par le Quatuor de flûtes Arcadie.

FRANCE-CULTURE

- 7 h Matinée, à Carcass-Maubuisson.
- 7 h 30 Revue de presse.
- 8 h L'arbre et ses racines : le bûcher.
- 9 h 5 Chag jouet de plongée dans le sous-marin « Vénus ».
- 9 h 35 Musique : savoirs de sava.
- 10 h Jacques Cartier, le voyage imaginaire.
- 11 h Musique : Calabrese, entre Garosio et Méditerranée.
- 12 h Panorama.
- 13 h 30 Feuilletton : le Crime d'Orléans.
- 14 h Charles Chalmers se souvient.
- 15 h 3 Embourgeoisement immédiat : l'Australie.
- 16 h 30 Musique : voyages imaginaires.
- 17 h 30 Drogues et civilisations : un problème du vingtième siècle, l'évasion chimique.
- 17 h 30 Extrêmes - Arts plastiques : avec Jean Hugo.
- 18 h La deuxième guerre mondiale : le monde en 1946.
- 19 h 20 Blue notes in the blue sky.
- 19 h 30 Maths dans les Cévennes : le fil de soie au fil du temps.
- 20 h Extrême avec Georges Ribemont-Dessaignes.
- 20 h 30 « L'Écorceur », de Jules Renard. Avec J. Duby, J. Morel, D. Page, P. Constant.
- 22 h La crise aux comtes autour du monde : le Japon.
- 23 h 15 Bestiaire : le zébrin.
- 23 h 20 Musique Étoile.
- 23 h 40 Place des étoiles.

FRANCE-MUSIQUE

- 2 h Les maîtres de Franco-Musique : lettres et journaux italiens.
- 7 h Petit matin : œuvres de Victoria, Byrd, Stravinski, Dowland, Gesualdo : à 8 h 7, Mahler.
- 9 h 5 Le matin des musiciens : Mozart et les chanteurs de son temps. (La troupe de Vienne).
- 12 h 5 Concert : œuvres de Rameau, Rostrop, par l'Orchestre de chambre national de Toulouse ; œuvres de Respighi, Vivaldi, Bartok.
- 13 h 45 France.
- 14 h 4 Répères contemporains : Guy Benetton, Alain Abbet.
- 15 h Carte blanche à... quelques créations de 1923 (œuvres de Varèse, Hahn, Honegger, Stravinski, Ravel...).
- 16 h 5 L'héritage d'Arthur Schnitzler.
- 19 h Le temps de jazz.
- 19 h 20 Concert : Festival de Salzbourg 1984 (en direct du Grosses Festspielhaus) : Symphonie n° 2, Réurrection, de Mahler, par l'Orchestre symphonique de Boston, le Singverein der Gesellschaft der Musikfreunde, dir. S. Ozawa ; solistes : Edith Weiss et Jeanne Norman, soprano.
- 21 h 30 Les soirées de Franco-Musique : concours international de guitare (œuvres de Ponce, par M. Alcazar) ; à 22 h, cycle acoustique : œuvres de Smalley et Garcia.



	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	27,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	80,00	32,02
IMMOBILIER	80,00	71,16
AUTOMOBILES	80,00	71,16
AGENDA	80,00	71,16
PROP. COMM. CAPITALAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

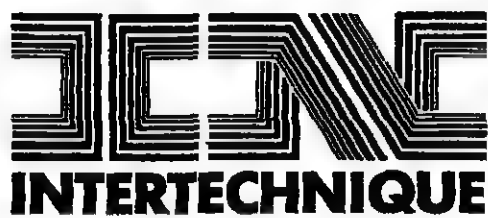
* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

INFORMATIQUE

La Direction de Production d'INTERTECHNIQUE, le grand constructeur français d'ordinateurs de gestion recherche pour son siège social à PLAISIR :



AGENTS TECHNIQUES ELECTRONIQUES (REF. DPI 51)
titulaires BTS ou DUT, ayant de préférence 2 à 3 années d'expérience en circuits logiques et microprocesseurs. Après formation, les intéressés assureront des fonctions de méthode plateforme. L'horaire de travail se situe dans une pièce de 6 heures à 22 heures. La connaissance de l'anglais est indispensable.

AGENTS TECHNIQUES ELECTRONIQUES (REF. DPI 52)
confirmés ou débutants, titulaires BTS ou DUT pour tests et mises au point de systèmes informatiques.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel, INTERTECHNIQUE, B.P. n° 1, 78374 PLAISIR CEDEX.

Jean-Loup Parichon
a le plaisir de vous annoncer la création
de son Cabinet Conseil en Recrutement de Cadres
à compter du 1er septembre 1984.
Espérant vous y recevoir prochainement,
il vous prie de bien vouloir noter
ses nouvelles coordonnées :

parichon
38 rue de Lisbonne - 75008 Paris - Tél. : 563.03.10

LES EDITIONS LEGISLATIVES
ET ADMINISTRATIVES
recherchent pour l'une de leurs publications

jeune juriste

(Maîtrise de Droit Social ou équivalent)

Ayant une réelle capacité à traiter des problèmes
de rédaction, documentation, coordination de
manuscrits.

Intéressé par les questions d'hygiène et sécurité
dans l'entreprise.
Statut journaliste.

Envoyer lettre manuscrite, CV très détaillé,
prêt, et photo à
la Direction du Personnel - 19, rue Paclot
75739 PARIS Cedex 15

Collège contrat ass. ban. O.

recherche

CAHIER EDUC.

Internet et internet

INSTITUTEUR

avec bonnes connaissances

anglais

Téléphone : (3) 562-04-02.

Recherche

PROFESSEURS très motivés

ETIS publics.

Envoyer c.v. à ESRA,

137, av. Félix-Faure, Paris 16^e.

emplois régionaux

Imp. établissement industriel

de l'Etat, région Ouest, régional

RECHERCHE

UN INGENIEUR

INFORMATICIEN

dépassé des obligations mili-

taires pour assurer la respon-

sabilité de tous projets de ges-

tion de production et de concep-

tion par ordinateur.

Expérience appréciée.

Ecr. avec c.v., d'ité. et photogra-

phie sous n° 5.277 le Monde

service annonces classées,

5, r. des Italiens, 75003 Paris.

BORDEAUX

Lycée technique privé

sous contrat

recrute

UN INGENIEUR B.T.P.

pour poste polyvalent

ser. F. 4. génie civil.

Téléphone les 30 et 31

au (16-58) 55-46-04

Caisse Nationale Vieillesse

recherche

PUPITREUR

sur DPS 7,

sonnelles, GDS 64, TDE, IOR,

Langage de contrôle.

Possibilité travail en 2 x 8.

Salaire annuel embauche

75.000 F.

Entre CHAUSSES, service per-

sonnel, 110-112, rue de Planchet,

75001 PARIS Cedex 19.

ENTREPRISE INTERME-

DIATRE, 1901, rech.

TECHNIQUES ELECTRONIQUES

pour formation-production avec

16-25 ans, Tél. 060-56-50 ou

437-43-43, 77380 COMES.

Expert comptable

Conseiller aux Comptes

recherche

STAGIAIRE

1^{re} ou 2^e ANNÉE

Missions variées

Ecrite à SEPRECO, 18, rue

Bolséira, 75116 PARIS.

Association de jeunes et d'édu-

cation populaire (100 salariés)

SON DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL

Envoyer c.v. et photographie

sous n° 5.277 le Monde

service annonces classées,

5, r. des Italiens, 75003 Paris.

RECH. ANIMATEUR (TRICE)

Téléphone du BAPD

Permis de conduire

multimédia mi-temps secteur

Pré-Ado et scolaire.

Envoyez c.v. à MJC,

8 bis, Cours Du Bassin,

77430 NOIEL.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois

stables, bien rémunérés,

à toutes et à tous

avec ou sans diplôme.

Demandez un document

sur notre revue spécialisée

FRANCIS CARRIERS (C 16)

S.P. 402 - 08 PARIS.

Les possibilités d'emploi à

l'États sont nombreuses

et variées. Demandez une

documentation sur la revue

spécialisée FRANCIS CARRIERS

S.P. 402 - 08 PARIS.

ACHÈTE CHER COLLECTION

TIEMRE, ÉLITE, EUROPE

OUTRE-MER. T. 385-76-88.

ACHÈTE CHER COLLECTION

TIEMRE, ÉLITE, EUROPE

OUTRE-MER. T. 385-76-88.

ACHÈTE CHER COLLECTION

TIEMRE, ÉLITE, EUROPE

OUTRE-MER. T. 385-76-88.

ACHÈTE CHER COLLECTION

TIEMRE, ÉLITE, EUROPE

OUTRE-MER. T. 385-76-88.

ACHÈTE CHER COLLECTION

TIEMRE, ÉLITE, EUROPE

OUTRE-MER. T. 385-76-88.

ACHÈTE CHER COLLECTION

TIEMRE, ÉLITE, EUROPE

OUTRE-MER. T. 385-76-88.

ACHÈTE CHER COLLECTION

TIEMRE, ÉLITE, EUROPE

OUTRE-MER. T. 385-76-88.

ACHÈTE CHER COLLECTION

TIEMRE, ÉLITE, EUROPE

OUTRE-MER. T. 385-76-88.

ACHÈTE CHER COLLECTION

TIEMRE, ÉLITE, EUROPE

OUTRE-MER. T. 385-76-88.

ACHÈTE CHER COLLECTION

TIEMRE, ÉLITE, EUROPE

OUTRE-MER. T. 385-76-88.

ACHÈTE CHER COLLECTION

TIEMRE, ÉLITE, EUROPE

OUTRE-MER. T. 385-76-88.

ACHÈTE CHER COLLECTION

TIEMRE, ÉLITE, EUROPE

OUTRE-MER. T. 385-76-88.

ACHÈTE CHER COLLECTION

TIEMRE, ÉLITE, EUROPE

OUTRE-MER. T. 385-76-88.

ACHÈTE CHER COLLECTION

TIEMRE, ÉLITE, EUROPE

OUTRE-MER. T. 385-76-88.

ACHÈTE CHER COLLECTION

TIEMRE, ÉLITE, EUROPE

OUTRE-MER. T. 385-76-88.

ACHÈTE CHER COLLECTION

TIEMRE, ÉLITE, EUROPE

OUTRE-MER. T. 385-76-88.

L'immobilier

appartements ventes

2^e arrdt

N° SERTIER, studio en duplex,

tout confort, à rénover.

Téléphone 834-13-18.

4^e arrdt

CEUR MARAIS

DANS HOTEL PARTICULIER,

MONUMENTS SURPASSÉS

à rénover. - 236-03-02.

5^e arrdt

VAL-DE-GRACE

GRACE, pierre de T. 2-3 P.

Tout confort, balcon, 628.000 F.

Téléphone : 328-97-16.

8^e arrdt

LUXEMBOURG

5 P., 135 m², 4^e ét., bal.,

boiseries, 800 F. PLAN

BOULEV. LITRE 844-44-48.

10^e arrdt

ST-VINCENT-DE-PAUL

dans imm. p. de taille, 4 P.,

et 50 m², 283-03-80.

12^e arrdt

PLACE DAUMESNIL (PRÈS)

STUDIO et 10 m² mezz., pour

2 PÈCES et 10 m² mezz.

2/3 PÈCES Avec terrasse

Tél. 534-13-18.

18^e arrdt

HERBAULT

dernier étage, atelier + chbr.

50 m², balcon-terr. 50 m².

1.200.000 F. 272-40-18.

18^e arrdt

PROPRIÉTAIRES

VOUS DESIREZ VENDRE

un logement avec ou sans

Adresser-voilà à un spécialiste

INNO MARCADET

88, r. Marcadet, 75018 Paris.

Estimation gratuite, publiée à

not. Tél. 525-01-82.

20^e arrdt

VUE TOUT PARIS

7^e ÉTAGE, 5100 m², 100 m².

4 P., 120 m², Tél. 288-24-80.

20^e arrdt

Chaque jour

dans cette rubrique

Vous trouverez peut-être

L'APPELÉMENT

que vous recherchez

appartements

achats

Recherche 1 à 3 P. PARIS

PARCELT chez nous

873-20-57, même le soir.

20^e arrdt

Vente R 30 TS autonome,

vert, algues, méditerranée,

1980, 89.000 km, vitres tein-

ties brunes, pneus, batterie,

freins neufs, sortie échappement

neuf, pare-chocs, av., ar.

R 30 TC, sup-région RM 180,

état impeccable, diagnostic fait

en mai 1984. Prix : 24.800 F.

Tél. : 01-70-76-18.

20^e arrdt

Vente R 30 TS autonome,

vert, algues, méditerranée,

1980, 89.000 km, vitres tein-

ties brunes, pneus, batterie,

freins neufs, sortie échappement

neuf, pare-chocs, av., ar.

R 30 TC, sup-région RM 180,

état impeccable, diagnostic fait

en mai 1984. Prix : 24.800 F.

Tél. : 01-70-76-18.

20^e arrdt

Vente R 30 TS autonome,

vert, algues, méditerranée,

1980, 89

SOCIAL

Le sauvetage de Creusot-Loire

Les syndicats s'opposent au plan de reprise

En 1983, la société Creusot-Loire avait réalisé un chiffre d'affaires de 6,24 milliards de francs, avec 12 388 salariés. La nouvelle société, qui reprendrait un consortium mené par Fives-Lille holding, dont le bras industriel est Fives-Cail Babcock (le Monde du 29 août), aurait un chiffre d'affaires prévisionnel de 3 milliards de francs et moins de 6 000 salariés. Une évolution qui tient à la non-reprise de certaines activités de Creusot-Loire : Piquety, Nanteau, où sont fabriqués des séchoirs à bois et des matériels d'imprimerie, et enfin la Chaudronnerie de Chalon-sur-Saône.

En plus de la société Creusot-Loire proprement dite (seule concernée par les chiffres cités précédemment), certaines filiales seront reprises (dont notamment Neyrpic et Clecim) et d'autres laissées à d'éventuels repreneurs (Delattre-Leroyer, Instruments SA, Phoenix Steel, principalement). Voilà pourquoi la CGT a pu annoncer une suppression globale de 2 600 emplois au Creusot et à Chalon-sur-Saône, soit le tiers des salariés travaillant pour Creusot-Loire dans ces deux villes (6 000 au Creusot et 1 200 à Chalon-sur-Saône).

Le plan Gallois, du nom du directeur général de l'industrie, repose sur une logique industrielle : le maintien du site du Creusot dans son intégralité et sur une volonté politique : ne pas avoir l'air de nationaliser Creusot-Loire. Il avait deux autres ambitions : aller vite, notamment pour éviter les remous sociaux, et couler le moins cher possible à l'Etat.

La volonté de maintenir le caractère privé du groupe a amené les pouvoirs publics à choisir Fives-Lille comme opérateur industriel, même si la majorité des Français de la mécanique, spécialisée dans les équi-

pements lourds et connu pour ses qualités tant d'industriel que de gestionnaire sera à égalité à 25,5 % avec Framatome (Usinor, avec 15 %, et les grandes banques nationales associées à la BUE complétant le capital de 250 millions de francs de la nouvelle société). Un pacte d'actionnaire doit encore être négocié entre les deux principaux porteurs de parts. Sans remettre en cause le leadership de Fives-Cail Framatome n'entend pas être un sleeping partner notamment pour les activités énergétiques du nouveau Creusot-Loire.

Le maintien du site du Creusot dans son intégralité est, semble-t-il, une condition sine qua non de la proposition de reprise. Cela laisserait supposer que les pouvoirs publics opposent une fin de non-recevoir à la demande de Jeumont-Schneider de reprendre en sus de Carat-Fouché la division traction du Creusot pour créer, face à Alstom, un groupe privé de matériel ferroviaire. Sous peine de remettre en cause la logique de M. Gallois et de faire renaitre l'autre logique - préconisée sans réelle élaboration par certains - d'un découpage par activités (l'énergie à Framatome, la mécanique à Fives, le blindage à Renault etc.). Le nouveau Creusot-Loire livrerait donc des bogies à Jeumont comme à Alstom.

Un minimum de fonds publics

M. Gallois, si cette solution était adoptée, réussirait aussi le pari de maintenir le noyau dur de Creusot-Loire avec un minimum de fonds publics. La nouvelle société n'a guère demandé aux banques que de financer à très bas taux d'intérêt un

fonds de roulement de 700 millions de francs. Il est vrai que le coût du plan social est aussi à la charge de l'Etat (et il sera élevé) et que le dépôt de bilan de Creusot-Loire coûtera très cher à tout le monde : aux banques créditrices (3 milliards de francs), à Framatome (1,2 milliard de francs), mais aussi à de nombreux entrepreneurs, notamment de Saône-et-Loire (les sous-traitants avaient environ 800 millions de francs). En revanche, les délégués ont laissé à désirer (d'autant que la reprise est loin d'être réalisée). Il fallait négocier la répartition de l'actionnariat, le périmètre de reprise, le prix de reprise et le niveau des efforts nécessaires à la nouvelle société, compte tenu des carreaux de commandes. Cela n'est d'ailleurs pas achevé, et les protagonistes n'avaient toujours pas déposé, le 29 août, auprès des syndicats, leur « lettre d'intention », simple moment dans la procédure.

L'avenir de la Chaudronnerie de Chalon-sur-Saône, par exemple, est incertain ; Framatome, sollicitée par les pouvoirs publics dès lors que la société reprenne n'en voulait pas, a décliné cette offre. Il est vrai que cette division a perdu 46,8 millions de francs en 1983 et que les perspectives, compte tenu du manque de la pétrochimie et de la concurrence des chaudronniers italiens et japonais - ainsi que du ralentissement du programme nucléaire français, - sont extrêmement sombres. Ces délégués n'en ont pas moins permis aux opposants à ce plan de se regrouper. Il n'est pas étonnant que ce soit les anciens dirigeants encore en place au Creusot qui aient annoncé aux syndicats les suppressions d'emplois prévues. Aussi les syndicats CGT, CFDT et CGC se sont élevés contre « un plan qui entraînerait la disparition du site » et ont dénoncé Fives Cail spécialisé « dans le racket des entreprises en difficulté qu'il liquide ensuite ».

L'action des syndicats dans les deux semaines à venir sera déterminante pour la solution Gallois. Car, s'il est une certitude, c'est que Fives, société privée responsable devant ses actionnaires, n'acceptera pas plus de salariés qu'il n'en est nécessaire pour répondre aux commandes et rendre viable ainsi le nouveau Creusot-Loire.

Le dossier est donc loin d'être clos d'autant que les pouvoirs publics devront dans les semaines à venir régler la question de l'actionnariat de France, actuellement filiale de Creusot-Loire et qui pourrait en devenir l'une des mères. Rien n'est décidé, si ce n'est que la aussi il n'est pas question que Framatome sorte du secteur privé. Le CEA n'augmentera donc pas sa participation, EDF et la CGE ou Alstom n'entreront pas dans le capital. Le choix n'est pas vain.

BRUNO DETHOMAS.

A MARSEILLE

Le tribunal de commerce confirme la saisie du cargo libyen « Ghat »

De notre correspondant régional

Marseille. - Dans une ordonnance de référé, rendue le mardi 28 août, le tribunal de commerce de Marseille a confirmé la saisie conservatoire du cargo libyen Ghat qu'il avait prononcée, le 21 août, au profit de la société d'armement Marseille-Fret. Il statuait sur une requête présentée par la société d'armement du Ghat, la General National Maritime Transport Company (GNMTC), à laquelle ont été laissés les entiers dépens du procès.

La société Marseille-Fret avait justifié son action par le préjudice qu'elle subissait, depuis novembre 1979, à la suite de la saisie et de la détention de l'un de ses bateaux, le Rowe, par les autorités libyennes, dans le port de Benghazi. Cette saisie était intervenue dans le cadre d'un conflit embrouillé, mettant aux prises Marseille-Fret et la société de transport libyenne Ras El Hilal - qui avait sous-loué le Rowe - avec les autorités sud-africaines. Il s'agissait donc, en l'occurrence, de savoir si la société d'armement marseillaise était fondée à demander la saisie d'un bateau tiers, le Ghat, au titre de l'appartenance présumée de celui-ci au gouvernement libyen.

Dans ses attendus, le tribunal a estimé, notamment, que « en ce qui concerne l'identité du véritable propriétaire du navire Ghat, il s'agit bien du gouvernement libyen ». Cela est confirmé, a-t-il indiqué, par la Lloyd Register Shippers et par la nomination, par décret, de la société qui a remplacé la Ras El Hilal (1). Le tribunal a rappelé, par ailleurs, son jugement en date du 4 janvier 1983 considérant la GNMTC comme « une émanation du gouvernement de Libye, en sa qualité de société nationale et nationalisée ».

(Suite de la première page.)

On sait trop maintenant ce qu'il en coûte, psychologiquement et économiquement, de mettre en place des systèmes à haute protection comme la convention spéciale de la sidérurgie (CGPS), les congés de conversion, voire les préretraites FNE et les contrats de solidarité. Non seulement ces formules sont dispendieuses, sans contrepartie productive, et peuvent désorganiser les entreprises, mais elles présentent l'inconvénient, estimé aujourd'hui, de maltraiter les anciens salariés dans un cocon dont ils ne pourront sortir facilement.

Edi, donc, le traitement social du chômage, voici venue l'époque des rapports sociaux modernes. Les salariés doivent retrouver leur autonomie de jugement et leur capacité d'initiative. S'il leur arrive un coup dur, comme le licenciement, on fera tout pour les aider et les suivre dans leur évolution, mais on ne les laissera pas tout attendre de l'Etat providence. La période de formation - nécessairement courte, mais qui pourra être renouvelée en fonction du projet individuel - devra aussi permettre une chose psychologique à partir duquel le salarié ne se protégera plus derrière son appartenance à un groupe, à une communauté, et commencera à réagir par lui-même.

De même, l'employeur sera appliqué à imaginer un plan social qui ne laisse pas seulement compte des dispositifs d'accompagnement déjà connus. Il lui faudra investir en fonction des besoins de son plan économique, sachant que, pour les pouvoirs publics, il y a peut-être mieux à faire et pourra même être encouragé par des retraites auxquelles les tout le monde pense d'embée. Ainsi, il vaudrait parfois mieux accorder des primes ou des dégrèvements liés à l'emploi, plutôt que d'indemniser le chômage.

En contrepartie de tout cela, les employeurs seraient invités à changer leur façon de pratiquer envers le « tout Etat », c'est-à-dire ne plus attendre le dernier moment pour faire connaître leur décision et s'en remettre ensuite aux pouvoirs publics. On leur demanderait de réfléchir à leur rôle social, à leur bien être, à leur stratégie industrielle et de leurs techniques. Tout est possible, assurément, même en dépenses, pourvu qu'on s'y prenne à temps et que les décisions soient dynamiques. « Il faut en finir avec l'assistance, et responsabiliser les gens ».

Dans ce schéma, nouveau, les syndicats tiennent une place particulière qui correspond aux vœux qu'ils ont toujours exprimés au premier ministre. Soudain, ils ont donné de l'air... après tant d'années de revers. M. Laurent Fabius entend d'abord révaloriser la politique contractuelle. Plus encore, il rêve d'en faire des parités sociales privilégiées, où, évidemment, seraient d'autres rapports avec les employeurs et, pourquoi pas, négocieraient avec eux toutes les for-

males nécessaires à l'adaptation d'une entreprise. Bref, il les invite à associer à la définition de l'avenir social et économique. « On constate actuellement un déficit de la négociation », observe-t-on, et il est urgent d'offrir les moyens aux organisations syndicales de se situer positivement.

Changer les mentalités

Soit convert de modernisation, il s'agit donc d'établir un nouvel espace social où tout un chacun se conduirait en adulte responsable. L'objectif étant, au-delà, de faire écrire toutes « les capacités de formation d'emploi », comme on dit dans un jargon un peu prétentieux, qui pourrait être le grand dessein de ce nouveau gouvernement.

Face au chômage, on part en effet d'une série de constatations. D'abord, « l'emploi n'est pas seulement une résultante de la croissance ». Ensuite, la modernisation de l'industrie n'est pas tout. Il faut se souvenir que les emplois industriels ne représentent que 20 % environ de l'activité. Il y a donc d'autres « gisements » d'emploi et des initiatives à prendre. Enfin, on est persuadé que, si les « outils » de traitement du chômage sont assez nombreux et complets, les utilisateurs finissent par ne plus avoir le discernement dans un ensemble devenu confus. Il s'agit par conséquent de les rendre plus efficaces et de les faire jouer à fond, comme, par exemple, les tout nouveaux contrats de solidarité liés à la réduction du temps de travail, qui sont assortis de primes jugées « généreuses ».

Dès lors, la politique de l'emploi consiste en l'exploitation maximale de toutes les possibilités. Il faut encourager le risque, favoriser la création d'entreprise, dans de nouveaux secteurs, libérer la population active de ses inhibitions. On peut aussi revitaliser les emplois d'initiative locale et faire une place aux emplois d'utilité sociale ou publique, à la condition, toutefois, de ne pas venir concurrencer localement les petites entreprises privées. Les chômeurs pourraient y retrouver une activité, et un salaire éventuellement complété par une indemnité.

Pourtant, au niveau de la grande entreprise comme dans les régions ou les localités, en tout cas sous la forme la plus décentralisée possible, on souhaite voir mettre en place des structures souples, des « unités de gestion », des possibilités nouvelles d'emploi. « Ensuite, nous pourrions donner un coup de pouce ».

L'intelligence supposée

Cette mutation, profonde, ne suffira pas à redéployer le marché du travail, et on en est bien conscient. Aussi attend-on des effets d'autres changements qui devraient pouvoir intervenir plus rapidement et qui s'intégreraient alors dans cette politique revivifiée. Il y a, tout d'abord, les éléments de « flexibilité » à introduire dans le travail sous forme de temps de travail, d'aménagement d'horaires et d'organisation, mais aussi de seuils fiscaux et de droit de licenciement. Le 10 septembre prochain, les partenaires sociaux (syndicats et patronat) reprendront leurs négociations à ce sujet. Les accords auxquels ils parviendront pourraient offrir alors de nouvelles facilités. « En tout cas, fait-on remarquer, nous ne devons pas laisser passer des domaines si nous voulons, en même temps, permettre aux syndicats de relever la tête ».

Il y a également la formation professionnelle - et particulièrement des jeunes - à laquelle M. Laurent Fabius a consacré un volet important de son discours d'investiture (le Monde du 26 juillet). Sur ce point, la loi sur la for-

mation permanente réformée par M. Marcel Rigout devrait autoriser de meilleurs résultats dans la population adulte. Mais on entend surtout développer la formation initiale des jeunes avec l'objectif de maintenir dans le système scolaire « la valeur d'une année ou d'une classe d'âge ». De même, on attend beaucoup de l'accord paritaire intervenu entre les syndicats et le CNPF, autorisant la formation alternée en entreprise, qui pourrait bousculer bien des habitudes. Le patronat s'est engagé à recruter 100 000 stagiaires d'ici à la fin de l'année 1984, et l'on estime que l'objectif des 300 000 stagiaires est réalisable en 1985 et sûrement en 1986.

Enfin au plus profond des raisonnements, on trouve aussi le secret espoir que l'« assainissement » s'il ne touche pas à sa fin, est déjà bien avancé. On cite, ici ou là, des chiffres selon lesquels il serait déjà réalisé pour les trois cinquièmes des entreprises de la métallurgie. On se met même à croire en un léger mieux que viendrait confirmer la timide reprise des offres d'emploi déposées à l'ANPE.

Telle quelle se présente, cette politique rajeunie de l'emploi ne manque pas de séduction, tant elle rompt avec la tradition établie. On pourrait la trouver intelligente, voire trop intelligente, dans la mesure où elle suppose, justement, que tous les acteurs de la vie sociale sont naturellement doués de tous les talents, et lucides de surcroît.

Malheureusement, l'expérience risque de prouver que des mécanismes vieillards, usés, ne peuvent pas tout supporter pareille cure de jeunesse, et ce d'autant que dix années de crise, la récession et le chômage ont fait beaucoup de victimes. Celles-ci pourront-elles s'adapter au nouveau cours ? Le thème de la modernisation peut-il répondre au problème d'une société déjà traumatisée par le chômage, la marginalisation par le précarité de l'emploi et, au bout du compte, la constitution d'un quart monde alimenté par les exclus du progrès ?

En tentant cette opération, M. Fabius est logique avec l'idée qu'il se fait d'un pays moderne. Il voudrait que le gouvernement n'intervienne qu'au dernier moment soit pour donner un « coup de pouce », soit pour « mettre de l'huile dans les rouages », sans avoir à intervenir au préalable. Cela est sans doute possible avec les « husards de la modernité » qui pourront suivre son rythme et comprendre. Cela ne l'est sûrement pas pour tous ceux - et ils sont déjà trop nombreux - qui ne pourront même pas s'accrocher au wagon de queue : les QS immigrés de Citroën qui vont faire l'expérience de cette politique sociale fournaise à ce propos une réponse éloquent.

ALAIN LEBEAUE.

LA « CASSA INTEGRAZIONE »

La Cassa Integratrice, qui existe en Italie depuis 1943, a été redécouverte en 1980 par le groupe Fiat qui y a placé jusqu'à trente-deux mille salariés dont il n'avait plus besoin à la production. Sous le nom de Cassa Integratrice sociale, ce système permet le maintien du lien juridique avec l'entreprise pour des personnels en sureffectif qui perçoivent une indemnité mensuelle correspondant à 90 % de leur salaire antérieur. Leur situation, pourtant, jusqu'à l'an passé, ne permettait pas de leur offrir un salaire décent.

Dans le cas de Fiat, l'échecance a été fixée à 1986. Enfin, la Cassa Integratrice est financée par les cotisations patronales sur la base de 1 % de la masse salariale et, surtout, par l'Etat italien qui y a consacré 3 000 milliards de lire en 1983 (voir le Monde daté 27-28 novembre 1983).

P.T.T.

LA HAUSSE DE LA TAXE TÉLÉPHONIQUE

Les représentants des usagers seront reçus le 6 septembre par M. Mexandeau

M. Louis Mexandeau, ministre délégué chargé des PTT, recevra, le 6 septembre, les représentants de l'Association française des usagers du téléphone (AFUTT). Cette association avait demandé des « éclaircissements » au ministre sur la hausse de 10,5 centimes de la taxe téléphonique applicable au 1^{er} août (le Monde du 29 août).

Plusieurs autres associations de consommateurs ont protesté contre cette hausse. L'Union fédérale des consommateurs (UFC), dans le journal *Choisir*?, a appelé à un boycottage de l'augmentation du tarif. L'Institut national de la consommation souhaite, de son côté, la tenue d'une « table ronde » pour « clarifier les choses et sortir du débat très politisé », indique

M. Denis, son président, dans le *Quotidien de Paris* du 29 août.

L'association Force ouvrière consommateurs (AFOC) appelle ses adhérents à renouer au paiement des factures par prélèvement automatique, car « les relations à base de confiance sont rompues ». Comme 32 % des vingt-deux millions d'abonnés ont choisi ce mode de paiement, l'AFOC espère que la « désorganisation » des services de comptabilité des PTT amènera cette administration à « s'expliquer ».

L'association pour la promotion de l'utilisation du Minitel (annuaire électronique) Contact proteste également contre une hausse qui pénalise « particulièrement » les usagers du Minitel du fait de son mode de paiement à la durée.

classees
nde
téléphone
endredi
-82

ÉTRANGER

ACCORD SUR LE RÉEHELONNEMENT DE LA DETTE EXTERIEURE

Le Mexique obtient des délais de remboursement plus longs et un taux d'intérêt plus faible

Le Mexique est parvenu, après-on dans les milieux bancaires new-yorkais, à conclure, avec les représentants des plus grandes banques créancières ayant à leur tête un représentant de la Citibank, un accord sur le réeheelonnement de sa dette extérieure. Aux termes du nouvel arrangement, dont il reste, précise-on, à mettre au point certains détails, le Mexique obtient des délais de remboursement beaucoup plus longs : quatorze ans (au lieu de huit), étant entendu que les premiers versements n'interviendront qu'en 1991, après, donc, une période

de grâce de six ans (au lieu de trois à cinq auparavant).

Les intérêts, eux, seraient payés sur toute la période, mais à encore, le Mexique a en gain de cause en se faisant accorder un taux beaucoup plus bas (1,1/8 % au-dessus du « libor », taux interbancaire offert à Londres sur les dépôts à court terme).

Conformément aux suggestions faites par M. Jacques de Larosière, directeur général du Fonds monétaire international, les banques privées ont accordé un autre avantage au Mexique en acceptant de conclure un accord portant sur le réeheelonnement, non plus seulement des dettes échues pendant l'année en cours (et éventuellement la suivante), mais de l'ensemble des dettes à échoir d'ici à l'année 1990. Le montant s'élève à quelque 50 milliards de dollars (dettes de l'Etat ou des sociétés para-étatiques), le reste de la dette mexicaine (encore une trentaine de milliards) étant soit des dettes contractées par des entreprises privées, soit des emprunts de l'Etat mexicain et de ses dépendances auprès d'institutions internationales (FMI, Banque mondiale...) et d'autres Etats.

Il reste encore aux grandes banques qui ont négocié l'accord à convaincre les quelque cinq cents banques (américaines, européennes, japonaises...), dont elles sont censées représenter les intérêts, d'accepter l'accord.

En Hongrie

UNE SOCIÉTÉ LICENCIÉE PRÈS DE 7 % DE SES EFFECTIFS

Budapest (AFP). - Mille cinq cents des vingt-trois mille employés de la société hongroise Tungsram, premier fabricant européen d'ampoules électriques, vont être licenciés, a indiqué son directeur général, M. Karoly Demeter, dans un entretien publié, le 28 août, par le quotidien du Parti communiste hongrois Nepszabadsag. Cette mesure touche 80 % des cadres de la société, qui, d'après les lois sociales du pays, seront pris en charge par les administrations locales hongroises.

La société Tungsram, qui possède douze filiales à l'étranger, a dû, selon son directeur, prendre des mesures de rationalisation, notamment dans le domaine de l'emploi, pour mieux faire face à la concurrence des pays d'Extrême-Orient et d'autres pays socialistes, et combler son déficit. Une de ses filiales en Irlande, à Cork, avait déjà été fermée en raison d'un fort déficit d'exploitation.

La décision de la direction de Tungsram illustre la nouvelle politique des entreprises hongroises liée au marché. Le 15 août, pour la première fois depuis 1945, rappelle-t-on, une entreprise d'Etat déficitaire, l'IGV, employant mille trois cents personnes et spécialisée dans les machines à écrire et la mécanique de précision, avait été dissoute en raison d'un déficit chronique.

MONNAIES

ET CHANGES

REPLI DU DOLLAR

Le dollar s'est replié mercredi matin 29 août sur toutes les grandes places financières internationales. Il valait 8,8359 F (contre 8,8789 F la veille), 2,5785 DM (contre 2,5924 DM) et 2,3985 FS (contre 2,3955 FS). Les affaires ont été très calmes. Les cambistes attribuent ce recul à la décente intervenue sur les taux du Federal Funds aux Etats-Unis. D'autre part, les milieux financiers attendent la publication des indicateurs économiques pour juillet. Selon les prévisions, l'indice de consommation sera en hausse de 0,6 %, ce qui confirmerait le ralentissement de l'expansion.

Dans la City de Londres, l'or n'a guère varié et se traitait aux alentours de 349 dollars l'once (contre 349,75 dollars mardi soir).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base + haut	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
SE-IL	8,8355 8,8355	- 68 - 48	- 145 - 188	- 458 - 318
DM	6,7960 6,7992	- 83 - 57	- 164 - 114	- 419 - 296
Yen (100)	3,6487 3,6500	+ 129 + 142	+ 279 + 282	+ 840 + 989
DM	3,0677 3,0700	+ 130 + 143	+ 282 + 304	+ 772 + 835
Mark	2,7198 2,7211	+ 100 + 110	+ 214 + 231	+ 395 + 447
F.B. (100)	15,2118 15,2192	- 51 + 23	- 66 + 64	- 121 + 254
F.S. (100)	3,6948 3,6944	- 102 - 108	- 178 - 180	- 348 - 359
L. (1 000)	4,9529 4,9534	- 110 - 85	- 254 - 280	- 947 - 838
S. (1 000)	11,5790 11,5870	- 8 + 54	+ 22 + 116	+ 280 + 589

TAUX DES EUROMONNAIES

	SE-IL	DM	F.B. (100)	F.S. (100)	L. (1 000)	S. (1 000)
11/16	9/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16
11/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16
11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16
11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16
11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16
11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16
11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16
11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16
11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

DES ETUDES QUI ONT UN AVENIR

• Depuis 30 ans, l'objectif du Groupe Ecole des Cadres est de donner aux jeunes une formation concrète. Afin qu'ils aient un métier.

• Le Brevet de Technicien Supérieur, diplôme d'Etat, correspond à cette orientation parce qu'il est centré sur la vie active.

• C'est pourquoi l'F.S.E.A. a pour vocation - au sein du Groupe E.D.C. - de préparer les jeunes qui le désirent à ce diplôme dans le secteur de l'Activité Touristique.

(production et vente, accueil, administration etc.)

• Vous souhaitez des études aussi passionnantes que le métier qu'elles préparent. Aussi, le programme de l'F.T.L. comprend-il des stages, des séjours, des visites de sites touristiques, ou de musées afin de compléter votre formation théorique.

Financement des études à 100% par prêts remboursables sur 5 ans et cautionnés par une mutuelle.

Conditions d'admission:

- Non bacheliers: sur examen d'entrée
- Bacheliers: sur présentation du dossier scolaire et entretien

Examen d'entrée 6-25 septembre

Institut Supérieur d'Etudes Appliquées du Tourisme et des Loisirs

Groupe Ecole des Cadres
Établissement privé d'enseignement supérieur mixte
92, av. Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine, tél. 747.06.40 +

M. Knapp, président de la Financial Corporation of America, présente sa démission

M. Charles Knapp, président du groupe Financial Corporation of America (FCA), la plus grande institution d'épargne et de crédit des Etats-Unis, a remis sa démission mardi 28 août. Son départ est lié aux difficultés financières éprouvées par l'établissement contrôlé par la Securities and Exchange Commission (SEC), la COB américaine, de réviser ses comptes pour le deuxième trimestre (107 millions de dollars de déficit au lieu d'un bénéfice de 31 millions) et dont le niveau de liquidités n'était plus en conformité avec la réglementation.

La responsabilité de M. Knapp avait été directement mise en cause. Afin d'apaiser l'administration, les actionnaires mais aussi la firme Standard and Poor's, qui avait menacé de reconsidérer ses critères d'appréciation sur le crédit de l'entreprise - la mise à exécution de cette menace aurait empêché la FCA de lancer un emprunt de 300 millions à 400 millions de dollars - l'Etat-major de la FCA avait été récemment renoué (le Monde du 28 août). Le président Knapp avait perdu une partie de ses pouvoirs au profit d'un triumvirat.

Mais cette solution n'a pas, semble-t-il, suffi à calmer les esprits. D'autre part, les autorités fédérales auraient, dit-on, subordonné la poursuite de leur aide financière au départ de M. Knapp. Cette aide est importante. Le montant des dépôts avant à échéance d'ici au 30 septembre est évalué à 15 milliards de dollars environ, ce qui, indique-t-on dans les milieux financiers, illustre l'urgence à trouver une solution rapide aux problèmes de la FCA, surtout à rassurer les investisseurs.

Dans sa lettre de démission, le président de la FCA indique qu'il a pris sa décision à la suite des « pressions incessantes » dont il était l'objet mais aussi dans le but de

TROIS GRANDES BANQUES NORDIQUES DÉCIDENT DE S'ASSOCIER

Trois importantes banques nordiques, Skandinaviska Enskilda Banken de Suède, Bergen Bank et Union Bank de Finlande, ont décidé de coopérer étroitement grâce à des participations croisées. Ainsi SE Banken, la plus grande banque de la région nordique, achètera 10 % des actions de Bergen Bank et 6 % d'Union Bank, soit 395 millions de couronnes au total, indique le Financial Times du 29 août. De leur côté, Union Bank et Bergen Bank investiront respectivement 335 millions et 180 millions de couronnes.

Cette opération, qui concerne les affaires intérieures et internationales des trois établissements, est liée à la libéralisation croissante de la législation bancaire dans les pays nordiques. Elle doit aussi permettre de faire face à la concurrence étrangère, quand la Suède et la Norvège autoriseront, en 1985-1986, les banques extérieures à ouvrir des succursales.

Au total, les trois établissements nordiques posséderont 270 milliards de couronnes d'actif et huit cent dix bureaux en Scandinavie.

En RFA

LA HAUSSE DES PRIX SERAIT REVENU EN DESSOUS DE 2 % PAR AN

Bonn (AFP). - L'inflation a nettement diminué en Allemagne fédérale, étant revenue en août, pour la première fois depuis seize ans, en dessous de la barre des 2 % sur un an : les prix à la consommation ont augmenté de 1,6 % au cours des douze derniers mois, selon les premiers chiffres rendus publics, le 28 août, pour les Länder de Bade-Wurtemberg et de Rhénanie du Nord-Westphalie. Le taux annuel d'inflation avait été de 2,2 % en juillet et de 2,8 % en juin et en mai.

Le coût de la vie a diminué de 0,1 % en un mois dans le Bade-Wurtemberg, ce qui correspond à un taux annuel de 1,9 % sur un an (contre 2,4 % en juillet). En Rhénanie-du-Nord-Westphalie, les prix ont reculé de 0,3 % en un mois, ayant augmenté de 1,5 % sur un an (contre 2,2 % en juillet).

L'Office fédéral des statistiques devrait publier prochainement ses estimations pour l'ensemble de la RFA. Ses chiffres définitifs seront connus un peu plus tard. Selon les spécialistes, la forte baisse du taux d'inflation annuel est due en partie à la disparition des effets, sur l'indice des prix, du relèvement, il y a un an, du taux de TVA de 13 % à 14 %. En outre, les prix des produits agricoles ont diminué en août pour des raisons saisonnières.

POUR OBTENIR DES HAUSSES DE SALAIRE

Le syndicat américain de l'automobile envisage une grève

Les risques d'une grève chez l'un des deux grands constructeurs américains automobiles se sont accrues mardi 28 août, lorsque General Motors et Ford ont proposé à leurs 365 000 ouvriers de nouveaux contrats collectifs, que les dirigeants syndicaux ont immédiatement rejetés comme « nettement insuffisants ».

Dans deux négociations parallèles avec le syndicat des travailleurs de l'automobile (UAW), les dirigeants de General Motors et de Ford (82 % de la production américaine) ont fait des propositions à peu près identiques qui ne comportent ni relèvement de salaires de base ni garantie de l'emploi malgré le retour à la prospérité dans cette industrie.

Le seul avantage accordé par Ford à ses ouvriers dans cette première offre était une augmentation de la participation aux bénéfices de 440 dollars à 1 600 dollars en moyenne par an et par ouvrier. La compagnie a réalisé 909 millions de dollars de bénéfices pendant les six

premiers mois de cette année avec des ventes en hausse de 20 %.

Après avoir subi de lourdes pertes en 1980 et 1981, General Motors et Ford ont fait respectivement 3,7 et 1,9 milliard de dollars de bénéfices en 1983 et sont en voie d'en faire deux fois plus cette année du fait de ventes records. Le comité directeur du syndicat se réunit le 29 août à Detroit pour décider contre lequel des deux « grands » il va organiser une grève si un accord n'est pas rétabli avant le 14 septembre, date d'expiration des contrats collectifs en vigueur.

M. Stephen Yokich, négociateur de l'UAW avec Ford, met en avant les réductions de salaires et de bénéfices accessoires acceptés par le syndicat pendant les années de récession, tandis que les dirigeants de General Motors et de Ford avancent que le coût de la main-d'œuvre est déjà dangereusement plus élevé que celui de leurs concurrents étrangers. - (AFP).

DES ETUDES QUI DONNENT DU TRAVAIL

• Depuis 30 ans, l'objectif du Groupe Ecole des Cadres est de donner aux jeunes une formation concrète. Afin qu'ils aient un métier.

• Le Brevet de Technicien Supérieur, diplôme d'Etat, correspond à cette orientation parce qu'il est centré sur la vie active.

• C'est pourquoi l'F.S.E.A. a pour vocation - au sein du Groupe E.D.C. - de préparer les jeunes qui le désirent à ce diplôme dans le secteur de l'Activité Touristique.

le souhaitent à ce diplôme dans les secteurs suivants:

- Commerce International, Comptabilité-Gestion, Informatique, Action Commerciale, Assurance, Publicité, Relations Publiques, Assistance et Secrétariat de Direction bilingue, trilingue.

Financement des études à 100% par prêts remboursables sur 5 ans et cautionnés par une mutuelle.

Conditions d'admission:

- Non bacheliers: sur examen d'entrée
- Bacheliers: sur présentation du dossier scolaire et entretien

Examen d'entrée 6-25 septembre

Institut Supérieur d'Etudes Appliquées du Tourisme et des Loisirs

Groupe Ecole des Cadres
Établissement privé d'enseignement supérieur mixte
92, av. Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine, tél. 747.06.40 +

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT ENERGIE

AOÛT 1984

Emprunt à taux variable
de 2 000 000 000 F en 400 000 obligations de 5 000 F nominal
garanti par Electricité de France

Prix d'émission: 98 %, soit 4 900 F par obligation.

Louissance: 10 septembre 1984.

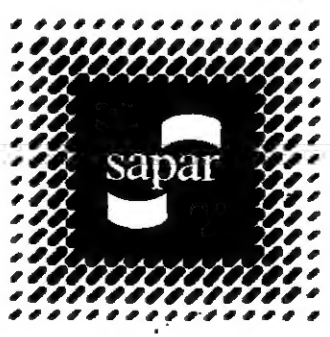
Intérêt annuel: égal à 95 % de la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts garantis et assimilés établis mensuellement par l'INSEE.

Intérêt minimum garanti: 7,00 %.

Durée: 10 ans.

Amortissement: par remboursement au pair, en totalité le 10 septembre 1994.

Amortissement anticipé: interdit sauf par rachat en Bourse et par offres publiques d'achat.



Souscriptions: les souscriptions seront reçues aux caisses désignées ci-après, dans la limite des titres disponibles chez chacune d'elles:

- Caisses de Crédit Agricole Mutuel,
- Caisse Nationale de l'Energie,
- Banques et tous intermédiaires agréés par la Banque de France.

Cotation: demandée à la Bourse de Paris.

La Caisse Nationale de l'Energie est chargée du service de l'émission.

Une note d'information (Visa COB N° 84-214 du 22 août 1984) peut être obtenue sans frais auprès de la SAPAR et des Etablissements chargés du placement.

ETABLISSEMENT FINANCIER DU GROUPE EDF

Société Anonyme de Gestion et de Contrôle de Participations
3-5, avenue de Friedland - 75008 PARIS

BALO du 27 août 1984

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. ARMES ET POLITIQUE : « La menace de l'Est et de l'Ouest, offre de la dissuasion », par Jean Dubois ; « Cavalier seul », par Georges Mesmin ; « La conduite des systèmes antisatellites est possible », par Alexis Vassiliou.
- 11 : Les Grandes Batailles du Nord, sous la direction d'Alain Lottin.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE : Les leçons de l'échec, il y a trente ans, de la CED : « L'union militaire ne peut pas précéder l'union politique », par Alfred Grosser.

34. EUROPE : L'URSS : la confirmation de M. Bonner prive M. Sékharov de tout contact avec le monde extérieur.

4. PROCHE-ORIENT : ÉGYPTÉ : la mort du général Neguib.

4. DIPLOMATIE : ÉGYPTÉ : la mort du général Neguib.

5. AFRIQUE : MAROC : un typhé succombe à une grève de la faim.

5. AMÉRIQUES : MAROC : un typhé succombe à une grève de la faim.

5. ASIE : MAROC : un typhé succombe à une grève de la faim.

POLITIQUE

6. « Politique et communications » (II), par Christine Favre-Mysia.

SOCIÉTÉ

8. Après le mariage du Mont-Louis.
9. ÉDUCATION : SPORTS : la victoire de Royale dans le Transat.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

- 11 à 13. CINÉMA : les quatre « R » à la Mostra de Venise, Alain Renais, Jacques Rivette, Éric Rohmer et Jean Rouch.
12. Une sélection.
14. Programmes des expositions.

ÉCONOMIE

19. SOCIAL : cher Ciron, la CGT informe les salariés.
20. ÉTRANGER : accord sur le réajustement de la dette extérieure mexicaine.

- RADIO-TÉLÉVISION (17) : INFORMATIONS « SERVICES » (10) : « Jeunes » ; Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel.
- Annouces classées (18) : Carnet (10) ; Programmes des spectacles (15-16) ; Marchés financiers (21).

Le numéro de « Monde » daté 29 août 1984 a été tiré à 443 433 exemplaires

CAPÉLOU
LITÉS
CONVERTIBLES
ÉLÉMENTS-BOIS
JEUDI 30 AOUT
REOUVERTURE
37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE
M^e PARENTIER
PARIS-11^e

TENNIS A PARIS CET ÉTÉ
TENNIS FOREST
ACTION
Pne d'Orléans, Ivry
Aubervilliers, la Défense
Fontenay-aux-Bois, Meudon
STAGES INTENSIFS
2 à 30 par jour durant 1 semaine
734-36-36

A B C D E F G

LA VISITE DU PREMIER MINISTRE A TOULOUSE

La lutte contre la délinquance n'a pas de couleur déclare M. Laurent Fabius

De notre correspondant

Toulouse. — « La lutte contre la délinquance n'a pas de couleur ; elle n'est pas rouge, elle n'est pas bleue ; c'est ensemble qu'il faut la conduire », elle concerne tous les Français », a déclaré M. Laurent Fabius, mardi 28 août à Toulouse. Au cours de cet imprévu — un style de voyage en province qu'il semble affectionner — le premier ministre n'a pas simplement sacrifié au besoin d'« aller sur le terrain prendre contact avec les réalités ». Il a donné ainsi, sans tapage, mais assuré d'une publicité importante, un peu plus de consistance à la volonté du président de la République de décrier et de défendre les relations entre le gouvernement et l'opposition, à laquelle appartient M. Dominique Baudis, maire de Toulouse depuis mars 1983 et élu du CDS à l'Assemblée européenne.

La délinquance inquiète l'opinion : l'opposition dénonce sa montée à Toulouse, il y a un « dispositif de prévention qui marche », si l'on en croit M. Fabius, qui préside, à sa qualité, le conseil national de prévention de la délinquance. « Ce qui s'est passé à Venissieux est impensable ici, parce que nous avons le contact avec la population, parce que nous en connaissons les habitudes et les comportements ». Le commissaire de police en poste dans le quartier Bagatelle s'engage, sûr de lui et du travail accompli. Face à lui, dans un petit bureau sombre où circulent et affichent de l'administration tiennent lieu de tapisseries, M. Fabius, attentif, comme à l'abri de l'énorme coque où personnel et journalistes jouent des coudes, menaçant à tout moment d'emporter les fragiles cloisons du commissariat. Dehors, Bagatelle pavise, linge aux fenêtres et résidents dans la rue. Toute une population : des jeunes surtout, rigolards, gentiment effrontés, amusés par ce tohu-bohu officiel, vedettes d'un jour par la grâce des objectifs, pressés d'emboliser le pas à un premier ministre qui, sans refuser le contact, sait garder ses distances et ne sacrifie guère au rite des poignées de main distribuées à la volée.

Pourtant, c'est dans ce quartier de vingt mille âmes que M. Fabius a reçu l'accueil le plus naturel et le plus chaleureux. En bordure de rocade, dans ce bloc de béton que citoyens ordinaires et officiels évitent de fréquenter, les arrière-pensées politiques n'ont pas cours. Bagatelle, à lui seul une petite ville, est à la fois un champ d'expérimentation et une réussite — toujours fragile — en matière de prévention de la délinquance. La cité compte deux mille trois cent dix-sept logements par une population à majorité d'origine maghrébine et sur laquelle veillent douze officiers et policiers « installés » dans le quartier, en contact permanent avec les habitants, les associations, les éducateurs sociaux. La municipalité, le conseil général de la Haute-Garonne et le conseil régional, en liaison avec les sociétés d'habitat, ont uni leurs efforts pour adapter l'habitat et le cadre de vie. Le premier ministre a pu en constater les résultats : des façades rénovées, des jardins qui poussent à l'ombre

M. BAUDIS : il n'y a pas eu de dialogue

M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, a déclaré, mercredi matin 29 août, au micro d'Europe 1, à propos de la visite du premier ministre dans sa ville : « Il n'y a pas eu de dialogue, il y a eu des apparences de dialogue. Il [M. Fabius] a un peu regardé, il a beaucoup parlé devant les micros et les caméras de télévision, et je n'ai pas eu la possibilité d'avoir un entretien ne serait-ce que de dix minutes avec lui pour lui parler des problèmes de Toulouse. Je lui ai remis une lettre en lui demandant justement un entretien pour lui en parler. » L'an dernier, a ajouté M. Baudis, j'ai écrit une lettre à M. Mauroy lui faisant valoir que la maire de la quatrième ville de France devait pouvoir, au moins une fois par an, présenter au premier ministre les principaux dossiers de sa ville (...). M. Mauroy ne m'a jamais répondu. »

BTS INFORMATIQUE
3 années de formation
Stages pratiques
Mots : IBM, APPLE
Le sérieux d'un diplôme d'état. Le dynamisme d'une grande école.
icd
83, avenue de Villiers
75017 PARIS
7.66.64.22

De notre correspondant

du béton, quelques aires de jeux pour distraire les plus jeunes. Bref, depuis 1980, près de cent millions de francs investis dans l'amélioration du bâti, auxquels s'ajoutent une douzaine de millions pour la mise en place d'équipements collectifs. Un programme à ce jour réalisé à 50 %.

M. Fabius a apprécié et souligné les efforts d'une ville qui, selon les mots de M. Gilbert Bonnemaison, député socialiste, vice-président du conseil national de prévention, offre là « un bel exemple en matière de prévention de la délinquance ». Toulouse se veut, en effet, une ville-pilote en ce domaine, son maire, M. Baudis, ayant, dès son entrée en fonctions, consacré une attention particulière à cet aspect de la gestion municipale.

Le premier ministre n'est resté à Toulouse que quelques heures. Sa visite a été menée tambour battant et sous une chaleur lourde. Mais à Bagatelle, au centre culturel du Mirail, le Toulouse des années 60, comme à Candy (circuit municipal mis à la disposition des motards où

ces derniers peuvent utiliser gratuitement diverses machines), M. Fabius a insisté sur la nécessité de conjuguer les efforts de tous. Des propos qui n'ont pas convaincu son hôte, M. Baudis, qui a souligné, cependant, la faiblesse des effectifs policiers, « moins nombreux à Toulouse qu'au moment de la Libération ».

M. Fabius est un premier ministre appliqué. Depuis son entrée en fonctions, il s'est efforcé de décrire ce qui apparaît comme les deux nécessités prioritaires : rassembler et moderniser. Moderne, l'usine de l'Aérospatiale à Saint-Martin-du-Touch, près de Toulouse, l'est assurément. On y assemble le nouvel avion franco-italien ATR 42, vendu à ce jour à trente-sept exemplaires. Dès son arrivée dans la capitale de la région Midi-Pyrénées, le premier ministre avait parcouru, en début d'après-midi, les chaînes de montage du dernier-né de l'Aérospatiale, s'inspirant particulièrement des concurrents et de la commercialisation de ce moyen courrier d'une capacité de quarante-deux à cinquante places.

GÉRARD VALLÉS.

En Israël

Le rabbin Kahane veut « encourager » les habitants de la localité arabe d'Oum el-Fahm à quitter Israël

Jérusalem (AFP). — Le rabbin ultra-nationaliste israélien Meir Kahane a annoncé que ses partisans se rendraient, ce mercredi 29 août, « munis de leurs armes personnelles », dans la localité arabe d'Oum el-Fahm, dans le nord d'Israël, pour manifester à ses côtés.

Le chef et unique député du mouvement anti-arabe Kach a réaffirmé, mardi devant la presse, son intention de se rendre avec « deux cents de ses hommes » à Oum el-Fahm, pour y « encourager » la population arabe à « émigrer de la terre d'Israël ». D'importants renforts de police ont été acheminés sur les lieux de crainte d'incidents violents, tandis qu'une grande nervosité règne dans la soirée de mardi, à Oum el-Fahm.

La population a été appelée par la municipalité à faire grève contre la venue de M. Meir Kahane, qualifiée de « provocation raciste », et à empêcher l'entrée des manifestants du Kach.

Dans une conversation téléphonique avec le ministre de l'Intérieur, M. Yossef Burg, le maire d'Oum el-Fahm, M. Mahmoud Hachem, a décliné toute responsabilité quant aux incidents qui pourraient survenir.

Le maire a indiqué à la radio israélienne qu'il avait réclaté en vain qu'il soit interdit à M. Kahane l'entrée dans l'agglomération, mais qu'il lui a été répondu que ce dernier jouissait de l'immunité parlementaire et était libre de ses mouvements.

Par ailleurs, la municipalité a lancé un appel aux « forces antiracistes » de la population locale pour qu'elles viennent apporter leur soutien. D'autre part, le député Yossi Sarid (gauche travailliste) a annoncé qu'il viendrait à Oum el-Fahm pour y dénoncer la campagne de Kach et convaincre la population arabe de ne pas « tomber dans les provocations » de l'extrême droite en se livrant à des « actes irréfléchis ».

Un groupe de banques suisses poursuit la Pologne en justice pour non-remboursement de ses dettes

De notre correspondant

Berne. — Un groupe de créanciers helvétiques a décidé de poursuivre la Pologne en justice pour obtenir le remboursement d'une dette de 12,3 milliards de francs suisses échue le 2 mai dernier. Il s'agit du solde d'un emprunt de 41 millions de francs suisses contracté en 1979 par la banque polonaise pour le commerce extérieur Handlowy.

Après plusieurs démarches infructueuses, les créanciers de la banque Handlowy ont saisi l'Office des poursuites et faillites du canton de Berne pour obtenir le recouvrement des sommes dues. La nouvelle a été confirmée mardi 28 août à Genève par un porte-parole de la banque Sotid SA, qui représente, avec la Kreditbank (Suisse), l'association des créanciers constituée en juin. Un commandement à payer a déjà été transmis à Varsovie par les voies officielles.

L'institut bancaire polonais s'est déclaré prêt à rembourser les porteurs de parts privés, mais uniquement pour les créances arrivées à échéance avant le 26 mars 1981. En revanche, il considère que les titres détenus par des banques et autres sociétés financières s'inscrivent dans les accords de rééchelonnement de la dette conclus avec plus de cinq cents banques occidentales. Les créanciers qui ne sont pas liés par ces accords sont évidemment d'un avis différent. Dans leur optique, un placement privé ne saurait être assimilé à des crédits bancaires. Si les plaignants se montrent déterminés à aller jusqu'à la déclaration de faillite, ils ne désespèrent pas toutefois de trouver un accommodement avant de poursuivre plus loin leur démarche.

Sans doute ne faut-il pas s'attendre à une « mise en faillite » de la Pologne, mais l'attitude de la banque Handlowy représentera un test dans les négociations avec les pays débiteurs. L'année dernière déjà, une action en justice avait été intentée contre la Costa-Rica par la filiale suisse de la Dow Banking Corpora-

tion. La Banque américaine réclamait que la Costa-Rica soit déclarée « en défaut de paiement » pour n'avoir pas honoré le règlement des intérêts d'un emprunt obligataire émis en 1980 en Suisse. Mais le tribunal genevois chargé du dossier avait finalement choisi de rejeter la plainte.

J.-C. B.

Dirigeant du principal parti d'opposition grec M. AVEROFF ANNONCE SA DÉMISSION

Athènes (AFP). — Le président de Nouvelle démocratie, le principal parti d'opposition (conservateur), M. Evangelos Averoff, a annoncé, mardi 28 août son intention de donner sa démission. M. Averoff a profité d'un bref échange avec les journalistes pour annoncer sa décision, à la suite d'un entretien avec le premier ministre, M. Andreas Papandréou, consacré à l'affaire de Chypre.

M. Averoff débute très jeune dans la vie politique. élu député libéral en 1946, il adhéra au Parti d'union radicale nationale de M. Constantin Caramanlis. De 1949 jusqu'en 1963, il occupa les principales ministères. Emprisonné sous la dictature des colonels, il participa au gouvernement de M. Caramanlis en 1974 en tant que ministre de la défense. Co-fondateur de la Nouvelle démocratie, dont la présidence fut assurée par M. Caramanlis, il en prit la tête en 1981.

Agé de soixante-quatre ans, d'une santé fragile, M. Averoff était contesté ces derniers temps au sein de son parti, notamment par les jeunes, qui lui reprochaient son discours trop proche des thèses de l'extrême droite. Pour cette difficile succession, qui pourrait être décidée dès samedi, deux noms sont fréquemment avancés, ceux de M. Constantin Stefanopoulos (cinquante-huit ans), et Constantin Mitsotakis (soixante-six ans), ancien ministre des affaires étrangères.

Sur le vif

Milliards de centimes

Mon ami Mikael S... haut fonctionnaire au ministère autrichien des finances, n'avait pas passé ses vacances en France depuis une vingtaine d'années. Il n'en revient pas.

« Vous parlez encore en anciens francs — vingt-quatre ans après l'introduction du nouveau franc ? »

— Eh oui !...

— Je croyais que c'était fini depuis longtemps.

— C'est une réforme qui n'a pas été digérée. Ce n'est pas la seule.

— On me dit que c'est surtout pour parler des grosses sommes : les voitures, les appartements, les gains du Loto. Les milliards de centimes, ça impressionne !

— C'est sans doute le côté Grand Siècle des Français. Se donner l'illusion qu'ils sont encore riches. Jongler négligemment avec les milliards de centimes...

— Oui, d'ailleurs pourquoi de « centimes » et non d'« anciens » francs ?

— Ça ferait tout de même trop rétro !

— Mais tu peux me montrer un centime ?... Ils parlent de quelque chose qui n'existe plus !

— Toujours la nostalgie de la grandeur...

— D'ailleurs, ce n'est pas uniquement pour parler des grosses sommes. Hier encore, en me rendant la monnaie sur 100 francs, l'épicier, au bord de la nationale, où il passe chaque jour des centaines d'étrangers, me disait : « 1 000, 5 000... », en me mettant dans la main des pièces de 10 francs et un billet de 50 francs, pour conclure avec un grand sourire : « ...qui font 10 000 ». C'est quand même incroyable !

— Les étrangers doivent avoir du mal à s'y retrouver ?

— Dis plutôt qu'ils sont complètement perdus, paumés, comme vous dites. Et le plus fort, c'est que vos employés de banque, des postiers, des fonctionnaires du Trésor — et surtout vos médias — qui devraient donner l'exemple, se gargarisent avec ces faux milliards de centimes à longueur de journée.

Mais ce qui me sidère, c'est que les jeunes qui ne les ont pas connus parlent en anciens francs ! Ça ne finira donc jamais...

GUY DE FARAMOND.

(Bayonne.)

AU CONSEIL DES MINISTRES

Les procédures de création d'une entreprise vont être simplifiées

M^{me} Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, devait présenter au conseil des ministres, ce mercredi 29 août, différentes mesures pour réduire le délai de création d'une entreprise à moins d'un mois. La demande en avait été faite par M. Fabius alors ministre de l'Industrie et de la recherche, puis par le chef de l'Etat lui-même (le Monde du 26 juillet).

Comme les grandes entreprises voient leurs effectifs régresser, il faut aider à l'éclosion des PME, qui, seules, peuvent créer des emplois. Les nouvelles entreprises contribuent à réduire le chômage mais également à moderniser le tissu industriel français : le dossier de la création d'entreprises est au cœur des objectifs gouvernementaux. Par ailleurs, il semble correspondre aux vœux de nombreux Français, puis, selon un sondage de l'Agence nationale pour la création d'entreprises (ANCE), 6 % d'entre eux désirent se lancer. Rameurer les délais à un mois devrait donc encourager ce nouvel esprit « entrepreneurial » qui semble apparaître dans le pays.

Les différentes mesures présentées par M^{me} Cresson relèvent pour partie de règlements — qui devraient être édictés dans les trois mois — et pour partie de lois. Les textes législatifs nécessaires devraient être déposés sur le bureau de l'Assemblée pour la session d'automne. L'ensemble pourrait donc être bouclé avant la fin de l'année. La mesure la plus importante est la fixation d'un délai maximal de quinze jours pour l'immatriculation d'une entreprise nouvelle au registre du greffe des tribunaux de commerce (extrait K bis). Cette immatriculation, qui peut prendre aujourd'hui plusieurs semaines, est la preuve juridique nécessaire de la naissance de l'entreprise, et c'est elle qui permet le déblocage des fonds déposés en banque.

La rédaction et le dépôt des statuts des entreprises seront simplifiés. Les obligations de timbrage et d'enregistrement sont supprimées, ainsi que les mesures qui coûtent relativement

cher (3000 ou 5000 F) et qui, surtout, prennent du temps. La réduction des statuts sera normalisée. N'y figureront que les éléments fondamentaux (l'objet, le nom, les dirigeants, les apports de l'entreprise), le reste consistant en un simple renvoi aux textes légaux. La déclaration de conformité des associés avec la législation est, elle aussi, supprimée. Une entreprise pourra être domiciliée dans un local d'une autre entreprise. Jusqu'ici, la législation imposait au créateur de démontrer qu'il était propriétaire ou locataire d'un local particulier. Sous certaines réserves, le créateur pourra provisoirement domicilier son entreprise au lieu de son habitation principale, ce qui était jusqu'ici interdit.

Enfin, le récépissé de demande de publication dans un journal d'annonces légales suffira désormais. Auparavant, il fallait attendre la publication des bases, ce qui faisait perdre plusieurs jours au créateur d'entreprise.

Le véritable parcours d'obstacles imposé aujourd'hui au créateur d'entreprise devrait donc être considérablement simplifié. Mais le gouvernement n'a pas voulu supprimer tous les contrôles, comme cela se passe aux Etats-Unis. Il a conservé un certain nombre de précautions. Car il y a des risques, en cas de fraudes diverses, que l'on ne retrouve pas les responsables d'entreprises (les créanciers n'ont plus alors de moyens pour se retourner). Le gouvernement a voulu alléger la législation mais conserver un minimum de contrôles.

Toutes ces mesures présentées par M^{me} Cresson s'ajoutent à celles contenues dans la loi Delors sur le développement de l'initiative économique, ainsi qu'aux dispositions diverses contenues dans la loi de finances et à plusieurs mesures (exonération d'impôts locaux pour les entreprises nouvelles pendant deux ans, par exemple) prises ces derniers mois par le gouvernement.

Il se crée en ce moment environ cent mille entreprises par an en France.

HANLET
L'UNIVERS DU PIANO
DU 17 AOUT AU 2 SEPTEMBRE
-10%
SUR tous les pianos
location-vente crédit personnalisé
PARIS 8^e - 264, rue du Fg Saint-Honoré Tél. : 786.51.94
78 - VÉLIZY 21 - Rue Grange-Dame-Rose Tél. : 946.00.52

RENTREE 84
Pour mieux connaître les écoles, les métiers et les débouchés.
ORIENTATIONS 84
Le guide d'orientations 84 : 300 pages de conseils 3000 adresses
Pour recevoir ORIENTATION SERVICE et le guide ORIENTATIONS 84 :
Nom : _____
Adresse : _____
A adresser à : ORIENTATIONS SERVICE/IDECOM - 57, avenue Montaigne, 75008 PARIS - accompagné d'un coupon de 70 F (54 F + frais de port).

مكتبة الناصر